



CONSEIL COMMUNAL DU 24 AVRIL 2025
GEMEENTERAAD VAN 24 APRIL 2025

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Didier Gosuin, *Président/Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Échevin·e·s/Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, *Conseillers*
communaux/Gemeenteraadsleden ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s/Schepen* ;
Marc Vandame, Vincianne Lerate, Myriam Fobe, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

24.04.2025/A/0002

Secrétariat

Point en urgence à l'ordre du jour - Nouvelle loi communale - article 97

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Secretariaat

Dringende punt aan de agenda - Nieuwe Gemeentewet - artikel 97

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

Florence Couldrey entre en séance / treedt in zitting.
Didier Molders entre en séance / treedt in zitting.

24.04.2025/A/0003

Secrétariat

Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 27.03.2025 - Approbation

LE CONSEIL,
Vu la nouvelle loi communale, les articles 108 et 108bis ;
Vu son règlement d'ordre intérieur, les articles 49, 50 et 51 ;
Vu le projet de procès-verbal ;
DECIDE

d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 27.03.2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Madame Emmanuelle Poznanski (PS) motive son abstention.

Le groupe PS s'abstient concernant le vote sur le PV de la séance du Conseil communal du 27/03/2025.

Deux raisons sont avancées :

Question de démocratie interne : le texte qui nous a été proposé au vote par le groupe Défi-MR-Engagés n'était pas un amendement mais bien une proposition de nouvelle motion puisqu'elle modifiait à 90% le texte de la motion originale déposée par les groupes PS, ECOLO et GROEN. Dès lors on peut considérer que ce texte n'est pas un amendement mais bien une nouvelle motion. Le règlement d'ordre intérieur du conseil communal fixe dans son article 9 un délai qui est ici dépassé. Nous constatons que la majorité n'a pas jugé utile de respecter le règlement d'ordre intérieur.

Le volet de fond : Même si on peut considérer que la motion présentée par Défi-Mr-Engagés est louable dans ses principes, néanmoins elle vient diluer la portée de la motion proposée par le PS-ECOLO-Groen qui visait spécifiquement la lutte contre le fascisme et le ralliement à la coalition du 8 mai. Les termes « islamophobie », « antifascisme » et « extrême droite » y sont supprimés. Cette censure ne nous paraît pas correcte et relève d'un certain malaise à l'égard de ces notions démocratiques qui devraient faire consensus.

Je conclus ici en plaçant la motion originale qui aurait très bien pu être votée au côté de l'autre motion.

Motion : Auderghem, Commune antifasciste ! déposée par les groupes Ecolo-Groen et PS d'Auderghem sur proposition de la Coalition 8 mai !

Le Conseil communal

Vu les engagements européens et internationaux pris par la Belgique pour le respect des droits fondamentaux des personnes et en particulier des plus vulnérables :

Déclaration universelle des droits humains, Convention européenne de sauvegarde des droits humains, Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ;

Vu la Loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ;

Vu la Loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination ;

Vu la Loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale ;

Considérant que la montée de l'extrême droite dans le monde, en Europe ainsi qu'en Belgique est un fait que nous ne pouvons nier ;

Considérant qu'historiquement l'agissement des mouvements d'extrême droite et leur politique a entraîné des conséquences catastrophiques sur la vie de millions de personnes et qu'il est urgent et indispensable d'empêcher toute tentative de restructuration et de développement de l'extrême droite ;

Considérant que la lutte contre le fascisme, symbolisée historiquement par la victoire du 8 mai 1945, continue d'inspirer aujourd'hui notre engagement contre tous les extrémismes menaçant notre démocratie ;

Considérant qu'Auderghem est et doit rester une ville où le vivre ensemble est une réalité. Une commune où le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie, la xénophobie et le fascisme n'ont pas leur place. Une commune où chacun amène sa pierre à l'édifice, quel que soit sa couleur de peau, son origine, son genre ou sa religion ;

Considérant la proposition de la Coalition 8 mai ! de doter les communes bruxelloises d'un outil commun qui leur permettra d'interpeller et d'agir concrètement face aux dangers de l'extrême droite à Bruxelles ;

Décide :

Article 1 : de consacrer Auderghem commune antifasciste.

Article 2 : d'empêcher par tous les moyens légaux la diffusion de propos incitant à la haine, au racisme, à l'antisémitisme, au sexisme, à l'islamophobie, à la discrimination relative à l'orientation sexuelle ou de genre, à l'origine sociale, des propos ouvertement fascistes et xénophobes, sur le territoire de Auderghem.

Article 3 : d'appliquer par conséquent, en toute communication, le principe du « cordon sanitaire médiatique », en ne donnant pas la parole ou un quelconque espace d'expression médiatique à l'extrême droite, à ses propos ou à ses représentants.

Article 4 : d'engager les services compétents à prendre en considération tous les signaux d'incitation à la haine, au racisme, à l'antisémitisme, au sexisme, à l'islamophobie, aux discriminations liées à l'orientation sexuelle, au genre, à la religion, à l'origine sociale, ouvertement fascistes et xénophobes et engager, tout en respectant le cadre juridique national, régional et communal, toute procédure administrative et judiciaire possible pour empêcher la diffusion de ces propos sur le territoire de Auderghem.

Article 5 : d'établir un canal de communication privilégié afin que les membres de la Coalition 8 mai ! et de la société civile puissent informer les autorités communales de l'organisation et de la tenue de tout événement susceptible d'inciter à la haine, au racisme, à l'antisémitisme, au sexisme, à l'islamophobie, aux discriminations liées à l'orientation sexuelle, au genre, à l'origine sociale, ouvertement fasciste et xénophobe, sur le territoire d'Auderghem.

Article 6 : de s'engager à interdire ce type d'événement décrit à l'article 5 par arrêté motivé de la bourgmestre.

Article 7 : de soutenir et de promouvoir les initiatives dans le cadre du devoir de mémoire de la résistance face à l'Allemagne nazie, au fascisme et à l'extrême droite et en particulier en revendiquant que le 8 mai soit de nouveau un jour férié.

Article 8 : d'impliquer la jeunesse en la sensibilisant aux dangers de l'extrême droite, à l'histoire des migrations afin de promouvoir le vivre ensemble, par des actions citoyennes dans les écoles où la commune est le pouvoir organisateur, et ce, notamment mais pas exclusivement, en partenariat avec les associations membres de la Coalition 8 mai.

Article 9 : d'insister auprès des autorités formatives sur le caractère essentiel – dans la formation des travailleurs et travailleuses de la fonction publique – d'exercer en toutes circonstances ces fonctions de manière juste et égalitaire, vis-à-vis de toutes les citoyennes et citoyens, sans discrimination d'origine, de genre, de classe, de religion, de statut de séjour... Les pensées d'extrême-droite n'ont pas leur place dans notre société et encore moins au sein des services publics. Par ailleurs, la formation continue des agents communaux doit également être assurée en la matière.

Je vous remercie de placer l'ensemble de cette note dans le PV du Conseil communal du 24/04/2025

Abstention donnée en main propre au président le 24/04/2025 à l'issue de la séance du Conseil communal

Monsieur Alan Lenglet motive l'abstention du groupe ECOLO-GROEN.

Par le présent document, le groupe Écolo-Groen justifie son abstention quant à l'approbation du procès-verbal (PV) du Conseil communal du 27 mars 2025.

En effet, celui-ci ne reflète pas la teneur des échanges tenus en séance lors du vote de la motion Auderghem, Commune antifasciste déposée par les groupes Écolo-Groen et PS sur proposition de la Coalition 8 mai !

Le PV :

Définit les amendements proposés par le groupe Écolo-Groen comme des corrections ; Évoque que l'amendement déposé au nom des groupes « Liste de la Bourgmestre » et « MR-LES ENGAGÉS-VLD-CDV » vise à « remplacer l'intégralité du contenu de la motion » ;

Ne reprend pas ni ne répond à notre interpellation liée au délai fixé par le règlement d'ordre intérieur pour le dépôt d'une motion. Cette interpellation, est basée sur le fait

qu'un amendement modifiant l'intégralité d'une motion devrait être considéré comme une nouvelle motion. Le règlement d'ordre intérieur encadre strictement les conditions dans lesquelles une motion peut être amenée. Autoriser un amendement qui remplace l'intégralité d'une motion revient à contourner les étapes prévues pour l'introduction d'une nouvelle motion, telles que le dépôt en bonne et due forme, l'inscription à l'ordre du jour et, le cas échéant, l'examen en commission. Cela engendre une insécurité juridique et un traitement inéquitable entre motions introduites de manière transparente et celles transformées par amendement global. De plus, un amendement est, par définition, une modification partielle d'un texte. Il vise à corriger, compléter ou améliorer une motion existante sans en changer la nature fondamentale. Lorsqu'un amendement remplace l'intégralité d'une motion initiale, il ne s'agit plus d'une simple correction mais d'une refonte complète, ce qui modifie la nature même du texte proposé au vote. Dès lors, pour garantir la clarté du débat démocratique, un texte complètement nouveau devrait suivre la procédure prévue pour une nouvelle motion. Cela permet aux membres de l'assemblée de débattre sur une base saine, sans confusion ni détournement de procédure.

Par ailleurs, sur base de l'article 45 du règlement d'ordre intérieur, la motivation de l'abstention lors du vote de cette motion tel que suit n'a pas pu être retenu :

Le groupe Écolo-Groen justifie son abstention lors du vote de cette motion par le fait que le texte initial qu'il avait introduit, conjointement avec le groupe PS, a été profondément altéré par les amendements déposés par la majorité communale. En effet, près de 90% du texte initial a été modifié. Les notions essentielles et explicites de la motion initiale ont été censurées : les termes « antifasciste », « islamophobie », « 8 mai », ainsi que « extrême-droite » ont été supprimés par la majorité, réduisant le texte une déclaration générale vidée de sa substance politique courageuse et explicite.

Comme exprimé lors du Conseil communal, Écolo rappelle solennellement : « Nous avons pourtant tenté jusqu'au bout de trouver un compromis raisonnable, ouvert, respectueux de toutes les sensibilités. Mais les amendements adoptés par la majorité vident totalement la motion de son sens originel. »

Nous regrettons profondément cette attitude qui relève, selon nous, d'une mauvaise prudence : « certains préfèrent aujourd'hui le confort d'un silence prudent à l'affirmation courageuse de leurs convictions. »

Écolo estime donc que l'adoption de ces amendements constitue une censure politique claire, un détournement de sens profond, incompatible avec l'esprit initial de notre proposition.

En s'abstenant, Écolo exprime ainsi explicitement son refus de cautionner cette censure politique et morale tout en reconnaissant que la motion, même extrêmement affaiblie, conserve encore quelques éléments généraux ne justifiant pas un vote contre.

Afin que chaque citoyenne et chaque citoyen puisse juger par lui-même, ci-dessous le texte intégral de la motion initiale déposée conjointement avec le PS. Ainsi, chacun pourra constater directement l'ampleur du détournement politique opéré par la majorité.

Notre abstention exprime donc clairement un refus d'accepter silencieusement cette dénaturation majeure, et constitue un appel sincère à la réflexion collective sur les choix politiques posés aujourd'hui : « ce n'est pas l'oubli qui nous fait peur, c'est l'habitude. L'habitude de ne pas dire. L'habitude de ne pas nommer. L'habitude de laisser passer. »

Motion : Auderghem, Commune antifasciste ! déposée par les groupes Ecolo-Groen et PS d'Auderghem sur proposition de la Coalition 8 mai !

Le Conseil communal

Vu les engagements européens et internationaux pris par la Belgique pour le respect des droits fondamentaux des personnes et en particulier des plus vulnérables :

Déclaration universelle des droits humains, Convention européenne de sauvegarde des droits humains, Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ;
Vu la Loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ;
Vu la Loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination ;
Vu la Loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale ;
Considérant que la montée de l'extrême droite dans le monde, en Europe ainsi qu'en Belgique est un fait que nous ne pouvons nier ;
Considérant qu'historiquement l'agissement des mouvements d'extrême droite et leur politique a entraîné des conséquences catastrophiques sur la vie de millions de personnes et qu'il est urgent et indispensable d'empêcher toute tentative de restructuration et de développement de l'extrême droite ;
Considérant que la lutte contre le fascisme, symbolisée historiquement par la victoire du 8 mai 1945, continue d'inspirer aujourd'hui notre engagement contre tous les extrémismes menaçant notre démocratie ;
Considérant qu'Auderghem est et doit rester une ville où le vivre ensemble est une réalité. Une commune où le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie, la xénophobie et le fascisme n'ont pas leur place. Une commune où chacun amène sa pierre à l'édifice, quel que soit sa couleur de peau, son origine, son genre ou sa religion ;
Considérant la proposition de la Coalition 8 mai ! de doter les communes bruxelloises d'un outil commun qui leur permettra d'interpeller et d'agir concrètement face aux dangers de l'extrême droite à Bruxelles ;
Décide :
Article 1 : de consacrer Auderghem commune antifasciste.
Article 2 : d'empêcher par tous les moyens légaux la diffusion de propos incitant à la haine, au racisme, à l'antisémitisme, au sexisme, à l'islamophobie, à la discrimination relative à l'orientation sexuelle ou de genre, à l'origine sociale, des propos ouvertement fascistes et xénophobes, sur le territoire de Auderghem.
Article 3 : d'appliquer par conséquent, en toute communication, le principe du « cordon sanitaire médiatique », en ne donnant pas la parole ou un quelconque espace d'expression médiatique à l'extrême droite, à ses propos ou à ses représentants.
Article 4 : d'engager les services compétents à prendre en considération tous les signaux d'incitation à la haine, au racisme, à l'antisémitisme, au sexisme, à l'islamophobie, aux discriminations liées à l'orientation sexuelle, au genre, à la religion, à l'origine sociale, ouvertement fascistes et xénophobes et engager, tout en respectant le cadre juridique national, régional et communal, toute procédure administrative et judiciaire possible pour empêcher la diffusion de ces propos sur le territoire de Auderghem.
Article 5 : d'établir un canal de communication privilégié afin que les membres de la Coalition 8 mai ! et de la société civile puissent informer les autorités communales de l'organisation et de la tenue de tout événement susceptible d'inciter à la haine, au racisme, à l'antisémitisme, au sexisme, à l'islamophobie, aux discriminations liées à l'orientation sexuelle, au genre, à l'origine sociale, ouvertement fasciste et xénophobe, sur le territoire d'Auderghem.
Article 6 : de s'engager à interdire ce type d'événement décrit à l'article 5 par arrêté motivé de la bourgmestre.
Article 7 : de soutenir et de promouvoir les initiatives dans le cadre du devoir de mémoire de la résistance face à l'Allemagne nazie, au fascisme et à l'extrême droite et en particulier en revendiquant que le 8 mai soit de nouveau un jour férié.
Article 8 : d'impliquer la jeunesse en la sensibilisant aux dangers de l'extrême droite, à l'histoire des migrations afin de promouvoir le vivre ensemble, par des actions citoyennes dans les écoles où la commune est le pouvoir organisateur, et ce,

notamment mais pas exclusivement, en partenariat avec les associations membres de la Coalition 8 mai.

Article 9 : d'insister auprès des autorités formatives sur le caractère essentiel – dans la formation des travailleurs et travailleuses de la fonction publique – d'exercer en toutes circonstances ces fonctions de manière juste et égalitaire, vis-à-vis de toutes les citoyennes et citoyens, sans discrimination d'origine, de genre, de classe, de religion, de statut de séjour... Les pensées d'extrême-droite n'ont pas leur place dans notre société et encore moins au sein des services publics. Par ailleurs, la formation continue des agents communaux doit également être assurée en la matière.

27 votants : 22 votes positifs, 5 abstentions.

Abstentions : Elise Willame, François Lebovy, Emmanuelle Poznanski, Noémie Dekoninck, Alan Lenglet.

Secretariaat

Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 27.03.2025 - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op het nieuwe gemeentewet, artikelen 108 en 108bis

Gelet op zijn huisoudelijke reglement, artikelen 49, 50 en 51 ;

Gelet op het voorstel van proces-verbaal ;

BESLIST

om het proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad op 27.03.2025 goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Mevrouw Emmanuelle Poznanski (PS) motiveert haar onthouding.

De PS-fractie onthoudt zich bij de stemming over het verslag van de gemeenteraadszitting van 27/03/2025.

Twee redenen worden aangevoerd:

Interne democratie: De tekst die ter stemming werd voorgelegd door de fractie Défi-MR-Engagés was geen amendement, maar een volledig nieuw voorstel van motie, aangezien hij 90% van de oorspronkelijke motie, ingediend door de fracties PS, ECOLO en GROEN, wijzigde. Daarom kan deze tekst niet als een amendement worden beschouwd, maar wel als een nieuwe motie. Het huishoudelijk reglement van de gemeenteraad bepaalt in artikel 9 een indieningstermijn die in dit geval werd overschreden. Wij stellen vast dat de meerderheid het niet nodig achtte het reglement te respecteren.

Inhoudelijke kwestie: Hoewel men kan stellen dat de door Défi-MR-Engagés voorgestelde motie in haar principes lovenswaardig is, verwatert zij toch de impact van de oorspronkelijke motie van PS-ECOLO-Groen, die specifiek gericht was op de strijd tegen fascisme en de aansluiting bij de 8-mei-coalitie. De termen "islamofobie", "antifascisme" en "extreemrechts" werden eruit verwijderd. Deze censuur lijkt ons onjuist en duidt op een zekere terughoudendheid ten aanzien van democratische begrippen die een breed draagvlak zouden moeten hebben.

Ik besluit hiermee door te stellen dat de oorspronkelijke motie perfect naast de andere motie had kunnen worden goedgekeurd.

Motie: Oudergem, antifascistische gemeente! Ingediend door de fracties Ecolo-Groen en PS van Oudergem, op voorstel van de 8-mei-coalitie.

De Gemeenteraad:

Gelet op de Europese en internationale engagementen die België is aangegaan inzake het respect voor de fundamentele rechten van personen, en in het bijzonder de meest kwetsbaren: de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens, het Europees Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens, het Handvest van de Grondrechten van de Europese Unie;

Gelet op de wet van 30 juli 1981 ter bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden;

Gelet op de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;

Gelet op de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide gepleegd door het nationaalsocialistische regime tijdens de Tweede Wereldoorlog;

Overwegende dat de opmars van extreemrechts wereldwijd, in Europa en ook in België, een onmiskenbaar feit is;

Overwegende dat extreemrechtse bewegingen en hun beleid in het verleden catastrofale gevolgen hebben gehad voor miljoenen mensen, en dat het dringend en essentieel is om elke poging tot herstructurering en groei van het extreemrechtse gedachtegoed te verhinderen;

Overwegende dat de strijd tegen het fascisme, historisch gesymboliseerd door de overwinning van 8 mei 1945, vandaag de dag nog steeds onze inzet inspireert tegen alle vormen van extremisme die onze democratie bedreigen;

Overwegende dat Oudergem een gemeente is en moet blijven waar samenleven een realiteit is. Een gemeente waar racisme, antisemitisme, islamofobie, xenofobie en fascisme geen plaats hebben. Een gemeente waar iedereen zijn steentje bijdraagt, ongeacht huidskleur, afkomst, geslacht of religie;

Overwegende het voorstel van de Coalitie 8 mei! om de Brusselse gemeenten uit te rusten met een gemeenschappelijk instrument dat hen in staat stelt om op te treden tegen de gevaren van extreemrechts in Brussel;

Beslist:

Artikel 1 – Oudergem uit te roepen tot antifascistische gemeente.

Artikel 2 – Op legale wijze alle vormen van haatzaaiende uitlatingen op het grondgebied van Oudergem tegen te gaan, met inbegrip van racisme, antisemitisme, seksisme, islamofobie, discriminatie op basis van seksuele oriëntatie of genderidentiteit, sociale afkomst, en openlijk fascistische en xenofobe uitlatingen.

Artikel 3 – In alle communicatie het principe van de mediatieke cordon sanitaire toe te passen, door geen spreekruimte of mediaplatform te bieden aan extreemrechts, zijn standpunten of vertegenwoordigers.

Artikel 4 – De bevoegde gemeentelijke diensten op te dragen om alle signalen van haatzaaiende taal, racisme, antisemitisme, seksisme, islamofobie, discriminatie op basis van seksuele oriëntatie, gender, religie of sociale afkomst, alsook openlijk fascistische en xenofobe uitlatingen ernstig te nemen, en binnen het wettelijk kader (nationaal, gewestelijk en gemeentelijk) elke administratieve of gerechtelijke procedure op te starten om deze uitlatingen op het grondgebied van Oudergem te verhinderen.

Artikel 5 – Een voorkeurscommunicatiekanaal op te richten zodat leden van de Coalitie 8 mei! en het middenveld de gemeentelijke overheid kunnen informeren over de organisatie van eender welk evenement dat haat, racisme, antisemitisme, seksisme, islamofobie of andere vormen van discriminatie promoot, evenals fascistische en xenofobe ideologieën, op het grondgebied van Oudergem.

Artikel 6 – Zich ertoe te verbinden om dit soort evenementen zoals omschreven in artikel 5 te verbieden via een gemotiveerd besluit van de burgemeester.

Artikel 7 – Initiatieven te ondersteunen en te promoten in het kader van de herdenkingsplicht rond het verzet tegen nazi-Duitsland, het fascisme en extreemrechts – in het bijzonder door te eisen dat 8 mei opnieuw een officiële feestdag wordt.

Artikel 8 – Jongeren te betrekken bij deze strijd door hen bewust te maken van de gevaren van extreemrechts en de geschiedenis van migratie, en het samenleven te promoten via burgeracties in scholen onder gemeentelijk beheer, onder meer maar niet uitsluitend in samenwerking met de verenigingen van de Coalitie 8 mei.

Artikel 9 – Bij de bevoegde opleidingsinstanties te benadrukken hoe essentieel het is

dat ambtenaren hun functie altijd op een rechtvaardige en gelijke manier uitoefenen, zonder discriminatie op basis van afkomst, gender, klasse, religie, verblijfsstatus, enz. Extreemrechtse denkbepelden horen niet thuis in onze samenleving en zeker niet binnen de openbare diensten. Voortgezette opleiding van gemeentepersoneel op dit vlak moet dan ook gewaarborgd worden.

Ik verzoek u om deze volledige nota op te nemen in het verslag van de gemeenteraadszitting van 24/04/2025.

Onthouding persoonlijk overhandigd aan de voorzitter op 24/04/2025 na afloop van de gemeenteraadszitting.

De heer Alan Lenglet motiveert de onthouding van de fractie ECOLO-GROEN.

Met dit document verantwoordt de fractie Ecolo-Groen haar onthouding bij de goedkeuring van het verslag van de gemeenteraadszitting van 27 maart 2025.

Het verslag weerspiegelt immers niet de inhoud van de uitwisselingen tijdens de stemming over de motie Oudergem, antifascistische gemeente, ingediend door de fracties Ecolo-Groen en PS op voorstel van de 8-mei-coalitie.

Het verslag:

Omschrijft de amendementen van Ecolo-Groen als correcties;

Vermeldt dat het amendement ingediend door de fracties "Lijst van de Burgemeester" en "MR-LES ENGAGÉS-VLD-CD&V" bedoeld is om de volledige inhoud van de motie te vervangen;

Negeert onze tussenkomst over de termijn die het huishoudelijk reglement vastlegt voor het indienen van een motie.

Deze tussenkomst baseerde zich op het feit dat een amendement dat een volledige motie wijzigt, moet worden beschouwd als een nieuwe motie. Het huishoudelijk reglement bepaalt strikt de voorwaarden waaronder een motie kan worden ingediend. Een amendement dat de volledige inhoud vervangt, omzeilt deze procedure: het vereist een correcte indiening, opname op de agenda, en eventueel bespreking in commissie.

Dit creëert juridische onzekerheid en een ongelijke behandeling tussen correct ingediende moties en moties die volledig worden herschreven via een zogenaamd amendement.

Bovendien is een amendement per definitie een gedeeltelijke wijziging van een tekst, bedoeld om te corrigeren of aan te vullen, zonder de essentie van het oorspronkelijke voorstel te wijzigen.

Wanneer een amendement de volledige oorspronkelijke motie vervangt, is er sprake van een volledige herschrijving, die het karakter van het voorstel fundamenteel wijzigt.

Daarom moet, voor de duidelijkheid van het democratisch debat, een volledig nieuwe tekst ook de voorgeschreven procedure van een nieuwe motie volgen. Zo kunnen raadsleden debatteren op een heldere, eerlijke basis.

Verder, op basis van artikel 45 van het huishoudelijk reglement, kon de volgende motivatie van de onthouding niet worden opgenomen:

De fractie Ecolo-Groen rechtvaardigt haar onthouding bij de stemming van deze motie met het feit dat de oorspronkelijke tekst, gezamenlijk ingediend met PS, diepgaand werd gewijzigd door de amendementen van de meerderheid.

Zo werd bijna 90% van de originele tekst aangepast. Essentiële termen werden gecensureerd: "antifascistisch", "islamofobie", "8 mei" en "extreemrechts" zijn verwijderd.

Dit heeft de motie gereduceerd tot een algemene verklaring, zonder de moedige politieke inhoud van het origineel.

Zoals tijdens de raad werd gezegd, herhaalt Ecolo plechtig:

"Wij hebben tot het einde geprobeerd om een redelijk, open en respectvol compromis te vinden. Maar de aangenomen amendementen hebben de oorspronkelijke motie volledig uitgehold."

Wij betreuren deze houding ten zeerste. Volgens ons getuigt dit van een voorzichtige lafheid:

"Sommigen verkiezen vandaag het comfort van een voorzichtig stilzwijgen boven het moedig uitspreken van hun overtuigingen."

Ecolo beschouwt de aanvaarding van deze amendementen als een duidelijke politieke censuur, een fundamentele betekenisverschuiving die onverenigbaar is met de oorspronkelijke geest van onze motie.

Door zich te onthouden, weigert Ecolo deze politieke en morele censuur goed te keuren, maar erkent wel dat de sterk afgezwakte motie nog enkele algemene elementen bevat die een tegenstem niet verantwoorden.

Zodat iedere burger zelf kan oordelen, vindt u hieronder de integrale tekst van de oorspronkelijke motie, gezamenlijk ingediend met PS. Zo kan iedereen met eigen ogen de omvang van de politieke herschrijving vaststellen.

Onze onthouding is dus een duidelijke weigering om deze ernstige verdraaiing stilzwijgend te aanvaarden, en is tegelijk een oprechte oproep tot collectieve reflectie over de politieke keuzes van vandaag:

"Niet het vergeten maakt ons bang, maar de gewoonte. De gewoonte om niets te zeggen. De gewoonte om niets te benoemen. De gewoonte om het te laten passeren."

Motie: Oudergem, Antifascistische Gemeente! Ingediend door de fracties Ecolo-Groen en PS van Oudergem, op voorstel van de Coalitie 8 mei!

De Gemeenteraad:

Gelet op de Europese en internationale engagementen die België is aangegaan inzake het respect voor de fundamentele rechten van personen, en in het bijzonder de meest kwetsbaren: de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens, het Europees Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens, het Handvest van de Grondrechten van de Europese Unie;

Gelet op de wet van 30 juli 1981 ter bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden;

Gelet op de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;

Gelet op de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide gepleegd door het nationaalsocialistische regime tijdens de Tweede Wereldoorlog;

Overwegende dat de opmars van extreemrechts wereldwijd, in Europa en ook in België, een onmiskenbaar feit is;

Overwegende dat extreemrechtse bewegingen en hun beleid in het verleden catastrofale gevolgen hebben gehad voor miljoenen mensen, en dat het dringend en essentieel is om elke poging tot herstructurering en groei van het extreemrechtse gedachtegoed te verhinderen;

Overwegende dat de strijd tegen het fascisme, historisch gesymboliseerd door de overwinning van 8 mei 1945, vandaag de dag nog steeds onze inzet inspireert tegen alle vormen van extremisme die onze democratie bedreigen;

Overwegende dat Oudergem een gemeente is en moet blijven waar samenleven een realiteit is. Een gemeente waar racisme, antisemitisme, islamofobie, xenofobie en fascisme geen plaats hebben. Een gemeente waar iedereen zijn steentje bijdraagt, ongeacht huidskleur, afkomst, geslacht of religie;

Overwegende het voorstel van de Coalitie 8 mei! om de Brusselse gemeenten uit te rusten met een gemeenschappelijk instrument dat hen in staat stelt om op te treden tegen de gevaren van extreemrechts in Brussel;

Beslist:

Artikel 1 – Oudergem uit te roepen tot antifascistische gemeente.

Artikel 2 – Op legale wijze alle vormen van haatzaaiende uitlatingen op het grondgebied van Oudergem tegen te gaan, met inbegrip van racisme, antisemitisme, seksisme, islamofobie, discriminatie op basis van seksuele oriëntatie of

genderidentiteit, sociale afkomst, en openlijk fascistische en xenofobe uitlatingen.

Artikel 3 – In alle communicatie het principe van de mediatieke cordon sanitaire toe te passen, door geen spreekruimte of mediaplatform te bieden aan extreemrechts, zijn standpunten of vertegenwoordigers.

Artikel 4 – De bevoegde gemeentelijke diensten op te dragen om alle signalen van haatzaaiende taal, racisme, antisemitisme, seksisme, islamofobie, discriminatie op basis van seksuele oriëntatie, gender, religie of sociale afkomst, alsook openlijk fascistische en xenofobe uitlatingen ernstig te nemen, en binnen het wettelijk kader (nationaal, gewestelijk en gemeentelijk) elke administratieve of gerechtelijke procedure op te starten om deze uitlatingen op het grondgebied van Oudergem te verhinderen.

Artikel 5 – Een voorkeurscommunicatiekanaal op te richten zodat leden van de Coalitie 8 mei! en het middenveld de gemeentelijke overheid kunnen informeren over de organisatie van eender welk evenement dat haat, racisme, antisemitisme, seksisme, islamofobie of andere vormen van discriminatie promoot, evenals fascistische en xenofobe ideologieën, op het grondgebied van Oudergem.

Artikel 6 – Zich ertoe te verbinden om dit soort evenementen zoals omschreven in artikel 5 te verbieden via een gemotiveerd besluit van de burgemeester.

Artikel 7 – Initiatieven te ondersteunen en te promoten in het kader van de herdenkingsplicht rond het verzet tegen nazi-Duitsland, het fascisme en extreemrechts – in het bijzonder door te eisen dat 8 mei opnieuw een officiële feestdag wordt.

Artikel 8 – Jongeren te betrekken bij deze strijd door hen bewust te maken van de gevaren van extreemrechts en de geschiedenis van migratie, en het samenleven te promoten via burgeracties in scholen onder gemeentelijk beheer, onder meer maar niet uitsluitend in samenwerking met de verenigingen van de Coalitie 8 mei.

Artikel 9 – Bij de bevoegde opleidingsinstanties te benadrukken hoe essentieel het is dat ambtenaren hun functie altijd op een rechtvaardige en gelijke manier uitoefenen, zonder discriminatie op basis van afkomst, gender, klasse, religie, verblijfsstatus, enz. Extreemrechtse denkbelden horen niet thuis in onze samenleving en zeker niet binnen de openbare diensten. Voortgezette opleiding van gemeentepersoneel op dit vlak moet dan ook gewaarborgd worden.

27 stemmers : 22 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

Onthoudingen : Elise Willame, François Lebovy, Emmanuelle Poznanski, Noémie Dekoninck, Alan Lenglet.

24.04.2025/A/0004

Secrétariat

Communications : Liste des marchés publics - Nouvelle Loi communale, article 234 §3

LE CONSEIL,

Vu les articles 234 à 236 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant la passation des marchés suivants par le Collège :

- **#002/11.03.2025/B/0015#** - Fourniture de vin mousseux, vin rouge et vin rosé pour les différentes réceptions organisées par l'Administration communale pour l'année 2025 - Marché de faible montant - Approbation du marché et de la

dépense - Désignation de l'adjudicataire.

- **#002/11.03.2025/B/0020#** - Désignation d'un avocat en vue d'assister l'administration dans une éventuelle procédure disciplinaire
- **#002/11.03.2025/B/0021#** - Désignation d'un avocat en vue d'assister le service Urbanisme dans l'analyse d'une demande de permis modificatif
- **#002/11.03.2025/B/0027#** - Marché d'un montant 30.000 Euros à 140.000 Euros - PROCEDURE NEGOCIEE SANS PUBLICATION PREALABLE - Achat d'équipements vestimentaires et de matériels/accessoires pour les Gardiens de la Paix, marquage compris - CSC n°1/2025.
- **#002/11.03.2025/B/0038#** - Maison Communale - Application d'un hydrofuge suite aux infiltrations en façade - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/11.03.2025/B/0039#** - Pavillon Collin - Travaux de démolition – Coupure des raccordements aux réseaux gaz et électricité - Acceptation de l'offre SIBELGA
- **#002/11.03.2025/B/0047#** - Acquisition d'un camion pour paveurs (Remplacement du véhicule n°43) - Marché de fournitures par Procédure Négociée sans publication préalable - Fixation des conditions - Approbation de la dépense et du CSC - Désignation des firmes à consulter
- **#002/11.03.2025/B/0048#** - CS Blankedelle - Rénovation de la toiture plate du bâtiment maternelle - Signature de la fiche projet Sibelga (Renoclick) - Étude de stabilité - Approbation de la dépense
- **#002/11.03.2025/B/0049#** - Commande à Igretec de divers rapports d'opportunité/programmation et d'études de faisabilité
- **#002/11.03.2025/B/0050#** - Fourniture et placement d'un tapis amortissant pour la petite plaine de jeu intérieure de la section maternelle au cs du Blankedelle - Marché de faible montant - Désignation de l'adjudicataire - Modification budgétaire
- **#002/11.03.2025/B/0051#** - Fourniture et placement d'un portail automatique à l'entrée du cimetière communal et installation d'un clavier permettant d'ouvrir la porte d'accès à la morgue - marché de faible montant - Fixations des conditions - Approbation de la dépense et du cahier des charges - Désignation des firmes à consulter
- **#002/11.03.2025/B/0052#** - Remplacement de dalles amortissantes à la crèche des Poneys - Marché de faible montant - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/11.03.2025/B/0055#** - Petite Enfance : Mise en place d'un service de langes lavables dans les crèches communales - approbation des conditions et du mode de passation du marché de services de faible montant.- report du 04/03/2025
- **#002/11.03.2025/B/0064#** - Fourniture de matériel de signalisation - Marché par procédure négociée sans publication préalable - Marché stock - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/11.03.2025/B/0069#** - Installation du service VPN sécurisé à deux facteurs (2FA) - Appel au prestataire IRISteam pour la mise en place - Souscription et approbation des dépenses - Procédure négociée sur simple facture acceptée - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/18.03.2025/B/0034#** - Désignation du fournisseur de vêtements de cérémonie pour le cimetière et approbation de la dépense - Marché de faible montant conclu par simple facture acceptée.
- **#002/18.03.2025/B/0050#** - CS Souverain - Secrétariat - Contre-cloison isolée - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Complément
- **#002/18.03.2025/B/0073#** - Achat d'un compresseur pour les balayeurs - Voirie - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Approbation de

l'adjudicataire

- **#002/18.03.2025/B/0075#** - Achat et placement de feux espagnols - Procédure négociée sans publication préalable - Marché stock - Fixation des conditions - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter.
- **#002/18.03.2025/B/0076#** - Acquisition d'outillage voirie - Marché de fournitures par procédure négociée sans publication préalable - Fixation des conditions - Approbation du CSC et de la dépense - Désignation des firmes à consulter
- **#002/18.03.2025/B/0077#** - CSC n° 9/2023 - Rénovation des trottoirs à l'identique - Marché stock - Approbation du devis d' EUROVIA BELGIUM S.A. pour la rénovation du trottoir (côté du Parc Ten Reuken) à l' avenue du GRAND FORESTIER.
- **#002/18.03.2025/B/0078#** - Fourniture de deux containers poubelle pour le Centre Culturel - Marché de faible montant - Approbation de la dépense
- **#002/18.03.2025/B/0080#** - Réparation de la porte d'entrée de la bibliothèque du Centre - Marché de faible montant - Approbation de la dépense
- **#002/18.03.2025/B/0081#** - Travaux de réaménagement de la clôture de la plaine de jeux du square Van Lindt - Marché de travaux de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/18.03.2025/B/0083#** - Crèche communale "Les Chatons" - Achat d'un aspirateur balais - Marché de faible montant sur facture acceptée.
- **#002/18.03.2025/B/0114#** - Cybersécurité - audit et formulation de l'état de besoin
- **#002/25.03.2025/B/0010#** - Fourniture de savon écologique pour les mains pour les services communaux et le CPAS - Marché de faible montant - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/25.03.2025/B/0029#** - Marché public de faible montant (26.000€) - Achat d'équipements de cuisine, installation comprise - CSC n°2025/02.
- **#002/25.03.2025/B/0038#** - Logiciel de gestion digitale des flux de dépense de l'application Acropole comptabilité de Civadis + logiciel de signature électronique Nitro - Procédure négociée sur simple facture acceptée - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/25.03.2025/B/0049#** - Commande à Igretec d'une étude de faisabilité pour une rénovation de la maison communale limitée à la mise aux normes PEB
- **#002/25.03.2025/B/0050#** - Désaffectation des parcelles T1 et X au cimetière communal - Marché de Faible Montant -Désignation de l'adjudicataire
- **#002/25.03.2025/B/0051#** - I.A.P.S. - Remplacement des châssis (phase 6) - Procédure négociée sans publication préalable - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/25.03.2025/B/0052#** - Placement de dalles amortissantes à la crèche des Chatons - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter
- **#002/25.03.2025/B/0055#** - Animation de 2 ateliers mangas à la bibliothèque du centre les 14/06/2025 et 08/11/2025: Désignation d'un prestataire - Marché de faible montant.
- **#002/25.03.2025/B/0056#** - Contrat de maintenance entre la Commune d'Auderghem et la société Bibliotheca pour la Bibliothèque du Centre
- **#002/25.03.2025/B/0057#** - Désignation d'un prestataire pour l'animation d'un atelier de création de boîtes de jeux en origami - Marché de faible montant
- **#002/25.03.2025/B/0058#** - Organisation d'une rencontre littéraire le jeudi 22/05/2025 à la bibliothèque du Centre suivi d'un drink - Désignation de prestataires - Marché de faible montant
- **#002/25.03.2025/B/0067#** - Crèche communale "Les Chatons" - Achat d'un aspirateur balais - Marché de faible montant sur facture acceptée.
- **#002/25.03.2025/B/0081#** - IAPS - Achat de mobilier pour le secrétariat -

Marché de faible montant sur simple facture acceptée

- **#002/01.04.2025/B/0005#** - Modification budgétaire - Achat de mobilier + de matériel informatique pour la bibliothèque francophone - oubli inscription budget extraordinaire 2025
- **#002/01.04.2025/B/0007#** - Fourniture de café, lait, sucre pour les réunions organisées au sein de l'administration communale – Marché de faible montant - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/01.04.2025/B/0011#** - Isidore Geyskens - Mission d'architecture relative à la rénovation d'une maison unifamiliale à vocation sociale - Marché de reprise de mission - Marché de faible montant - Relance du marché
- **#002/01.04.2025/B/0016#** - Triomphe 160 - Ingénieur en techniques spéciales - Lemaire Ingénieurs (Ellyps) - Prestations complémentaires
- **#002/01.04.2025/B/0033#** - Crèche Communale "Les Mômes" - Réfection des sols - Déménagement - Désignation de l'adjudicataire - Approbation de la dépense
- **#002/01.04.2025/B/0034#** - Etude destinée à la rédaction d'un cahier des charges pour la rénovation du système de ventilation du Gymnasium et suivi de la procédure d'attribution et d'exécution du marché - Marché par procédure négociée sans publication préalable - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter.
- **#002/01.04.2025/B/0037#** - Travaux pour l'installation d'un nouveau système alarme incendie dans le bâtiment et le parking du Centre Sportif Willegems - Marché de travaux par procédure négociée sans publication préalable - Approbation de la dépense et du CSC - Désignation des firmes à consulter
- **#002/01.04.2025/B/0047#** - Essais de sol à la Place de l'Amitié - Etude relative à l'aménagement de la Place de l'Amitié - Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense
- **#002/08.04.2025/B/0010#** - Fourniture pour l'administration communale et le CPAS de produits d'hygiène écologiques pour une durée d'un an – Procédure négociée sans publication préalable– Désignation de l'adjudicataire

PREND ACTE :

- de la passation des marchés de moins de 143.000€ susmentionnés ;
- des décisions du Collège échevinal s'y rapportant.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives, ainsi qu'à l'attention du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

Secretariaat

Mededelingen : Lijst van overheidsopdrachten - Nieuwe Gemeentewet, artikel 234 §3

DE RAAD,

Gelet op artikelen 234 tot 236 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien de volgende opdrachten gegund werden door het Schepencollege:

- **#002/11.03.2025/B/0015#** - Levering van schuimwijn, rode wijn en roséwijn voor de diverse recepties georganiseerd door het Gemeentebestuur voor het jaar 2025 - Opdracht via overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder.
- **#002/11.03.2025/B/0020#** - Aanstelling van een advocaat om de administratie bij te staan in een eventuele tuchtzaak
- **#002/11.03.2025/B/0021#** - Aanstelling van een advocaat om de dienst

Stedenbouw te helpen bij de analyse van een aanvraag tot wijziging van een stedenbouwkundige vergunning

- **#002/11.03.2025/B/0027#** - Overheid voor drag van 30.000 euro tot 140.000 euro - ONDERHANDELDE PROCEDURE ZONDER VOORAFGAANDE PUBLICATIE - Aankoop van kleding en uitrusting/accessoires voor de Gemeenschapwachters, inclusief markering - CSC n°1/2022.
- **#002/11.03.2025/B/0038#** - Gemeentehuis - Toepassing van een waterafstotend middel na infiltraties in de gevel - Opdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Keuze van de opdrachtnemer
- **#002/11.03.2025/B/0039#** - Collin Paviljoen - Afbraakwerk – Verbreken van aansluitingen op het gas- en elektriciteitsnet - Aanvaarding van de offerte van SIBELGA
- **#002/11.03.2025/B/0047#** - Aankoop van een bestratingstruck (Vervanging - Voertuig n°43) - Overheidsopdracht voor leveringen via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden - Vaststelling van de voorwaarden - Goedkeuring van de uitgave en van het bestek - Aanduiding van de te raadplegen firma's
- **#002/11.03.2025/B/0048#** - SC Blankedelle - Renovatie van het platte dak van het kleuterschoolgebouw - Ondertekening van het Sibelga-projectfiche (Renoclick) - Goedkeuring van de uitgave
- **#002/11.03.2025/B/0049#** - Aanvraag van verschillende opportuniteits-/programmeringsrapporten en haalbaarheidsstudies door Igretec
- **#002/11.03.2025/B/0050#** - Levering en installatie van een schokabsorberende mat voor de kleine binnenspeelruimte in de kleuterklas op cs du Blankedelle - Opdracht van geringe waarde - Aanduiding van de opdrachtnemer -
- **#002/11.03.2025/B/0051#** - Levering en installatie van een automatische poort aan de ingang van de gemeentelijke begraafplaats en installatie van een toetsenbord om de toegangsdeur van het mortuarium te openen - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Vaststelling van de voorwaarden - goedkeuring van de uitgave en van het lastenboek - Aanduiding van de firma's
- **#002/11.03.2025/B/0052#** - Plaatsing van schokabsorberende tegels op de kribbe "les Poneys" - Opdracht van geringe waarde - Aanduiding van de opdrachtnemer
- **#002/11.03.2025/B/0055#** - Peuterzorg : Invoering van een dienst voor wasbare luiers in de gemeentelijke crèches - goedkeuring van de voorwaarden en de gunningswijze van de bestek voor diensten van beperkte waarde.
- **#002/11.03.2025/B/0064#** - Levering van signaliseringsmateriaal - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Voorraad opdracht - Aanduiding van de opdrachtnemer
- **#002/11.03.2025/B/0069#** - Installatie van de dienst VPN beveiligd door een tweestapsverificatie (2FA) - oproep aan IRISteam voor deze installatie - Onderhandelingsprocedure op eenvoudige geaccepteerde factuur - Goedkeuring van het contract en de uitgaven - Aanduiding van de opdrachtnemer
- **#002/18.03.2025/B/0034#** - Aanwijzing van de leverancier van ceremoniële kleding voor de begraafplaats en goedkeuring van de uitgave - Opdracht van beperkte waarde gesloten met een aanvaarde factuur.
- **#002/18.03.2025/B/0050#** - SC Souverain - Secretariaat - Geïsoleerde scheidingswand - Goedkeuring van uitgaven - Aanvullend contract
- **#002/18.03.2025/B/0073#** - Aankoop van een compressor voor vegers - Wegendienst - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgaven - Aanwijzing van de opdrachtnemer
- **#002/18.03.2025/B/0075#** - Aankoop en installatie van spaanse verkeerslichten - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Voorraad opdracht - Vaststelling van de voorwaarden - Goedkeuring van het BLB en de

uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's

- **#002/18.03.2025/B/0076#** - Aankoop van gereedschap voor de dienst Wegenis - Overheidsopdracht voor leveringen via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden - Goedkeuring van het BLB en de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's
- **#002/18.03.2025/B/0077#** - CSC nr. 9/2023 - Herinering van dezelfde voetpaden - Bestek - Goedkeuring van de offerte van EUROVIA BELGIUM N.V. voor de herinering van het voetpad (kant Parc Ten Reuken) aan de woudmeesterlaan.
- **#002/18.03.2025/B/0078#** - Levering van twee vuilcontainers voor het Cultureel Centrum - Contract met lage waarde - Goedkeuring van de uitgaven
- **#002/18.03.2025/B/0080#** - Herstellingen aan de toegangsdeur van het Franstalige bibliotheek - Opdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave
- **#002/18.03.2025/B/0081#** - Aanpassingswerken aan de afsluiting van de speeltuin op het Van Lindtplein - Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder
- **#002/18.03.2025/B/0083#** - Gemeentelijke kinderopvangplaatsen "Les Chatons" - Aankoop van een steelstofzuiger - Overheidsopdracht van beperkte waarde op basis van aanvaarde factuur.
- **#002/18.03.2025/B/0114#** - Verhuis ICT - oproep aan IRISteam voor de missie van een consultant met het profiel "implementatie manager" - Onderhandelingsprocedure op eenvoudige geaccepteerde factuur - Goedkeuring van het contract en de uitgaven - Aanduiding van de opdrachtnemer
- **#002/25.03.2025/B/0010#** - Levering van ecologische handzeep voor de verschillende gemeentelijke diensten en OCMW - Opdracht via overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder.
- **#002/25.03.2025/B/0029#** - Overheidsopdracht van geringe waarde (€ 26 000) - Aankoop van keukenapparatuur, inclusief installatie - CSC nr. 2025/02.
- **#002/25.03.2025/B/0038#** - Software voor digitaal beheer van uitgavenstromen van Acropole boekhouding van Civadis + software voor elektronische handtekening - Onderhandelingsprocedure op eenvoudige geaccepteerde factuur - Goedkeuring van het contract en de uitgaven - Aanduiding van de opdrachtnemer
- **#002/25.03.2025/B/0049#** - Opdracht voor een haalbaarheidsstudie door Igretec voor de renovatie van het gemeentehuis, beperkt tot werken noodzakelijk voor de naleving van de EPB-normen
- **#002/25.03.2025/B/0050#** - Buitengebruikstelling van de percelen T1 en X op de gemeentelijke begraafplaats - Opdracht van geringe waarde - Aanwijzing van de aannemer
- **#002/25.03.2025/B/0051#** - I.A.P.S. - Vervanging van kozijnen (fase 6) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Aanwijzing van de opdrachtnemer
- **#002/25.03.2025/B/0052#** - Plaatsing van schokabsorberende tegels op de kribbe "les Chatons" - Opdracht van geringe waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de raadplegen firma's
- **#002/25.03.2025/B/0055#** - Animatie van 2 mangaworkshops in de bibliotheek van het centrum op 14/06/2025 en 08/11/2025: Aanstelling van een dienstverlener - Overheidsopdracht van beperkte waarde
- **#002/25.03.2025/B/0056#** - Onderhoudscontract tussen de gemeente Oudergem en de firma Bibliotheca voor het Centrum Bibliotheek
- **#002/25.03.2025/B/0057#** - Aanstelling van een opdrachtnemer voor het leiden

van een workshop om origami-speldozen te maken - overheidsopdracht van beperkte waarde

- **#002/25.03.2025/B/0058#** - Organisatie van een literaire evenement op donderdag 22/05/2025 in de bibliotheek van het Centrum, gevolgd door een drink - aanduiding van dienstverleners - Overheidsopdracht met beperkte waarde
- **#002/25.03.2025/B/0067#** - PEUTERZORG : Gemeentelijke kinderopvangplaatsen "Les Chatons" - Aankoop van een steelstofzuiger - Overheidsopdracht van beperkte waarde op basis van aanvaarde factuur.
- **#002/25.03.2025/B/0081#** - IAPS - Aankoop van kantoormeubilair - Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenome factuur
- **#002/01.04.2025/B/0005#** - Begrotingswijziging - Aankoop meubilaire + informaticamateriaal voor de franstalige bibliotheek - niet ingeschreven in de buitengewone begroting van 2025
- **#002/01.04.2025/B/0007#** - Levering van koffie, melk en suiker voor vergaderingen georganiseerd door de administratie - Opdracht via overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder.
- **#002/01.04.2025/B/0011#** - Isidore Geyskens - Architectenopdracht voor de renovatie van een eengezinswoning voor sociale doeleinden - Overeenkomst tot overname van de opdracht - Opdracht van geringe waarde - Heropleving van de overheidsopdracht
- **#002/01.04.2025/B/0016#** - Triomphe 160 - Ingenieur speciale technieken - Lemaire Ingénieurs (Ellyps) - Aanvullende diensten
- **#002/01.04.2025/B/0033#** - Gemeentelijke kinderopvangplaatsen "Les Mômes" - Vloerreparaties - verhuizing - Aanwijzing van de gekozen inschrijver - Goedkeuring van de uitgaven
- **#002/01.04.2025/B/0034#** - Studie voor het opstellen van een bestek voor de renovatie van het ventilatiesysteem van het Gymnasium en toezicht op de gunnings- en uitvoeringsprocedure - Goedkeuring van de uitgaven - Aanduiding van de te raadplegen firma's.
- **#002/01.04.2025/B/0037#** - Werken voor de installatie van een nieuw brandalarmsysteem in het gebouw en de parking van het Sportcentrum Willegems - Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave en van het bestek - Aanduiding van de te raadplegen firma's
- **#002/01.04.2025/B/0047#** - Bodemonderzoek op het Vriendschapsplein - Studie in verband met de ontwikkeling van het Vriendschapsplein - Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgaven
- **#002/08.04.2025/B/0010#** - Aankoop van ecologische hygiëneproducten voor de gemeente en de OCMW voor een periode van een jaar – Overheidsopdracht geplaatst via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Aanduiding van de aanbesteder

NEEM AKTE:

- van de gunning van bovenvermelde opdrachten waarvan het bedrag op minder dan 143.000€ exclusief btw geraamd wordt;

- van de beslissingen van het Schepencollege hier omtrent;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken, alsook ter attentie van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

24.04.2025/A/0005

Secrétariat

Communications : Liste des arrêtés adoptés par la Bourgmestre - Articles 133 et 135 NLC

LE CONSEIL

Vu la nouvelle loi communale, article 133bis ;

Prend connaissance des arrêtés adoptés par le Bourgmestre ci-dessous :

1. Dossier n°58 - Dérogation aux horaires de chantier - Demande de WYCOR d'autoriser le démarrage du chantier sur le site du CHIREC (Boulevard du Triomphe 175-214) à 06h00 du matin, le vendredi 14 mars - Abrogation de la dérogation n°57.
2. Arrêté de la Bourgmestre ordonnant l'inhumation d'une personne indigente décédée sur le territoire communal pour des raisons de salubrité publique
3. Dossier n°59 - Dérogation aux horaires de chantier - Demande de UNICAS nv d'autoriser le chantier sur le site Av. Pré des Agneaux 67-71 le weekend du 29 et 30 mars 2025
4. Arrêté de la Bourgmestre autorisant le stationnement d'un camion pédagogique, avenue de l'Église Saint Julien le 20 juin 2025.
5. Arrêté de la Bourgmestre autorisant l'organisation d'une soirée de soutien à l'ONG Doc'Riders de Médecins du Monde au campus Schaller le 4 avril 2025
6. Abattage en urgence d'un hêtre dangereux au n° 143 avenue Jean VAN HORENBEECK
7. Arrêté de la Bourgmestre autorisant l'installation temporaire de la terrasse saisonnière de l'établissement Le Bienvenu
8. ARRÊTÉ DE LA BOURGMESTRE autorisant le parcours vide garage « Auderghem en couleur » le 21 avril 2025 de 10h00 à 16h00
9. Arrêté de la Bourgmestre ordonnant l'abattage en urgence d'un arbre dangereux sis sur la Promenade de l'Ancien chemin de fer, à front de l'immeuble avenue des Meuniers, 76
10. Dossier n°60 - Dérogation aux horaires de chantier - Demande de de MEGAMAX pour le placement d'une grue mobile rue Emile Idiers, le dimanche 27 avril 2025 de 07h00 à 14h00
11. Arrêté de la Bourgmestre déclarant l'immeuble sis rue de la Pente, 3 à Auderghem inhabitable pour cause d'insalubrité et de dangerosité
12. Abattage d'un arbre dangereux au n° 3-4 av. LAMBIN (propriété de En Bord De Soignes)
13. Arrêté de la Bourgmestre autorisant le passage de la Roller Bike Parade 2025, du 20 juin au 12 septembre 2025
14. Arrêté de la Bourgmestre autorisant une course de cuistax le 5 avril 2025 dans le parc de Woluwe de 9h00 à 17h00
15. Arrêté de la Bourgmestre autorisant l'installation temporaire de la terrasse saisonnière de l'établissement La Pizza
16. Arrêté de la Bourgmestre autorisant la brocante avec barbecue au profit du Télévie le dimanche 15 juin 2025.
17. Arrêté de la Bourgmestre autorisant l'organisation du Brussels Food Festival du 9 au 11 mai 2025
18. Arrêté de la Bourgmestre autorisant la fête des voisins avec barbecue au Clos des Pommiers Fleuris le 29 juin 2025

19. Arrêté de la Bourgmestre pour l'abattage en urgence de deux arbres dangereux au n° 143 av. Jean Van Horenbeeck
20. Arrêté de la Bourgmestre autorisant l'organisation de la foire du Transvaal du vendredi 9 mai au dimanche 18 mai 2025

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

Secretariaat

Mededelingen : Lijst van besluiten van de Burgemeester - artikelen 133 et 135 NGW

DE RAAD :

Gezien het nieuwe gemeentewet, artikel 133bis ;

is verzocht nota te nemen van besluiten van het Burgemeester hieronder:

1. Dossier nr. 58 - Afwijking van de werktijden - Verzoek van WYCORA om het begin van de werkzaamheden op de CHIREC-site (Triomflaan 175-214) toe te staan op vrijdag 14 maart om 6 uur - Intrekking van afwijking nr. 57.
2. Besluit van de burgemeester waarbij de begrafenis wordt bevolen van een behoeftige persoon
3. Dossier nr. 59 - Afwijking van de uren voor bouwwerken - Aanvraag van UNICAS nv om bouwwerken toe te laten op de site Lammerendries 67-71 tijdens het weekend van 29 en 30 maart 2025
4. Besluit van de burgemeester waarbij toestemming wordt verleend om op 20 juni 2025 een educatieve vrachtwagen te parkeren aan de Sint-Juliaanskerklaan.
5. Besluit van de burgemeester waarbij toestemming wordt verleend voor het organiseren van een avond ter ondersteuning van de NGO Doc'Riders de Médecins du Monde op de campus Schaller op 4 april 2025.
6. Noodkap van een gevaarlijke beuk aan de Jean Van Horenbeecklaan 143
7. Besluit van de burgemeester houdende toestemming voor de tijdelijke inrichting van het seizoensterras van het etablissement Le Bienvenu
8. Besluit van de burgemeester tot toelating van de garageverkoop "Oudergem en couleur" op 21 april 2025 van 10u00 tot 16u00
9. Bevel van de burgemeester tot het met spoed vellen van een gevaarlijke boom op de PPromenade van de oude spoorweg, voor het gebouw Mulderslaan, 76
10. Dossier nr. 60 - Afwijking van de werkuren - Aanvraag van MEGAMAX om een mobiele kraan te plaatsen in de Emile Idiersstraat op zondag 27 april 2025 van 07u00 tot 14u00
11. Bevel van de Burgemeester waarbij het gebouw aan de Hellingstraat, 3 te Oudergem onbewoonbaar wordt verklaard wegens ongezonde en gevaarlijke omstandigheden
12. Vellen van een gevaarlijke boom op nr. 3-4 Léopold-Florent Lambinlaan (eigendom van En Bord De Soignes)
13. Besluit van de burgemeester tot toelating van de doorgang van de Roller Bike Parade 2025, van 20 juni tot 12 september 2025
14. Besluit van de burgemeester houdende toelating van een cuistax-wedstrijd op 5 april 2025 in het Woluwepark van 9.00 uur tot 17.00 uur
15. Besluit van de burgemeester houdende toelating van de tijdelijke inrichting van het seizoensterras van de vestiging La Pizza
16. Besluit van de burgemeester houdende toelating van de brocante met barbecue ten voordele van Télévie op zondag 15 juni 2025.

17. Besluit van de burgemeester houdende toelating van de organisatie van het Brussels Food Festival van 9 tot 11 mei 2025
18. Besluit van de burgemeester houdende toelating van het burenfest met barbecue in Appelbloesemgaarde op 29 juni 2025
19. Besluit van de burgemeester houdende noodkap van twee gevaarlijke bomen op nr. 143 Jean Van Horenbeecklaan
20. Besluit van de burgemeester houdende toelating van de organisatie van de Transvaalbeurs van vrijdag 9 mei tot zondag 18 mei 2025

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

24.04.2025/A/0006

Secrétariat

Démission d'un membre du Conseil Communal - Prise d'acte

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 22;

Vu la lettre de démission reçue le 10.03.2025 par le Secrétaire communal dans laquelle Monsieur Ahmed Lagha annonce démissionner de son mandat de Conseiller communal.

Prend acte :

de la démission donnée par écrit de Monsieur Ahmed Lagha de son mandat de Conseiller communal.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Ontslag van een lid dan de Gemeenteraad - Aktename

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder artikel 22;

Gezien de ontslagbrief die de Gemeentesecretaris op 10.03.2025 heeft ontvangen en waarin de Heer Ahmed Lagha aankondigt dat hij zijn mandaat als raadslid neerlegt.

Neemt akte

van het ontslag van de Heer Ahmed Lagha uit zijn mandaat als raadslid

De Raad neemt akte.

Victor Kanyanzira entre en séance / treedt in zitting.

24.04.2025/A/0007

Secrétariat

Vérification des pouvoirs du suppléant de Monsieur Ahmed Lagha. Prestation de serment et installation de Monsieur Victor Kanyanzira

Le Conseil,

Revu la délibération de ce jour, référence #002/24.04.2025/A/0005# portant :
Démission d'un membre du Conseil Communal de son mandat de conseiller - Prise
d'acte ;

Vu l'article 101 § 2 du Nouveau Code électoral communal bruxellois ;

Attendu que Monsieur Victor Kanyanzira est le premier suppléant de la liste à laquelle
appartenait Monsieur Ahmed Lagha et qu'il accepte d'exercer le mandat ;

Vu l'enquête complémentaire de laquelle il ressort que Monsieur Victor Kanyanzira
n'a pas cessé de remplir, sans interruption, les conditions d'éligibilité ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de l'admettre à la prestation de serment ;

Monsieur Victor Kanyanzira prête, entre les mains de la Bourgmestre, le serment
suivant : « Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du Peuple
Belge » ;

Monsieur Victor Kanyanzira ayant prêté serment est déclaré installé en qualité de
Conseiller communal.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Onderzoek der geloofsbrieven van het plaatsvervangend lid van de Heer Ahmed Lagha. Eedaflegging en aanstelling van de Heer Victor Kanyanzira

DE RAAD

Herzien zijn beraadslaging van deze dag, referten #002/24.04.2025/A/0005#,
houdende: Ontslag van een lid dan de Gemeenteraad als raadslid - Aktename.

Gelet op artikel 101 § 2 van het Nieuw Brussels gemeentelijk kieswetboek ;

Overwegende dat de heer Victor Kanyanzira de eerste vervanger is op de lijst waarop
de heer Ahmed Lagha stond en bereid is het ambt te aanvaarden ;

Gelet op het bijkomende onderzoek waaruit blijkt dat de heer Victor Kanyanzira heeft
zonder onderbreking, de verkiesbaarheidsvereist vervulde;

Overwegende dat hij dus moet toegelaten worden tot het afleggen van de eed;

De heer Victor Kanyanzira, legt, in de handen van de Burgemeester, de volgende eed
af in het Frans; "Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du
Peuple Belge".

De heer Victor Kanyanzira, na eedaflegging, is aangesteld, verklaart in hoedanigheid
van Gemeenteraadslid.

De Raad neemt akte.

24.04.2025/A/0008

Secrétariat

Démission d'un membre du Conseil Communal - Prise d'acte

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 22;

Vu la lettre de démission reçue le 31.03.2025 par le Secrétaire communal dans
laquelle Madame Audrey Huet annonce démissionner de son mandat de Conseillère
communale.

Prend acte :

de la démission donnée par écrit de Madame Audrey Huet de son mandat de
Conseillère communale.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Ontslag van een lid dan de Gemeenteraad - Aktename

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder artikel 22;

Gezien de ontslagbrief die de Gemeentesecretaris op 10.03.2025 heeft ontvangen en waarin mevrouw Audrey Huet aankondigt dat hij haar mandaat als raadslid neerlegt.

Neemt akte

van het ontslag van mevrouw Audrey Huet uit haarmandaat als raadslid

De Raad neemt akte.

24.04.2025/A/0009

Secrétariat

Conseil communal - Tableau de préséance.

LE CONSEIL,

Vu l'article 17 de la Nouvelle Loi communale ;

ARRÊTE

le tableau de préséance des membres du Conseil communal comme suit :

Colonne 1 - rang de préséance

Colonne 2 - nom et prénom

Colonne 3 - date de naissance

Colonne 4 - date de la première élection comme Conseiller (services ininterrompus)

Colonne 5 – suffrages

1	2	3	4	5
1	Didier Gosuin	09.07.1952	01.01.1977	1.488
2	Jany Crucifix	16.12.1954	01.01.2001	573
3	Sophie de Vos	20.09.1972	01.12.2006	7.345
4	Éloïse Defosset	08.03.1991	06.12.2012	7.345
5	Élise Willame	29.10.1982	06.12.2012	2.856
6	Florence Couldrey	23.05.1974	06.12.2012	856
7	Marc Vandame	13.07.1959	06.12.2012	440
8	Didier Molders	24.08.1963	06.12.2012	433
9	Michel Blampain	14.06.1968	06.12.2018	857
10	Martine Maelschalck	17.09.1959	06.12.2018	729
11	Stéphanie Paulissen	03.09.1986	06.12.2018	454
12	Matthieu Pillois	13.02.1988	13.12.2018	7.345
13	François Lebovy	17.03.1981	26.09.2019	1.916
14	Vincianne Lerate	19.01.1967	05.05.2022	337
15	Cécile Henrard Litsermeyer	13.11.1987	05.05.2022	281
16	Valérie Glatigny	13.11.1973	01.12.2024	3.368
17	Martin Willemart	13.11.1994	01.12.2024	3.368
18	Emmanuelle Poznanski	14.06.1975	01.12.2024	923
19	Zora Molenberg Clerbaux	19.02.2001	01.12.2024	565
20	Myriam Fobe	13.03.1981	01.12.2024	558
21	Philippe Adriaenssens	07.07.1984	01.12.2024	460

1	2	3	4	5
22	Mathieu Poma	30.10.1983	01.12.2024	428
23	Noémie Dekoninck	06.02.1987	01.12.2024	408
24	Valérie Locatelli	29.11.1974	01.12.2024	375
25	Valérie Lowagie	29.10.1968	01.12.2024	370
26	Alodie De Poorter	21.05.1990	01.12.2024	367
27	Laure Henvard	29.05.1973	01.12.2024	365
28	Ingrid Venier	17.04.1959	01.12.2024	335
29	Gabriela Banu	08.11.1960	01.12.2024	236
30	Jean-François Noël	27.11.1982	01.12.2024	7.345
31	Alan Lenglet	17.06.1977	01.12.2024	2.856
32	Victor Kanyanzira	31.12.1997	24.04.2025	745
33	-	-	-	-

La présente délibération sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Secretariaat

Gemeenteraad - Voorranglijst

DE RAAD,

Gelet op artikel 17 van de Nieuwe Gemeentewet

BESLUIT

de tabel van voorrang van de Raadsleden als volgt op te maken

Kolom 1 - voorrang

Kolom 2 - naam en voornaam

Kolom 3 - geboortedatum

Kolom 4 - datum van de eerste verkiezing als lid (ononderbroken diensten)

Kolom 5 – stemmen

1	2	3	4	5
1	Didier Gosuin	09.07.1952	01.01.1977	1.488
2	Jany Crucifix	16.12.1954	01.01.2001	573
3	Sophie de Vos	20.09.1972	01.12.2006	7.345
4	Éloïse Defosset	08.03.1991	06.12.2012	7.345
5	Élise Willame	29.10.1982	06.12.2012	2.856
6	Florence Couldrey	23.05.1974	06.12.2012	856
7	Marc Vandame	13.07.1959	06.12.2012	440
8	Didier Molders	24.08.1963	06.12.2012	433
9	Michel Blampain	14.06.1968	06.12.2018	857
10	Martine Maelschalck	17.09.1959	06.12.2018	729
11	Stéphanie Paulissen	03.09.1986	06.12.2018	454
12	Matthieu Pillois	13.02.1988	13.12.2018	7.345
13	François Lebovy	17.03.1981	26.09.2019	1.916
14	Vincianne Lerate	19.01.1967	05.05.2022	337
15	Cécile Henrard Litsermeyer	13.11.1987	05.05.2022	281
16	Valérie Glatigny	13.11.1973	01.12.2024	3.368
17	Martin Willemart	13.11.1994	01.12.2024	3.368
18	Emmanuelle Poznanski	14.06.1975	01.12.2024	923
19	Zora Molenberg Clerbaux	19.02.2001	01.12.2024	565
20	Myriam Fobe	13.03.1981	01.12.2024	558

1	2	3	4	5
21	Philippe Adriaenssens	07.07.1984	01.12.2024	460
22	Mathieu Poma	30.10.1983	01.12.2024	428
23	Noémie Dekoninck	06.02.1987	01.12.2024	408
24	Valérie Locatelli	29.11.1974	01.12.2024	375
25	Valérie Lowagie	29.10.1968	01.12.2024	370
26	Alodie De Poorter	21.05.1990	01.12.2024	367
27	Laure Henvard	29.05.1973	01.12.2024	365
28	Ingrid Venier	17.04.1959	01.12.2024	335
29	Gabriela Banu	08.11.1960	01.12.2024	236
30	Jean-François Noël	27.11.1982	01.12.2024	7.345
31	Alan Lenglet	17.06.1977	01.12.2024	2.856
32	Victor Kanyanzira	31.12.1997	24.04.2025	745
33	-	-	-	-

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

24.04.2025/A/0010

Secrétariat

Conseil communal - composition des commissions

LE CONSEIL,

Vu les articles 52 et 53 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal ;

Vu l'article 120 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

d'arrêter comme suit la composition des Commissions du Conseil communal :

Commission 1

Finances, Personnel, Sécurité, Participation citoyenne, Prévention, Culture

Effectif	Suppléant
Gabriela Banu	Martin Willemart
Jany Crucifix	Alodie De Poorter Capillon
Noémie Dekoninck	Élise Willame
Myriam Fobe	Alan Lenglet
Didier Gosuin	Ingrid Venier
Cécile Henrard Litsermeyer	Valérie Glatigny
Laure Henvard	Valérie Glatigny
-	Martin Willemart
Victor Kanyanzira	-
Vincianne Lerate	Ingrid Venier
Valérie Locatelli	Ingrid Venier
Valérie Lowagie	Alodie De Poorter Capillon

Zora Molenberg Clerbaux	François Lebovy
Jean-François Noël	Alodie De Poorter Capillon
Mathieu Poma	Ingrid Venier
Emmanuelle Poznanski	-
Marc Vandame	Alodie De Poorter Capillon

Commission 2

État-Civil, Population, Infrastructures communales, Grands Projets, Sports, Bibliothèques francophones, Logement, Régie foncière, Animations

Effectif	Suppléant
Gabriela Banu	Valérie Glatigny
Jany Crucifix	Didier Gosuin
Alodie De Poorter Capillon	Valérie Locatelli
Noémie Dekoninck	François Lebovy
Cécile Henrard Litsermeyer	Valérie Glatigny
Laure Henvard	-
Alan Lenglet	Myriam Fobe
Vincianne Lerate	Didier Gosuin
Valérie Lowagie	Valérie Locatelli
Zora Molenberg Clerbaux	Myriam Fobe
Jean-François Noël	Valérie Locatelli
Mathieu Poma	Didier Gosuin
Emmanuelle Poznanski	Victor Kanyanzira
Marc Vandame	Valérie Locatelli
Ingrid Venier	Didier Gosuin
Élise Willame	François Lebovy
Martin Willemart	-

Commission 3

Enseignement, Activités parascolaires, Académie, Action sociale, Parentalité, Jeunesse, Seniors, Petite Enfance, Santé, Bien-être animal

Effectif	Suppléant
Jany Crucifix	Vincianne Lerate
Alodie De Poorter Capillon	Jean-François Noël
Myriam Fobe	Zora Molenberg Clerbaux
Valérie Glatigny	Gabriela Banu
Didier Gosuin	Vincianne Lerate
Cécile Henrard Litsermeyer	Martin Willemart
Laure Henvard	Martin Willemart
-	Gabriela Banu
Victor Kanyanzira	Emmanuelle Poznanski

François Lebovy	Zora Molenberg Clerbaux
Alan Lenglet	Noémie Dekoninck
Valérie Locatelli	Vincianne Lerate
Valérie Lowagie	Jean-François Noël
Mathieu Poma	Vincianne Lerate
Marc Vandame	Jean-François Noël
Ingrid Venier	Jean-François Noël
Élise Willame	Noémie Dekoninck

Commission 4

Urbanisme, Environnement, Espaces Publics, Mobilité

Effectif	Suppléant
Gabriela Banu	Laure Henvard
Alodie De Poorter Capillon	Valérie Lowagie
Noémie Dekoninck	Myriam Fobe
Valérie Glatigny	-
Didier Gosuin	Jany Crucifix
Cécile Henrard Litsermeyer	Laure Henvard
François Lebovy	Myriam Fobe
Vincianne Lerate	Jany Crucifix
Valérie Locatelli	Jany Crucifix
Zora Molenberg Clerbaux	Alan Lenglet
Jean-François Noël	Valérie Lowagie
Mathieu Poma	Jany Crucifix
Emmanuelle Poznanski	Victor Kanyanzira
Marc Vandame	Valérie Lowagie
Ingrid Venier	Valérie Lowagie
Élise Willame	Alan Lenglet
Martin Willemart	-

Commission 5

Emploi-Formation, Promotion sociale, Économie locale, Affaires néerlandophones, Affaires européennes, Égalité des chances, Développement informatique

Effectif	Suppléant
Gabriela Banu	Cécile Henrard Litsermeyer
Jany Crucifix	Mathieu Poma
Alodie De Poorter Capillon	Marc Vandame
Myriam Fobe	Élise Willame
Valérie Glatigny	Laure Henvard
Didier Gosuin	Mathieu Poma
-	Laure Henvard
Victor Kanyanzira	Emmanuelle Poznanski
François Lebovy	Noémie Dekoninck
Alan Lenglet	Zora Molenberg Clerbaux

Vincianne Lerate	Mathieu Poma
Valérie Locatelli	Mathieu Poma
Valérie Lowagie	Marc Vandame
Jean-François Noël	Marc Vandame
Ingrid Venier	Marc Vandame
Martin Willemart	Cécile Henrard Litsermeyer

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Secretariaat

Gemeenteraad - samenstelling van de commissies

DE RAAD,

Gezien de artikelen 52 en 53 van het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad;

Gezien het artikel 120 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST

volgt de samenstelling van de commissies van de Gemeenteraad te wijzigen :

Commissie 1

Financiën, Personeel, Veiligheid, Burgerparticipatie, Preventie, Huisvesting

Effectief	Plaatsvervanger
Gabriela Banu	Martin Willemart
Jany Crucifix	Alodie De Poorter Capillon
Noémie Dekoninck	Élise Willame
Myriam Fobe	Alan Lenglet
Didier Gosuin	Ingrid Venier
Cécile Henrard Litsermeyer	Valérie Glatigny
Laure Henvard	Valérie Glatigny
-	Martin Willemart
Victor Kanyanzira	-
Vincianne Lerate	Ingrid Venier
Valérie Locatelli	Ingrid Venier
Valérie Lowagie	Alodie De Poorter Capillon
Zora Molenberg Clerbaux	François Lebovy
Jean-François Noël	Alodie De Poorter Capillon
Mathieu Poma	Ingrid Venier
Emmanuelle Poznanski	-
Marc Vandame	Alodie De Poorter Capillon

Commissie 2

Burgerlijke Stand, Bevolking, Gemeentelijke infrastructuur, Grote projecten Sports, Franstalige bibliotheken Huisvesting, Regie voor Grondbeleid, Animaties

Effectief	Plaatsvervanger
Gabriela Banu	Valérie Glatigny
Jany Crucifix	Didier Gosuin

Alodie De Poorter Capillon	Valérie Locatelli
Noémie Dekoninck	François Lebovy
Cécile Henrard Litsermeyer	Valérie Glatigny
Laure Henvard	-
Alan Lenglet	Myriam Fobe
Vincianne Lerate	Didier Gosuin
Valérie Lowagie	Valérie Locatelli
Zora Molenberg Clerbaux	Myriam Fobe
Jean-François Noël	Valérie Locatelli
Mathieu Poma	Didier Gosuin
Emmanuelle Poznanski	Victor Kanyanzira
Marc Vandame	Valérie Locatelli
Ingrid Venier	Didier Gosuin
Élise Willame	François Lebovy
Martin Willemart	-

Commissie 3

Onderwijs, Buitenschoolse activiteit, Academie, Sociale Coördinatie, Ouderschap, Jeugd; Seniors, Peuterzorg, Volkgezondheid, Dierenwelzijn

Effectief	Plaatsvervanger
Jany Crucifix	Vincianne Lerate
Alodie De Poorter Capillon	Jean-François Noël
Myriam Fobe	Zora Molenberg Clerbaux
Valérie Glatigny	Gabriela Banu
Didier Gosuin	Vincianne Lerate
Cécile Henrard Litsermeyer	Martin Willemart
Laure Henvard	Martin Willemart
-	Gabriela Banu
Victor Kanyanzira	Emmanuelle Poznanski
François Lebovy	Zora Molenberg Clerbaux
Alan Lenglet	Noémie Dekoninck
Valérie Locatelli	Vincianne Lerate
Valérie Lowagie	Jean-François Noël
Mathieu Poma	Vincianne Lerate
Marc Vandame	Jean-François Noël
Ingrid Venier	Jean-François Noël
Élise Willame	Noémie Dekoninck

Commissie 4

Stedenbouw, Leefmilieu, Publieke ruimte, Mobiliteit

Effectief	Plaatsvervanger
Gabriela Banu	Laure Henvard
Alodie De Poorter Capillon	Valérie Lowagie

Noémie Dekoninck	Myriam Fobe
Valérie Glatigny	-
Didier Gosuin	Jany Crucifix
Cécile Henrard Litsermeyer	Laure Henvard
François Lebovy	Myriam Fobe
Vincianne Lerate	Jany Crucifix
Valérie Locatelli	Jany Crucifix
Zora Molenberg Clerbaux	Alan Lenglet
Jean-François Noël	Valérie Lowagie
Mathieu Poma	Jany Crucifix
Emmanuelle Poznanski	Victor Kanyanzira
Marc Vandame	Valérie Lowagie
Ingrid Venier	Valérie Lowagie
Élise Willame	Alan Lenglet
Martin Willemart	-

Commissie 5

Werkgelegenheid-Vorming, Sociale Pomotie, lokale economie, Nederlandstalige zaken, Europese zaken, , Gelijke kansen beleid, IT-ontwikkeling

Effectief	Plaatsvervanger
Gabriela Banu	Cécile Henrard Litsermeyer
Jany Crucifix	Mathieu Poma
Alodie De Poorter Capillon	Marc Vandame
Myriam Fobe	Élise Willame
Valérie Glatigny	Laure Henvard
Didier Gosuin	Mathieu Poma
-	Laure Henvard
Victor Kanyanzira	Emmanuelle Poznanski
François Lebovy	Noémie Dekoninck
Alan Lenglet	Zora Molenberg Clerbaux
Vincianne Lerate	Mathieu Poma
Valérie Locatelli	Mathieu Poma
Valérie Lowagie	Marc Vandame
Jean-François Noël	Marc Vandame
Ingrid Venier	Marc Vandame
Martin Willemart	Cécile Henrard Litsermeyer

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Page Facebook officielle de la commune d'Auderghem – charte d'utilisation - modification

Le Conseil,

Vu le règlement européen sur la protection des données;

Revu sa délibération #002/30.04.2020/A/0006# portant Page Facebook officielle de la commune d'Auderghem – charte d'utilisation

Considérant ce qui suit :

Traitement des données à caractère personnel

La charte d'utilisation de la Page Facebook officielle de la commune d'Auderghem ne donne pas d'informations spécifiques sur le traitement des données à caractère personnel. La commune d'Auderghem est co-responsable du traitement de ces données lorsqu'un internaute visite la Page de la commune ou réagit à une publication produite via celle-ci.

Le paragraphe suivant peut être ajouté à la Charte :

Les participants sont informés du traitement de leurs données à caractère personnel :

Lorsque vous visitez cette page, nous sommes co-responsables du traitement de vos données à caractère personnel aux côtés de Facebook. Pour plus d'informations, veuillez consulter notre politique de confidentialité, les conditions générales de Facebook et l'accord de responsabilité conjointe conclu avec Facebook.

Langue de publication

En 2020, les outils de publications sur Facebook permettaient de personnaliser chaque publication en fonction de la langue renseignée par le visiteur comme sa langue usuelle. Cette fonctionnalité a mystérieusement disparu et il n'est donc plus possible de rédiger des textes qui s'afficheraient en français ou en néerlandais selon le choix de l'internaute. Pour pallier à cette disparition, l'administration communale a pris l'habitude de rédiger toutes ses publications en français et en néerlandais, les deux versions du texte étant présentes dans le même encart de publication.

Le paragraphe ci-dessous peut donc être retiré de la charte :

Nous utilisons les « paramètres de langue » de Facebook, ce qui permet de modifier la langue d'affichage en fonction de votre régime linguistique. Nos publications sont donc bel et bien en français et en néerlandais, mais en fonction de votre profil linguistique, vous verrez le post dans une seule langue.

Décide

D'approuver les modifications du texte de la charte d'utilisation de la Page Facebook officielle de la commune d'Auderghem. Le texte coordonnée s'établit comme suit :

Charte d'utilisation de la page Facebook officielle de la commune d'Auderghem

Les débats, échanges et autres interactions avec la page Facebook officielle de la commune d'Auderghem, administrée par les services de la commune d'Auderghem, sont ouverts à tous. Tous les membres sont invités à y participer, à condition de respecter certaines règles élémentaires de courtoisie.

Les échanges sur la page Facebook officielle de la commune d'Auderghem font l'objet d'une modération d'une part a priori, et d'autre part, a posteriori.

Toutes les injures et insultes sont automatiquement censurées.

Si les critiques et expressions de désaccord divers ont toute leur place dans les débats, les invectives ou prises à partie ne sont pas indispensables.

La page est administrée par les agents et sous-traitants des services Relations publiques - Secrétariat.

Le rôle des modérateurs est de préserver un certain respect dans les échanges et de veiller à la qualité des débats en écartant les contributions qui, par leur caractère indigne, attentatoire aux personnes, destructeur ou hors sujet, nuisent aux discussions.

Les modérateurs excluent également tout propos contraire aux lois en vigueur.

Cela inclut, de façon non exhaustive :

- Les attaques ou insinuations fondées sur les croyances ou leur absence, les origines ethniques, le sexe ou l'orientation sexuelle, les opinions politiques ;
- Les insultes, harcèlements, affirmations graves non-prouvées ou notoirement inexactes concernant les personnes ou les organisations ;
- Tout message obscène, pornographique ou relevant du harcèlement ;
- Tout message contraire aux droits d'auteur ou aux droits voisins, au droit applicable aux bases de données, au droit à l'image et au respect de la vie privée, ou qui enfreindrait toute autre disposition législative ou réglementaire en vigueur ;
- Les attaques personnelles et invectives ad hominem (propos agressifs, méprisants, péremptoirs) ou, de façon générale, tout propos attentatoires aux participants ;
- Toute utilisation de la page à des fins publicitaires ou commerciales ;
- La mention de coordonnées personnelles ou de lien hypertexte inappropriés ;
- Les contenus de sites web accessibles uniquement par abonnement payant ;
- Certains excès de proximité ou de fréquence d'intervention nuisant à la participation équitable de tous ;
- Les contributions superflues ou redondantes sans apport particulier pour les échanges ;
- Les informations obsolètes ou ayant déjà été pleinement débattues ;
- Tout message hors sujet.

Les modérateurs doivent également préserver le caractère collectif des échanges : ils veillent notamment à ce que les critiques et expressions de désaccords soient argumentées et ne dérivent pas vers l'invective ou les prises à partie d'autres participants.

Les participants qui ne respecteraient pas cette charte d'utilisation pourraient se voir bannis de la page.

Les participants sont également invités à respecter les conventions suivantes :

- Avant de poster un commentaire, vérifiez s'il correspond bien au sujet de discussion.
- Si vous répondez à un commentaire, indiquez le nom du contributeur auquel vous répondez ou citez le texte original pour être sûr d'être bien compris.
- Citez vos références.
- N'utilisez pas une majorité de MAJUSCULES. Sur internet, cela équivaut à crier.
- Comme tous les espaces de discussion virtuels, vos propos publiés sont accessibles à tous. Tenez-en compte.
- Respectez le débat, respectez votre lecteur : ne faites pas de copier/coller d'argumentaires tout faits, c'est votre avis et votre avis seul qui doit s'exprimer.
- Vérifiez la source des informations que vous postez afin d'éviter la désinformation et les rumeurs. Des sites internet humoristiques ou parodiques publient quotidiennement ce type de contenu. En cas de doute, certains sites spécialisés comme www.hoaxbuster.com vous aideront à repérer les hoax (canulars du web).
- Prenez garde à ne pas perdre votre temps à engager le débat avec des trolls. Un "troll" est un individu qui persiste à lancer des discussions sur des sujets qui fâchent ou à semer la zizanie entre les participants.

Pour toute demande spécifique, veuillez vous diriger vers le site officiel de la commune d'Auderghem, et remplir le questionnaire prévu à cet effet : <https://www.auderghem.be/comment-nous-contacter>

Les participants sont informés du traitement de leurs données à caractère personnel :

Lorsque vous visitez cette page, nous sommes co-responsables du traitement de vos

données à caractère personnel aux côtés de Facebook. Pour plus d'informations, veuillez consulter notre politique de confidentialité [<https://www.auderghem.be/declaration-de-confidentialite>], les conditions générales de Facebook [https://www.facebook.com/legal/terms/information_about_page_insights_data] et l'accord de responsabilité conjointe conclu avec Facebook [https://www.facebook.com/legal/terms/page_controller_addendum].
Merci pour votre compréhension et votre engagement !

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Secretariaat

Officiële Facebook-pagina van de gemeente Oudergem - Gebruikshandvest - Wijziging

De Raad,
Gelet op de Europese Verordening Gegevensbescherming,
Gelet op zijn beraadslaging #002/30.04.2020/A/0006# betreffende de officiële Facebookpagina van de gemeente Oudergem – gebruikscharter;
Overwegende het volgende:

Verwerking van persoonsgegevens

Het gebruikscharter van de officiële Facebookpagina van de gemeente Oudergem bevat geen specifieke informatie over de verwerking van persoonsgegevens. De gemeente Oudergem is medeverantwoordelijk voor de verwerking van deze gegevens wanneer een internetgebruiker de pagina van de gemeente bezoekt of reageert op een bericht dat via deze pagina is geplaatst.

De volgende paragraaf kan worden toegevoegd aan het charter:

De deelnemers worden geïnformeerd over de verwerking van hun persoonsgegevens:
Wanneer u deze pagina bezoekt, zijn wij samen met Facebook medeverantwoordelijk voor de verwerking van uw persoonsgegevens. Voor meer informatie kunt u ons privacybeleid raadplegen, de algemene voorwaarden van Facebook en de overeenkomst inzake gezamenlijke verantwoordelijkheid die met Facebook is afgesloten.

Taal van publicatie

In 2020 maakten de publicatietools van Facebook het mogelijk om elke publicatie aan te passen aan de taal die de bezoeker als gebruikelijke taal heeft opgegeven. Deze functionaliteit is op mysterieuze wijze verdwenen, waardoor het niet langer mogelijk is om teksten te publiceren die automatisch in het Frans of het Nederlands worden weergegeven, afhankelijk van de voorkeurstaal van de gebruiker.

Om dit gemis te compenseren, is de gemeentelijke administratie ertoe overgegaan al haar publicaties zowel in het Frans als in het Nederlands op te stellen, waarbij beide versies van de tekst in hetzelfde publicatiekader worden opgenomen.

De onderstaande paragraaf kan daarom worden geschrapt uit het charter:

Wij maken gebruik van de “taalinstellingen” van Facebook, waardoor de weergavetaal aangepast kan worden aan uw taalregime. Onze publicaties zijn dus beschikbaar in het Frans en in het Nederlands, maar afhankelijk van uw taalprofiel ziet u de post slechts in één taal.

Beslist

De wijzigingen aan de tekst van het gebruikscharter van de officiële Facebookpagina van de gemeente Oudergem goed te keuren. De gecoördineerde tekst luidt als volgt:

Gebruikshandvest voor de officiële Facebook-pagina van de gemeente Oudergem

De debatten, uitwisselingen en andere interacties met de officiële Facebook-pagina van de gemeente Oudergem, die door de diensten van de gemeente Oudergem wordt

beheerd, zijn voor iedereen toegankelijk. Alle leden worden uitgenodigd om hieraan deel te nemen, op voorwaarde dat bepaalde elementaire beleefdheidsregels in acht worden genomen.

De uitwisselingen op de officiële Facebook-pagina van de gemeente Oudergem worden zowel vooraf als achteraf gemodereerd.

Scheldwoorden en beledigingen worden automatisch gecensureerd.

Hoewel kritiek en meningsverschillen kunnen en mogen in een debat, zijn beschimpingen of scheldtirades hier niet op hun plaats.

De moderators van de Facebook pagina zijn de mederwerkers en onderaannemers van de diensten Public Relations en Secretariaat.

Het is de taak van de moderators om erop toe te zien dat de uitwisselingen met wederzijds respect verlopen en om de kwaliteit van de debatten te waarborgen door die bijdragen te verwijderen die door hun onwaardige, aanvallende, destructieve of irrelevante karakter de discussies ondermijnen. De moderators verwijderen ook alle uitspraken die in strijd zijn met de geldende wetgeving.

Dit zijn onder meer, maar niet exhaustief:

- Aanvallen of toespelingen op basis van geloof of het gebrek daaraan, etnische afkomst, geslacht of seksuele geaardheid, politieke overtuiging;
- Beledigingen, pesterijen, ernstige onbewezen of flagrant onjuiste verklaringen over personen of organisaties;
- Obscene, pornografische of intimiderende berichten;
- Berichten die in strijd zijn met het auteursrecht of naburige rechten, met het recht dat van toepassing is op databanken, met het beeldrecht en de privacy, of die in strijd zijn met enige andere geldende wet- of regelgeving;
- Persoonlijke aanvallen en beschimping ad hominem (agressieve, minachtende, vernietigende opmerkingen) of, in het algemeen, alle opmerkingen die beledigend zijn voor de deelnemers;
- Elk gebruik van de pagina voor reclame- of commerciële doeleinden;
- Vermelding van persoonlijke contactgegevens of ongepaste hyperlinks;
- De inhoud van websites die alleen toegankelijk zijn via een betalend abonnement;
- Al te langdradige bijdragen of herhaalde tussenkomst, met als gevolg dat niet alle deelnemers de kans krijgen om hun mening te geven;
- Overbodige of onnodige uitlatingen die weinig of niets bijdragen aan de uitwisselingen;
- Achterhaalde informatie of informatie die al uitvoerig werd besproken;
- Elk bericht dat niets met het onderwerp te maken heeft.

De moderators moeten ook het collectieve karakter van de uitwisselingen behouden: zij moeten ervoor zorgen dat kritiek en meningsverschillen goed worden beargumenteerd en niet ontaarden in beschimpingen of scheldtirades ten aanzien van andere deelnemers.

Deelnemers die zich niet aan dit Gebruikshandvest houden, kunnen van de pagina worden verbannen.

De deelnemers worden ook uitgenodigd om de volgende afspraken na te leven:

- Controleer voordat u een opmerking post of die aansluit bij het onderwerp van de discussie.
- Als u op een opmerking reageert, geef dan de naam op van de persoon aan wie u een reactie stuurt of citeer de originele tekst om er zeker van te zijn dat u goed begrepen wordt.
- Citeer eventuele verwijzingen.
- Gebruik niet hoofdzakelijk HOOFDLETTERS. Op het internet lijkt dit alsof u met luide stem roept.

- Zoals op elk virtueel discussieforum kan iedereen uw gepubliceerde commentaren lezen. Houd hier rekening mee.
- Respecteer het debat en respecteer uw lezer: kopieer en plak geen kant-en-klare argumenten, maar geef alleen uw eigen mening.
- Controleer de bron van de informatie die u plaatst om te voorkomen dat u onjuiste informatie of geruchten zou verspreiden. Humoristische of parodiërende websites publiceren dagelijks dit soort content. Bij twijfel kunt u bepaalde gespecialiseerde websites raadplegen zoals www.hoaxbuster.com zodat u een hoax (nepbericht) meteen herkent.
- Pas op dat u geen tijd verspilt aan discussies met trolls. Een "troll" is iemand die discussies blijft starten over onderwerpen die kwaad bloed zetten bij of onenigheid zaaien onder de deelnemers.

Met al uw specifieke vragen kunt u terecht op de officiële website van de gemeente Oudergem en kunt u het daarvoor bestemde contactformulier invullen: <https://www.oudergem.be/hoe-met-ons-contact-opnemen>.

Wanneer u deze pagina bezoekt, zijn wij samen met Facebook medeverantwoordelijk voor de verwerking van uw persoonsgegevens. Voor meer informatie kunt u ons privacybeleid, de algemene voorwaarden van Facebook en de overeenkomst inzake gezamenlijke verantwoordelijkheid met Facebook raadplegen.

Hartelijk dank voor uw begrip en uw medewerking!

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

24.04.2025/A/0012 **Secrétariat**
Utilisation de caméras mobiles sur des drones, DIAB (Drones in a box)

Le point est reporté.

Secretariaat
Het gebruik van mobiele camera's op drones, DIAB (Drones in a box)

Het punt wordt verdaagd.

24.04.2025/A/0013 **Taxes communales**
Règlement-redevance relatif à la politique communale de stationnement en espace public - Modification

LE CONSEIL COMMUNAL,
Vu la Nouvelle Loi communale et notamment ses articles 117 et suivants ;
Vu la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière;

Vu l'Ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence de stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;
 Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière, modifiée par l'Ordonnance du 20 juillet 2016 ;
 Vu l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (le Code de la route);
 Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement, et ses modifications ultérieures ;
 Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 octobre 2022 ;
 Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés, et ses modifications ultérieures;
 Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2017 portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de voitures pour les particuliers ;
 Vu l'Arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées;
 Vu l'Arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement;
 Vu le code de la route ;
 Vu l'avis de l'Agence régionale du stationnement du 25 juin 2018;
 Vu l'article 41 du règlement-redevance relatif à la politique de stationnement sur la voie publique approuvé par le Conseil Communal en date du 30 mars 2023 (002/30.03.2023/A/0013):
 Vu l'avis de l'Agence de stationnement du 17 avril 2025, en annexe;
 Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins :

ARRÊTE :

Article 1 : Les articles 5, 12, 18, 19, 20, 21, 24, 30, 45, 51, 52, 53, 63 et 72 du règlement approuvé par le Conseil Communal du 30 mars 2023 sont modifiés comme suit :

Ancien Article 5 : En cas de défaut d'utilisation du disque de stationnement réglementaire ou de dépassement de la durée maximale autorisée ou de mauvaise utilisation du disque de stationnement réglementaire, la personne physique ou morale au nom de laquelle le véhicule est immatriculé est réputée avoir opté pour le paiement d'une redevance de 35 euros par période de stationnement.

Nouvel Article 5 : En cas de défaut d'utilisation du disque de stationnement réglementaire ou de dépassement de la durée maximale autorisée ou de mauvaise utilisation du disque de stationnement réglementaire, la personne physique ou morale au nom de laquelle le véhicule est immatriculé est réputée avoir opté pour le paiement d'une redevance de :

2022	2025
35 euros	37 euros

Ancien Article 12 : Le montant de la redevance forfaitaire sans l'apposition de la carte de dérogation appropriée à cette zone est de 25 35 euros par période de stationnement.

Nouvel Article 12 : Le montant de la redevance forfaitaire sans l'apposition de la carte de dérogation appropriée à cette zone est de 25 euros par période de stationnement.

Ancien Article 18 : La redevance forfaitaire est acquittée dans un délai de douze jours à dater de l'invitation à payer.

Nouvel Article 18 : Dans l'hypothèse où l'utilisateur a opté pour une redevance forfaitaire, elle dispose, pour s'acquitter de sa dette, d'un délai de douze jours à compter de l'apposition lorsque l'invitation à acquitter la redevance forfaitaire est apposée sur le pare-brise. Ce délai est porté à quinze jours à compter de la date d'envoi lorsque l'invitation à acquitter la redevance forfaitaire est envoyée au débiteur.

Ancien Article 19 : A défaut de paiement intégral dans ce délai, un premier rappel gratuit est envoyé.

Nouvel Article 19 : Toute réclamation éventuelle doit être introduite dans un délai de quinze jours à compter de la date de l'invitation conformément aux modalités définies dans l'invitation à acquitter la redevance forfaitaire.

Ancien Article 20 : Si un deuxième rappel s'avère nécessaire, la redevance est majorée de 15 euros.

Nouvel Article 20 : En cas de non-paiement de la redevance forfaitaire dans le délai de paiement indiqué dans l'invitation visé à l'article précédent, un premier rappel gratuit est envoyé.

Ancien Article 21 : En cas de non-paiement persistant, le recouvrement de la redevance sera poursuivi par la voie civile légale.

Nouvel Article 21 : En cas de non-paiement de la redevance dans le délai indiqué dans le premier rappel, un deuxième rappel est envoyé majorant la redevance de tous les frais d'envoi et d'une indemnité forfaitaire de 15,91 EUR.

Ancien Article 24 : Le Collège des Bourgmestre et Échevins est compétent pour connaître des réclamations de la part des citoyens.

Nouvel Article 24 : Lorsque les montants dus restent impayés après le deuxième rappel et lorsque le créancier procède au recouvrement amiable, l'officier public ou le prestataire de services chargé du recouvrement est autorisé à majorer la dette d'une indemnité forfaitaire additionnelle de 15,91 EUR destiné à couvrir toutes les dépenses liées au recouvrement y compris les frais de rappel. Ce montant reste dû en cas de recouvrement judiciaire.

Ancien Article 30 : Au cours d'une année civile, il est possible de modifier gratuitement à deux reprises maximum sa plaque d'immatriculation. À partir de la troisième modification incluse, chaque modification sera subordonnée au paiement de 15,00€.

Nouvel Article 30 : Au cours d'une année civile, il est possible de modifier gratuitement à deux reprises maximum sa plaque d'immatriculation. À partir de la troisième modification incluse, chaque modification sera subordonnée au paiement de 15,91€.

Ancien Article 45 : Les prix et les durées de validité sont déterminés de la manière suivante :

- Première carte de dérogation du ménage : 15 euros par an;
- Deuxième carte de dérogation du ménage : 120 euros par an ;
- Pour les personnes ayant une résidence secondaire, une seule carte peut être délivrée pour : 500 euros pour 12 mois.
- Pour les personnes disposant d'un véhicule immatriculé à l'étranger :
 - 1 an si le titulaire de l'immatriculation ne doit pas immatriculer son véhicule en Belgique
 - 3 mois si le titulaire de l'immatriculation doit immatriculer son véhicule en Belgique. La validité de la carte est prolongée de 9 mois en cas de changement effectif de l'immatriculation étrangère en immatriculation belge avec un cumul maximum de 12 mois.
 - En cas de changement d'immatriculation étrangère en immatriculation

belge : tarif en fonction du nombre de cartes dans le ménage.

- Pour les véhicules partagés entre particuliers, le tarif est fonction du nombre de cartes du ménage et des tarifs prévus par la commune pour le(s) secteur(s) pour lequel(s) la carte de dérogation est demandée

Nouvel Article 45 : Les prix et les durées de validité sont déterminés de la manière suivante :

	2022	2025
Première carte de dérogation	15 euros par an	15 euros par an
Deuxième carte de dérogation	120 euros par an	127 euros par an
Pour les personnes ayant une résidence secondaire	500 euros par an	530 euros par an

Pour les personnes disposant d'un véhicule immatriculé à l'étranger :

- 1 an si le titulaire de l'immatriculation ne doit pas immatriculer son véhicule en Belgique
- 3 mois si le titulaire de l'immatriculation doit immatriculer son véhicule en Belgique. La validité de la carte est prolongée de 9 mois en cas de changement effectif de l'immatriculation étrangère en immatriculation belge avec un cumul maximum de 12 mois.
- En cas de changement d'immatriculation étrangère en immatriculation belge : tarif en fonction du nombre de cartes dans le ménage.
- Pour les véhicules partagés entre particuliers, le tarif est fonction du nombre de cartes du ménage et des tarifs prévus par la commune pour le(s) secteur(s) pour lequel(s) la carte de dérogation est demandée

Ancien Article 51 : Les prix des cartes pour les entreprises et indépendants est de 200 euros par an

Nouvel Article 51 : Les prix des cartes pour les entreprises et indépendants est de

2022	2025
200 euros	215 euros

Ancien Article 52 : Le prix de la carte pour les établissements d'enseignement est 200 euros/an par secteur.

Nouvel Article 52 : Le prix de la carte pour les établissements d'enseignement est

2022	2025
200 euros	215 euros

Ancien Article 53 : Le prix pour les membres du personnel des zones de police : 200 euros/an par secteur.

Nouvel Article 53 : Le prix pour les membres du personnel des zones de police est de

2022	2025
200 euros	215 euros

Ancien Article 63 : Le prix de la carte de dérogation est de 2,5 euros par véhicule par période de 4 heures 30 minutes.

Nouvel Article 63 : Le prix de la carte de dérogation est de 3 euros par véhicule par période de 4 heures 30 minutes.

Ancien Article 72 : Le règlement adapté entrera en vigueur le 1er mai 2023.

Nouvel Article 72 : Le règlement adapté entrera en vigueur le 1er mai 2025.

Article 2 :

Les articles 23 et 23 du règlement approuvé par le Conseil Communal du 30 mars 2023 sont abrogés

Article 3 :

Les articles 24bis et 24ter sont créés :

Article 24bis. En cas de non-paiement persistant, le recouvrement de la redevance sera poursuivi conformément aux dispositions figurant à l'article 16 de l'ordonnance du 6 juillet 2022 et, en particulier, ses §§ 4 à 11.

Article 24ter : Conformément à l'article 13, § 2 l'Ordonnance du 6 juillet 2022, lorsqu'un emplacement stationnement est occupé par un véhicule immatriculé, la redevance est mise à charge exclusive de la personne physique ou morale au nom de laquelle ce véhicule est immatriculé." reste dû en cas de recouvrement judiciaire.

Article 4 :

Le règlement adapté entrera en vigueur le 1er mai 2025.

Article 5 :

Le Collège des Bourgmestre et Échevins délègue au service de la mobilité l'établissement des formulaires de demandes relatifs aux cartes de dérogation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Gemeentebelastingen

Reglement-Retributie houdende het gemeentelijk beleid inzake parkeren in de openbare ruimte - Wijziging

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder de artikelen 117 en volgende;

Gelet op de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie van het wegverkeer;

Gelet op de ordonnantie van 6 juli 2022 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de herdefiniëring van de taken en de beheersprocedures van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, en de latere wijzigingen ervan

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende het aanvullend reglement op het wegverkeer en de plaatsing en kostprijs van verkeerstekens, gewijzigd bij de ordonnantie van 20 juli 2016;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en het gebruik van de openbare weg (de Wegcode);

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 tot vaststelling van het reglementair gedeelte van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende de gereguleerde parkeerzones en de ontheffingskaarten, gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 oktober 2022;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 tot vaststelling van de voorwaarden voor het gebruik van de parkeerplaatsen op de openbare weg voorbehouden aan de exploitanten van gedeelde motorvoertuigen, en de latere wijzigingen ervan;

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 juli 2017 tot vaststelling van een reglement voor de erkenning van autodelen voor particulieren ;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor personen met een handicap;

Gelet op het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

Gelet op de Wegcode;

Gezien het advies van het Gewestelijk Parkeeragentschap van 25 juni 2018;

Gelet op artikel 41 van het tariefreglement met betrekking tot het parkeerbeleid op straat, goedgekeurd door de Gemeenteraad op 30 maart 2023 (002/30.03.2023/A/0013

Gelet op het advies van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap van 17 april

2025, als bijlage;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen:

BESLIST :

Artikel 1 : De artikelen 5, 12,18, 19, 20, 21,24, 30, 45, 51, 52, 53, 63 en 72 van het reglement goedgekeurd door de Gemeenteraad op 30 maart 2023 worden als volgt gewijzigd:

oud Artikel 5: In geval van niet-gebruik van de regulerende parkeerschijf, overschrijding van de maximaal toegestane duur of misbruik van de regulerende parkeerschijf wordt de fysieke persoon geacht te hebben gekozen voor betaling van een vergoeding van 35 euro per parkeerperiode.

Nieuw Artikel 5: In geval van niet-gebruik van de regulerende parkeerschijf, overschrijding van de maximaal toegestane duur of misbruik van de regulerende parkeerschijf wordt de fysieke persoon geacht te hebben gekozen voor betaling van een vergoeding van

2022	2025
35 euro	37 euro

oud Artikel 12: Voor het parkeren op een "voorbehouden plaats" zonder het tonen van de voor die zone geldende vrijstellingskaarten is een vast tarief van 25 35 EUR per parkeerperiode verschuldigd.

Nieuw Artikel 12: Voor het parkeren op een "voorbehouden plaats" zonder het tonen van de voor die zone geldende vrijstellingskaarten is een vast tarief van 25 EUR per parkeerperiode verschuldigd.

oud Artikel 18: De forfaitaire retributie moet worden betaald binnen de twaalf dagen te rekenen vanaf het verzoek tot betaling.

Nieuw Artikel 18: Als de gebruiker voor een forfaitaire vergoeding heeft gekozen, heeft hij of zij een termijn van twaalf dagen vanaf de datum van bevestiging op wanneer de uitnodiging tot betaling van de forfaitaire vergoeding op de voorruit is aangebracht om de schuld te betalen. Deze termijn wordt verlengd tot vijftien dagen vanaf de datum van verzending wanneer de uitnodiging tot betaling van de forfaitaire vergoeding naar de schuldenaar wordt gestuurd.

oud Artikel 19: Indien binnen die termijn het gehele bedrag niet werd betaald, wordt een kosteloze eerste herinnering verzonden.

Nieuw Artikel 19: Klachten moeten binnen vijftien dagen na de datum van de uitnodiging worden ingediend volgens de in de uitnodiging aan vermelde procedure en tegen betaling van een forfaitaire vergoeding.

oud Artikel 20: Indien een tweede herinnering nodig is, wordt de retributie vermeerderd met 15 euro.

Nieuw Artikel 20: Bij niet-betaling van de forfaitaire vergoeding binnen de betalingstermijn vermeld in de uitnodiging bedoeld in het vorige artikel, wordt een eerste kosteloze herinnering verstuurd.

oud Artikel 21: Bij blijvende wanbetaling zal de retributie worden geïnd langs burgerrechtelijke weg.

Nieuw Artikel 21: Als de vergoeding niet wordt betaald binnen de termijn die is aangegeven in de eerste herinnering, wordt een tweede herinnering verzonden waarin de vergoeding wordt verhoogd met alle portokosten en een forfaitaire boete van EUR 15,91.

oud Artikel 24: Het College van Burgemeester en Schepenen is bevoegd om klachten van burgers te horen.

Nieuw Artikel 24: Wanneer de verschuldigde bedragen onbetaald blijven na de tweede herinnering en wanneer de schuldeiser overgaat tot minnelijke invordering, mag de overheidsambtenaar of dienstverlener belast met de invordering de schuld verhogen met een bijkomende forfaitaire boete van 15,91 EUR ter dekking van alle kosten verbonden aan de invordering, met inbegrip van herinneringskosten. Dit bedrag blijft verschuldigd in geval van gerechtelijke terugvordering.

oud Artikel 30: Tijdens een burgerlijkjaar, heeft de ontvanger van een vrijstellingskaart de mogelijkheid om zijn kentekenplaat twee keer kosteloos te veranderen. Vanaf de derde verandering inbegrepen, zal elke verandering 15€ kosten.

Nieuw Artikel 30: Tijdens een burgerlijkjaar, heeft de ontvanger van een vrijstellingskaart de mogelijkheid om zijn kentekenplaat twee keer kosteloos te veranderen. Vanaf de derde verandering inbegrepen, zal elke verandering 15,91 € kosten.

oud Artikel 45: De prijs en geldigheidsduur worden als volgt bepaald:

- Eerste vrijstellingskaart voor het gezin: 15 euro per jaar;
- Tweede vrijstellingskaart voor het gezin: 120 euro per jaar;
- Voor personen met een tweede verblijf kan slechts één kaart worden uitgereikt voor: 500 euro voor 12 maanden;
 - Voor de personen die een voertuig bezitten dat geregistreerd is in het buitenland :
 - 1 jaar indien de titularis van de registratie zijn voertuig niet moet registreren in België
 - 3 maanden indien de titularis van de registratie zijn voertuig moet registreren in België. De geldigheid wordt verlengd met 9 maanden in geval van een effectieve verandering van de buitenlandse registratie in Belgische registratie met een cumulering van maximaal 12 maanden.
- In geval van wijziging van buitenlandse inschrijving in Belgische inschrijving: tarief afhankelijk van het aantal kaarten in het gezin.
- Het tarief voor voertuigen gedeeld door particulieren hangt af van het aantal kaarten in het gezin en van de tarieven die de gemeente heeft bepaald voor de sector(en) waarvoor de vrijstellingskaart wordt aangevraagd.

Nieuw Artikel 45: De prijs en geldigheidsduur worden als volgt bepaald:

	2022	2025
Eerste bewonerskaart	15 euro per jaar	15 euros per jaar
Tweede bewonerskaart	120 euro per jaar	127 euros per jaar
Voor de mensen met een tweede verblijfplaats	500 euro voor 12 maanden	530 euros per jaar

- Voor de personen die een voertuig bezitten dat geregistreerd is in het buitenland :
 - 1 jaar indien de titularis van de registratie zijn voertuig niet moet registreren in België
 - 3 maanden indien de titularis van de registratie zijn voertuig moet registreren in België. De geldigheid wordt verlengd met 9 maanden in geval van een effectieve verandering van de buitenlandse registratie in Belgische registratie met een cumulering van maximaal 12 maanden.
- In geval van wijziging van buitenlandse inschrijving in Belgische inschrijving: tarief afhankelijk van het aantal kaarten in het gezin.
- Het tarief voor voertuigen gedeeld door particulieren hangt af van het aantal kaarten in het gezin en van de tarieven die de gemeente heeft bepaald voor de sector(en) waarvoor de vrijstellingskaart wordt aangevraagd.

oud Artikel 51: De prijzen voor de kaarten voor bedrijven en zelfstandigen bedragen 200 euro/jaar en voor elke kaart.

Nieuw Artikel 51: De prijzen voor de kaarten voor bedrijven en zelfstandigen bedragen

2022	2025
200 euro	215 euro

oud Artikel 52: De prijs van de kaart voor onderwijsinstellingen bedraagt 200 euro/jaar per sector.

Nieuw Artikel 52: De prijs van de kaart voor onderwijsinstellingen bedraagt

2022	2025
200 euro	215 euro

oud Artikel 53: De prijs voor de personeelsleden van de politiezones: 200 euro/jaar per sector.

Nieuw Artikel 53: De prijs voor de personeelsleden van de politiezones:

2022	2025
200 euro	215 euro

oud Artikel 63: De prijs van de vrijstellingskaart bedraagt 2,5 euro per voertuig per periode van 4 uur en 30 minuten.

Nieuw Artikel 63: De prijs van de vrijstellingskaart bedraagt 3 euro per voertuig per periode van 4 uur en 30 minuten.

oud Artikel 72: Het aangepaste reglement wordt van kracht op 1 mei 2023.

Nieuw Artikel 72: Het aangepaste reglement wordt van kracht op 1 mei 2025.

Artikel 2:

De artikelen 22 en 23 van het reglement goedgekeurd door de Gemeenteraad op 30 maart 2023 worden afgelast

Artikel 3:

Artikelen 24bis en 24ter worden gecreëerd

Nieuw Artikel 24bis: Bij aanhoudende niet-betaling wordt de invordering van de retributie voortgezet overeenkomstig de bepalingen van artikel 16 van de ordonnantie van 6 juli 2022 en in het bijzonder de §§ 4 tot 11 ervan.

Nieuw Artikel 24ter: Overeenkomstig artikel 13, § 2, van de ordonnantie van 6 juli 2022 is, wanneer een parkeerplaats wordt ingenomen door een ingeschreven voertuig, de vergoeding verschuldigd is uitsluitend door de natuurlijke of rechtspersoon op wiens naam het voertuig is ingeschreven."

Artikel 4: Het gewijzigde reglement treedt in werking op 1 mei 2025.

Artikel 5: Het College van Burgemeester en Schepenen delegeert de taak van het opstellen van aanvraagformulieren voor vrijstellingskaarten aan de dienst Mobiliteit.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

24.04.2025/A/0014

Rémunérations

Modification du statut pécuniaire du personnel communal – Suppression de la réduction d'un tiers de l'ancienneté pécuniaire, autre que du niveau A ou équivalent, lorsqu'un fonctionnaire est recruté ou promu au niveau A.

LE CONSEIL,

Revu sa délibération du 17 avril 1997, références 17.04.97/A/023, portant « nouveau statut pécuniaire du personnel communal », délibération pouvant sortir ses effets suivant lettre du 16 septembre 1997, références 002-17/9283mav, du service de la Tutelle du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Arrêté royal du 25 octobre 2013 relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique fédérale ;

Vu l'article 24 de l'arrêté royal du 29 mars 2024 portant diverses mesures relatives à la sélection et au statut des agents de l'Etat ;

Vu l'article 3 de la circulaire de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 avril 1994

portant Charte sociale – Harmonisation du statut administratif et révision générale des barèmes du personnel des pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu l'arrêté du 4 mai 2017 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les dispositions générales en matière de statut pécuniaire et d'échelles de traitement du personnel communal ;

Vu la fiche d'information n°1 du comité de suivi – comité C de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Etant donné que la règle de réduction d'un tiers de l'ancienneté pécuniaire, autre que du niveau A ou équivalent, lorsqu'un fonctionnaire était recruté ou promu au niveau A, trouvait son origine dans la réglementation fédérale et que cette règle a été supprimée par arrêté royal du 29 mars 2024 ;

Etant donné que cette nouvelle disposition vise à rendre la fonction publique plus attrayante pour les personnes ayant de nombreuses années de service lorsqu'elles sont recrutées ou promues au niveau A.

Considérant que l'arrêté royal du 29 mars 2024 est entré en vigueur avec effet rétroactif au 1er janvier 2024 ;

Vu le protocole d'accord n°2025/02 du Comité Particulier de Négociation du 01.04.2025 ;

Sur proposition du Collège échevinal ;

Vu les articles 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

De modifier sa délibération du 17 avril 1997 portant Charte Sociale – Nouveau statut pécuniaire du personnel communal de la façon suivante :

Ancien texte :

Section 3 Le statut pécuniaire dans la carrière qualitative

Article 12

En cas de changement de niveau vers les niveaux D, C et B, un membre du personnel garde la totalité de son ancienneté pécuniaire.

Article 13

En cas de changement de niveau vers le niveau A, le membre du personnel valorise deux tiers de son ancienneté pécuniaire.

Nouveau texte :

Article 12

En cas de changement de niveau vers les niveaux D, C, B et A un membre du personnel garde la totalité de son ancienneté pécuniaire.

Article 13

Abrogé

Entrée en vigueur

La présente délibération entre en vigueur le 1er janvier 2024.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Bezoldigingen

Wijziging van het geldelijk statuut van het gemeentepersoneel – Afschaffing van de vermindering van de geldelijke anciënniteit met een derde, anders dan op niveau A of gelijkwaardig, bij aanwerving of bevordering van een personeelslid naar niveau A.

DE RAAD,

Herzien zijn beraadslaging van 17 april 1997, referentie 17.04.97/A/023, houdende "nieuw geldelijk statuut van het gemeentepersoneel", beraadslaging die zijn uitwerking mag hebben volgens brief van 16 september 1997, referentie 002-97/9283mav, van de voogdijdienst van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk

Gewest;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 betreffende de geldelijke loopbaan van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt;

Gelet op artikel 24 van het koninklijk besluit van 29 maart 2024 houdende diverse regelingen inzake de selectie en het statuut van het rijkspersoneel;

Gelet op artikel 3 van de omzendbrief van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 28 april 1994 betreffende het Sociaal Handvest – Harmonisatie van het administratief statuut en algemene weddeherziening voor het personeel van de plaatselijke besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van 4 mei 2017 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake de bezoldigingsregeling en de weddeschalen van het gemeentepersoneel;

Gezien fiche nr. 1 van het Toezichtcomité – Comité C van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het feit dat de regel om de anciënniteit met een derde te verminderen, anders dan op niveau A of gelijkwaardig, bij aanwerving of bevordering van een ambtenaar naar niveau A, zijn oorsprong vindt in de federale regelgeving en dat deze regel werd afgeschaft bij koninklijk besluit van 29 maart 2024;

Gezien dat deze nieuwe bepaling tot doel heeft het openbaar ambt aantrekkelijker te maken voor personen met veel dienstjaren wanneer zij worden aangeworven of bevorderd naar niveau A.

Overwegende dat het koninklijke besluit van 29 maart 2024 met terugwerkende kracht in werking op 1 januari 2024 trad.

Gezien de akkoordovereenkomst nr2025/02 van het Bijzonder Onderhandelingscomité van 01.04.2025

Op voorstel van het Schepencollege;

Gelet op de artikelen 117 en 145 van de nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Zijn beraadslaging van 17 april 1997 houdende Sociaal Handvest – Nieuw geldelijk statuut van het gemeentepersoneel als volgt te wijzigen:

Oude tekst:

Afdeling 3 Het geldelijk statuut in de kwalitatieve loopbaan

Artikel 12

Bij overgang naar de niveaus D, C en B behoudt een personeelslid de volledige geldelijke anciënniteit.

Artikel 13

Bij overgang naar het niveau A verkrijgt het personeelslid twee derde van zijn geldelijke anciënniteit.

Nieuwe tekst:

Artikel 12

Bij overgang naar de niveaus D, C, B en A behoudt een personeelslid de volledige geldelijke anciënniteit.

Artikel 13

Opgeheven

Inwerkingtreding

Deze beraadslaging treedt in werking op 1 januari 2024.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2025 : projet à introduire pour le 31/03/2025 au SPF Intérieur, pour établissement de la convention finale. - Aucune modification sollicitée, renouvellement simple du Plan 2023-2024.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 2024 relatif à la prolongation 2020 des plans stratégiques de sécurité et de prévention 2023-2024 ; Vu l'arrêté ministériel du 20 décembre 2024 déterminant les modalités d'introduction, de suivi, d'évaluation et déterminant les modalités d'octroi, d'utilisation et de contrôle de l'allocation financière relatives aux plans stratégiques de sécurité et de prévention 2025 ;

Agissant en exécution de la décision du Conseil des Ministres du 05 juillet 2024 ;

La procédure de soumission de plan 2025 est lancée dans le cadre de la prolongation des Plans stratégiques de sécurité et de Prévention 2023-2024.

Sous peine d'irrecevabilité, les communes doivent présenter leur plan pour l'année 205 avant le 31 mars 2025, tant pour la prolongation inchangée que pour l'utilisation de la procédure de modification, via un formulaire de demande de modification transmis par le SPF Intérieur.

La modification peut être l'ajout, la suppression ou la modification d'un ou plusieurs phénomènes, objectifs (stratégiques ou opérationnels), résultats attendus et/ou indicateurs.

Vu que les phénomènes intégrés au PSSP 2023-2024 demeurent d'actualité et restent prioritaires selon le service prévention, il est proposé de n'apporter aucune modification au sein du PSSP prolongé pour l'année 2025 ;

Les phénomènes maintenus restent les suivants :

- Dispositif de coordination ;
- Phénomène du cambriolage ;
- Phénomène des nuisances sociales ;
- Phénomène du vol de vélo ;
- Phénomène de la sécurité routière ;
- Phénomène de la violence juvénile ;
- Phénomène de la violence lors des événements et manifestations publiques ;
- Phénomène du vol de et dans véhicules ;
- Phénomène de violence dans les transports en commun.

Pour chacun de ces phénomènes, les objectifs généraux, stratégiques, opérationnels, les résultats attendus et les indicateurs avaient été approuvés dans le plan présenté en séance du Conseil communal du 30 mars 2023 (Réf. Délibération : 002/30.03.2023/A/0021) ;

Vu qu'aucune modification n'est sollicitée dans le cadre du Plan 2025, s'agissant d'une simple prolongation du plan 2023-2024 initialement établi, hormis l'adaptation nécessaire du nom du Bourgmestre signataire ; Vu que l'absence de modification du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention de la commune d'Auderghem pour 2025 a été soumise au Collège des Bourgmestre et Échevins en date du 25 mars 2025 et doit être ratifiée par le Conseil communal ;

DÉCIDE

de ratifier l'absence de modification du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2025, s'agissant d'une simple prolongation du plan 2023-2024 initialement établi, hormis l'adaptation nécessaire du nom du Bourgmestre signataire, et de la notifier au SPF Intérieur via le guichet électronique ICT pour le 31 mars 2025 au plus tard.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale compétent pour les pouvoirs subsidiaires ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Intérieur.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Preventie

Strategisch veiligheids- en preventieplan 2025 : tegen 31/03/2025 in te dienen project bij het FOD Binnenlandse Zaken voor het opmaken van de uiteindelijke conventie. - Geen wijzigingen gevraagd, eenvoudige verlenging van het Plan 2023-2024.

DE RAAD,

Gezien het koninklijk besluit van 17 juli 2024 betreffende de verlenging van de strategische veiligheids- en preventieplannen 2023-2024; Gezien het ministerieel besluit van 20 december 2024 dat de modaliteiten voor de indiening, opvolging, evaluatie en de modaliteiten voor het verlenen, gebruiken en controleren van de financiële toelage met betrekking tot de strategische veiligheids- en preventieplannen 2025 bepaalt; Handelend ter uitvoering van de beslissing van de Ministerraad van 5 juli 2024;

De procedure voor het indienen van het plan 2025 wordt opgestart in het kader van de verlenging van de strategische veiligheids- en preventieplannen 2023-2024. Op straffe van niet-ontvankelijkheid moeten de gemeenten hun plan voor het jaar 2025 voor 31 maart 2025 indienen, zowel voor de ongewijzigde verlenging als voor het gebruik van de wijzigingsprocedure, via een wijzigingsaanvraagformulier dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt verstrekt. De wijziging kan bestaan uit het toevoegen, verwijderen of wijzigen van één of meerdere fenomenen, doelstellingen (strategisch of operationeel), verwachte resultaten en/of indicatoren.

Gezien de fenomenen die zijn opgenomen in het PSSP 2023-2024 nog steeds actueel zijn en volgens de preventiedienst prioriteit blijven, wordt voorgesteld om geen wijziging aan te brengen in het verlengde PSSP voor het jaar 2025;

De behouden fenomenen blijven de volgende :

- Dispositief Coördinatie ;
- Inbraak fenomeen;
- Inbreuken op de burgerlijke wellevendheid fenomeen;
- Diefstal van fietsen fenomeen;
- Verkeersveiligheid fenomeen;
- Jeugdcriminaliteit fenomeen;
- Geweld tijdens openbare evenementen en manifestaties fenomeen;
- Diefstal van en in voertuigen fenomeen;
- Geweld in het openbaar vervoer fenomeen.

Voor elk van deze fenomenen waren de algemene, strategische en operationele doelstellingen, de verwachte resultaten en de indicatoren goedgekeurd in het plan dat werd gepresenteerd tijdens de Gemeenteraadvergadering van 30 maart 2023 (Ref. Besluit: 002/30.03.2023/A/0021);

Gezien er geen wijziging wordt gevraagd in het kader van het Plan 2025, aangezien het slechts een verlenging is van het oorspronkelijk opgestelde plan 2023-2024, behalve voor de noodzakelijke aanpassing van de naam van de ondertekenende Burgemeester; Gezien het feit dat de afwezigheid van wijziging in het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan van de gemeente Auderghem voor 2025 werd voorgelegd aan het College van Burgemeester en Schepenen op 25 maart 2025 en moet worden goedgekeurd door de Gemeenteraad;

BESLUIT

de goedkeuring van de afwezigheid van wijziging in het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan 2025, aangezien het slechts een verlenging is van het oorspronkelijk opgestelde plan 2023-2024, behalve voor de noodzakelijke aanpassing van de naam

van de ondertekenende Burgemeester, en dit te notificeren aan de FOD Binnenlandse Zaken via het ICT-electronisch loket uiterlijk op 31 maart 2025.

Het onderhavige besluit, in de vorm van een kort overzicht, zal worden verzonden naar de Heer de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor de subsidiërende bevoegdheden, alsook naar de Heer de Minister van Binnenlandse Zaken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

24.04.2025/A/0016

Sport

Règlement de la Commission consultative des Sports - Modification

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi Communale, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement de la Commission consultative des sports du 28/03/2013;

DECIDE:

- d'adopter le règlement de la Commission consultative des Sports qui suit :

CHAPITRE I. - CONSTITUTION, DENOMINATION ET SIEGE.

Article 1.

Il est créé, à l'initiative du Conseil communal d'Auderghem, une «Commission consultative des Sports», ci-après dénommée «Commission».

Article 2.

La Commission a son siège et son secrétariat à la Maison communale d'Auderghem.

CHAPITRE II. – BUTS

Article 3.

La Commission est un organe consultatif qui, en sa qualité de porte-parole officiellement reconnu des intérêts des clubs sportifs représentés, délibère sur toutes les matières qui intéressent directement ou indirectement le sport dans la commune.

La Commission communique **via l'Échevinat des Sports** le résultat de ses travaux pour information au Collège des Bourgmestre et Échevins.

Article 4.

La Commission est compétente, tant de son initiative propre qu'à la demande du Collège des Bourgmestre et Échevins ou du Conseil communal, pour donner son avis sur toute question qui intéresse les clubs sportifs et pour entreprendre toute action visant à la promotion et à l'encouragement de la pratique sportive à Auderghem.

La Commission est notamment compétente pour travailler sur :

- **la promotion du sport auderghemois**
- la promotion du sport pour les personnes à mobilité réduite
- la coordination sport et action sociale (Pavillon – MJA - Prévention – **En Bord de Soignes** - CPAS)
- la mise en œuvre d'initiatives relatives au sport à l'école en collaboration avec les directions scolaires notamment quant à l'importance de l'hygiène alimentaire et sportive
- le soutien à toute initiative locale et l'appui administratif, juridique aux clubs sportifs
- l'amélioration de la connaissance et de la collaboration des clubs entre eux
- l'organisation d'une fête du Sport ou **autre initiative communale**
- **le relai avec le service des Sports pour la mise à jour du site des Sports d'Auderghem**

CHAPITRE III. - COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT.

Article 5.

La Commission est composée d'un délégué proposé par les clubs sportifs et d'un représentant de chaque parti politique démocratique représenté au Conseil communal. Le Bourgmestre et l'Échevin des Sports sont membres de droit de la Commission. Les mandats des membres de la Commission sont exercés à titre gratuit.

Chaque club sportif, ayant au moins 50 membres affiliés à la Fédération sportive de sa discipline et son activité principale (c'est-à-dire au moins 50% de son activité) sur le territoire de la Commune d'Auderghem, peut mandater un délégué auprès de la Commission.

Les clubs sportifs occupant des infrastructures sportives communales mais ne répondant pas aux conditions leur permettant de mandater individuellement un délégué peuvent se regrouper par discipline sportive et proposer un délégué commun auprès de la Commission.

Les clubs sportifs peuvent désigner un suppléant du délégué qu'ils mandatent ou proposent en cas d'absence de ce dernier.

Les délégués des clubs sportifs et leurs éventuels suppléants sont agréés par le Collège des Bourgmestre et Echevins en fonction de leurs compétences dans le domaine du sport pour la durée de la législature.

Pour autant qu'ils satisfassent aux conditions susmentionnées, des clubs sportifs peuvent proposer des délégués en cours de législature.

La qualité de délégué implique une présence régulière aux réunions de la Commission et une participation active à l'organisation de ses manifestations.

Toute démission doit être adressée à l'Échevin des Sports, lequel la soumettra au Collège des Bourgmestre et Echevins. Un remplaçant du délégué démissionnaire peut être proposé.

Sur proposition de la Commission, le Collège des Bourgmestre et Échevins peut révoquer un délégué ou un suppléant s'il ne satisfait pas aux objectifs de la Commission ou s'il nuit au bon fonctionnement ou à la bonne entente de la Commission.

Article 6.

La Commission est convoquée par l'Échevin des Sports ou par le Président à son initiative ou en suite d'une décision du bureau exécutif. Elle peut également être convoquée à la demande d'au moins un tiers de ses membres.

Article 7.

La convocation comportant l'ordre du jour doit être adressée aux membres au moins cinq jours ouvrables avant la date de la séance. Les convocations sont valablement adressées par courrier électronique par le service des Sports.

Article 8.

Les séances sont présidées par le Président de la Commission. En son absence, il est remplacé par le vice-président.

Article 9.

Les avis ou propositions pris au cours des séances sont adoptées à la majorité simple.

Les avis de la minorité sont également joints au procès-verbal.

La présence d'un tiers des membres est requise pour statuer valablement.

Article 10.

Les actes ou avis qui engagent la Commission sont signés par l'Échevin des Sports et le Président.

En ce qui concerne les pouvoirs en matière financière et notamment les actes relatifs à l'utilisation d'un compte auprès d'un organisme financier, le bureau exécutif veille à ce que les signatures conjointes de deux personnes soient toujours requises, dont celle de l'Échevin des Sports et du Président ou d'une personne mandatée par celui-ci.

Le service des Sports veille à rentrer systématiquement tous les justificatifs ou extraits

de compte auprès de la comptabilité.

Article 11.

La Commission délibère des points inscrits à l'ordre du jour.

Un point complémentaire peut toutefois être ajouté à l'ordre du jour avec l'assentiment de la majorité des membres présents.

Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au Président au moins deux jours avant l'assemblée.

Dans ces cas, le Président peut reporter tout avis ou proposition engageant la Commission à la prochaine séance de la Commission ou du bureau exécutif.

Article 12.

Les procès-verbaux des séances de la Commission sont consignés dans un registre spécial, conservé au siège de la Commission par le service des Sports.

Chaque procès-verbal est apposé de la signature de deux membres du Bureau exécutif, dont celle du Président ou d'une personne mandatée par celui-ci, après que les termes en aient été approuvés par la Commission ce, électroniquement ou lors de la séance suivante.

Une copie du procès-verbal est envoyée par mail à chaque membre.

Article 13.

Si la Commission l'estime nécessaire, elle peut créer des groupes de travail chargés de l'examen de questions nécessitant une étude spécifique ou de la préparation d'une activité

ponctuelle. Lorsqu'elle le fait, elle désigne l'animateur de ce groupe de travail.

L'animateur peut faire appel à des personnes étrangères à la Commission eu égard à leurs compétences particulières.

Les groupes de travail sont tenus de faire un rapport à la Commission dans les délais fixés par celle-ci.

Article 14.

En cas d'absence d'un membre, celui-ci peut être remplacé par son suppléant.

CHAPITRE IV – ADMINISTRATION

Article 15.

L'Echevin des Sports convoque et préside à l'installation de la Commission.

Article 16.

Le Président de la Commission est désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins. La Commission constitue un bureau exécutif composé de l'Echevin des Sports, du Président et d'un vice-président.

La rédaction des PV est assurée par le service des Sports.

Le trésorerie est assurée par un comptable externe.

La désignation de la vice-présidence se fait à la majorité des suffrages. En cas de ballottage, un deuxième tour est organisé entre les deux candidats ayant obtenu le plus de voix.

Le bureau exécutif s'assure de l'avancement des travaux de la Commission et de ses groupes de travail. Le bureau exécutif se réunit sur convocation de l'Echevin des Sports ou du Président.

Le Bureau se réserve le droit d'inviter des consultants.

Article 17.

L'année sociale commence le 1er janvier et expire le 31 décembre.

Article 18.

Chaque année avant le 1er mars, excepté l'année d'installation, la Commission transmet un rapport d'activités comprenant notamment les comptes de l'exercice écoulé.

La Commission désigne à cette fin deux vérificateurs aux comptes.

Le comptable externe assiste à la séance au moment de la présentation des comptes.

Article 19.

La Commission peut percevoir tous types de recettes (subside, sponsoring, vente de

produits dérivés, ...) en vue du financement de ses activités.

Article 20.

En cas de dissolution de la Commission, l'actif net de l'avoir social sera mis à la disposition du Conseil communal. Ce dernier est seul compétent pour prononcer la dissolution

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Sport

Raadgevende Sportcommissie reglement - Wijziging

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gezien de raadgevende sportcommissie reglement van de Gemeenteraad van 28/03/2013 ;

BESLIST:

- de raadgevende sportcommissie reglement aan te nemen dat volgt:

HOOFDSTUK I – OPRICHTING, BENAMING EN ZETEL

Artikel 1.

Op initiatief van de Gemeenteraad van Oudergem wordt een “Raadgevende Sportcommissie” opgericht, hierna “de Commissie” genoemd.

Artikel 2.

De Commissie heeft haar zetel en secretariaat in het Gemeentehuis van Oudergem.

HOOFDSTUK II – DOELSTELLINGEN

Artikel 3.

De Commissie is een adviserend orgaan dat, als officieel erkende spreekbuis van de belangen van de vertegenwoordigde sportclubs, beraadslaagt over alle aangelegenheden die direct of indirect betrekking hebben op sport in de gemeente. De Commissie communiceert via **het Schepenambt van Sport** de resultaten van haar werkzaamheden ter informatie aan het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 4.

De Commissie is bevoegd, zowel op eigen initiatief als op verzoek van het College van Burgemeester en Schepenen of de Gemeenteraad, om advies uit te brengen over alle kwesties die sportclubs aanbelangen en om elke actie te ondernemen die gericht is op de promotie en aanmoediging van sportbeoefening in Oudergem.

De Commissie is met name bevoegd voor:

- **de promotie van sport in Oudergem**
- de promotie van sport voor personen met beperkte mobiliteit
- de coördinatie tussen sport en sociale actie (Pavillon – MJA – Preventie – **En Bord de Soignes** – OCMW)
- de uitvoering van initiatieven rond schoolsport in samenwerking met schooldirecties, met name wat betreft het belang van sportieve en voedingshygiëne
- ondersteuning van lokale initiatieven en administratieve en juridische steun aan sportclubs
- verbetering van de kennis en samenwerking tussen clubs
- organisatie van een sportfeest of **ander gemeentelijk initiatief**
- **communicatie met de sportdienst voor het up-to-date houden van de website van de sportdienst van Oudergem**

HOOFDSTUK III – SAMENSTELLING EN WERKING

Artikel 5.

De Commissie bestaat uit een afgevaardigde voorgesteld door de sportclubs en een

vertegenwoordiger van elke democratische politieke partij die zetelt in de Gemeenteraad. De Burgemeester en de Schepen van Sport zijn van rechtswege lid van de Commissie.

De mandaten van de leden van de Commissie zijn onbezoldigd.

Elke sportclub met minstens 50 leden aangesloten bij de sportfederatie van hun discipline en met hun hoofdactiviteit (d.w.z. minstens 50% van hun activiteit) op het grondgebied van de gemeente Oudergem, mag een afgevaardigde afvaardigen naar de Commissie.

Sportclubs die gemeentelijke sportinfrastructuur gebruiken maar niet voldoen aan de voorwaarden om individueel een afgevaardigde te mandateren, kunnen zich per sportdiscipline groeperen en gezamenlijk een afgevaardigde voorstellen.

Clubs kunnen ook een plaatsvervanger aanduiden voor hun gedelegeerde, voor het geval die afwezig is.

De afgevaardigden en hun eventuele plaatsvervangers worden erkend door het College van Burgemeester en Schepenen op basis van hun competenties in de sportsector en voor de duur van de legislatuur.

Clubs die tijdens de legislatuur aan de voorwaarden voldoen, kunnen alsnog afgevaardigden voorstellen.

De hoedanigheid van afgevaardigde impliceert een regelmatige aanwezigheid op de vergaderingen van de Commissie en een actieve deelname aan de organisatie van haar evenementen.

Ontslag dient gericht te worden aan de Schepen van Sport, die dit voorlegt aan het College. Een vervanger kan worden voorgesteld. Op voorstel van de Commissie kan het College een afgevaardigde of plaatsvervanger ontslaan als die de doelstellingen van de Commissie niet behaalt of het goede functioneren of de samenwerking binnen de Commissie schaadt.

Artikel 6.

De Commissie wordt bijeengeroepen door de Schepen van Sport of door de Voorzitter op eigen initiatief of op voorstel van het uitvoerend bureau. Ze kan ook worden samengeroepen op verzoek van minstens een derde van haar leden.

Artikel 7.

De oproep met de agenda moet minstens vijf werkdagen voor de vergadering naar de leden worden verzonden. Oproepen worden geldig verzonden per e-mail door de sportdienst.

Artikel 8.

De vergaderingen worden voorgezeten door de Voorzitter. Bij diens afwezigheid wordt hij vervangen door de ondervoorzitter.

Artikel 9.

Besluiten en voorstellen worden aangenomen bij eenvoudige meerderheid. Minderheidsstandpunten worden aan het verslag toegevoegd.

Minstens een derde van de leden moet aanwezig zijn om geldig te kunnen beslissen.

Artikel 10.

Documenten of adviezen die de Commissie binden, worden ondertekend door de Schepen van Sport en de Voorzitter.

Voor financiële bevoegdheden, en met name handelingen met betrekking tot het gebruik van een bankrekening, is steeds een dubbele handtekening vereist: die van de Schepen van Sport en die van de Voorzitter of een door hem gemachtigde persoon.

De sportdienst zorgt voor het systematisch indienen van alle bewijsstukken of uittreksels bij de boekhouding.

Artikel 11.

De Commissie bespreekt de punten op de agenda. Extra punten kunnen toegevoegd worden met instemming van de meerderheid van de aanwezige leden.

Voorstellen die niet op de agenda staan, moeten minstens twee dagen voor de vergadering aan de Voorzitter bezorgd worden.

In dergelijke gevallen kan de voorzitter een voor de Commissie bindend advies of voorstel uitstellen tot de volgende vergadering van de Commissie of het dagelijks bestuur.

Artikel 12.

De PV's van de vergaderingen worden opgenomen in een speciaal register, bewaard op het secretariaat van de sportdienst.

Elk PV wordt ondertekend door twee leden van het uitvoerend bureau, waaronder de Voorzitter of diens gemachtigde, nadat de tekst door de Commissie werd goedgekeurd, elektronisch of op de volgende vergadering.

Een kopie van het PV wordt per mail aan elk lid bezorgd.

Artikel 13.

De Commissie kan werkgroepen oprichten voor specifieke studies of de voorbereiding van een eenmalige activiteit. Zij wijst een coördinator aan voor elke werkgroep.

De coördinator kan externe personen uitnodigen op basis van hun expertise.

Werkgroepen rapporteren aan de Commissie binnen de door haar vastgestelde termijnen.

Artikel 14.

Bij afwezigheid van een lid kan deze worden vervangen door diens plaatsvervanger.

HOOFDSTUK IV – ADMINISTRATIE

Artikel 15.

De Schepen van Sport roept de Commissie bijeen en zit de installatievergadering voor.

Artikel 16.

De Voorzitter van de Commissie wordt benoemd door het College van Burgemeester en Schepenen. De Commissie stelt een uitvoerend bureau samen, bestaande uit de Schepen van Sport, de Voorzitter en een ondervoorzitter.

De sportdienst staat in voor het opstellen van de PV's.

De financiën worden beheerd door een externe boekhouder.

De ondervoorzitter wordt verkozen bij meerderheid van stemmen. Bij gelijke stemmen volgt een tweede ronde tussen de twee kandidaten met de meeste stemmen.

Het uitvoerend bureau waakt over de voortgang van het werk van de Commissie en haar werkgroepen. Het komt samen op uitnodiging van de Schepen van Sport of de Voorzitter.

Het Bureau behoudt zich het recht voor om adviseurs uit te nodigen.

Artikel 17.

Het werkjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december.

Artikel 18.

Elk jaar vóór 1 maart, behalve het eerste jaar na de installatie, bezorgt de Commissie een activiteitenverslag met daarin de rekeningen van het afgelopen jaar.

De Commissie duidt twee interne revisoren aan.

De externe boekhouder woont de vergadering bij waarin de rekeningen worden voorgesteld.

Artikel 19.

De Commissie mag allerlei inkomsten verwerven (subsidies, sponsoring, verkoop van merchandising, enz.) ter financiering van haar activiteiten.

Artikel 20.

Bij ontbinding van de Commissie wordt het netto actief ter beschikking gesteld van de Gemeenteraad. Enkel de Raad is bevoegd om de ontbinding uit te spreken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Règlement d'occupation et d'ordre intérieur du Centre sportif - Modification

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale;

Vu le règlement d'occupation et d'ordre intérieur du Centre sportif en vigueur;

Vu l'ajout d'un article pour répondre à la problématique des nuisances sonores;

DECIDE

- d'adopter le règlement d'occupation et d'ordre intérieur du Centre sportif suivant:

Article 1.

Le présent règlement est d'application dans les locaux et annexes du Centre Sportif Communal d'Auderghem sise chaussée de Wavre 1690 à 1160 Bruxelles.

Il s'applique à toutes les personnes qui fréquentent le Centre.

Ce règlement sera affiché dans le sas d'entrée et chacun est censé en avoir pris connaissance.

Article 2.

L'occupation des Salles est subordonnée à l'autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Auderghem et au strict respect de l'horaire d'occupation établi par lui.

Les autorisations visées au présent règlement sont délivrées à titre précaire sous forme d'un titre personnel et incessible qui n'engage pas la responsabilité de la commune et sont révocables.

Elles peuvent être retirées à tout moment lorsque l'intérêt général l'exige.

Elles peuvent aussi être suspendues ou retirées par le collège des bourgmestre et échevins lorsque leur titulaire commet une infraction au présent règlement ou au règlement général de police, conformément à la procédure prévue à l'Article 119bis de la Nouvelle loi communale sans que le bénéficiaire puisse prétendre à une indemnité

Les bénéficiaires doivent se conformer strictement aux prescriptions de l'acte d'autorisation et veiller à ce que l'utilisation de celle-ci ne puisse nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publique.

La commune n'est pas responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exercice, fautif ou non, de l'activité visée par l'autorisation.

L'acte d'autorisation doit être disponible sur les lieux mis à disposition et être exhibée à toute réquisition de la police ou de toute autre personne habilitée.

Article 3.

L'autorisation d'occupation est subordonnée au paiement d'une taxe fixée par le règlement fixant les taxes pour l'occupation des infrastructures sportives communales.

Article 4.

Les demandes d'occupation permanentes qui concerne les occupations hebdomadaires régulières ou la participation à un championnat officiel de la saison suivante doivent toujours être introduites le plus tôt possible et, en tout cas, avant le 30 juin de la saison précédente.

Après cette échéance et en cours de saison, les réservations se feront en tenant compte des heures laissées libres par les championnats des diverses disciplines et les occupations hebdomadaires programmées.

Le planning est affiché à l'avance au local de réception des salles et des réservations pour les heures encore disponibles peuvent se faire après contact avec le service des Sports de l'Administration communale.

Article 5.

Les Salles de sport sont ouvertes de 8h à 23h. Elles sont accessibles conformément aux autorisations dûment accordées et au tableau horaire d'occupation arrêté par le

Collège des Bourgmestre et Echevins.

Toute modification de cet horaire est de la compétence du Collège des Bourgmestre et Echevins, lequel se réserve le droit de le modifier de sa propre initiative si les nécessités de fonctionnement ou de gestion l'exigent.

Article 6.

Le titulaire de l'autorisation ne peut leur donner aux salles aucune autre destination que celle pour laquelle l'autorisation lui a été accordée. Il est tenu d'occuper, à l'exclusion de toute autre, l'aire sportive qui lui a été attribuée.

Il ne peut non plus, de sa propre initiative, modifier la durée de l'occupation qui lui a été octroyée.

Article 7.

Le titulaire d'une autorisation d'occuper une aire de jeux ne peut céder sans l'accord du Collège des Bourgmestre et Echevins cette autorisation à d'autres personnes ou groupements.

Article 8.

Toute modification d'horaire des activités, qu'elle soit permanente ou occasionnelle (réservation, annulation, changement de jour ou d'heure) devra être sollicitée auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins au moins quinze jours à l'avance.

Dans la mesure du possible, les modifications seront intercalées dans l'horaire établi en tenant compte du calendrier des autres disciplines.

Les groupements intéressés par ces changements devront s'efforcer d'organiser leurs activités en fonction de ces modifications indépendantes de la volonté du Collège des Bourgmestre et Echevins et dont celui-ci ne pourra être rendu responsable.

Article 9.

Les titulaires d'autorisations d'occupation devront avoir fait couvrir leur responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers (autres occupants ou usagers comme personnes extérieures) et aux biens, équipements et installations mis à disposition par une police d'assurance.

Article 10.

Le titulaire de l'autorisation d'occupation reste toujours personnellement responsable vis-à-vis des tiers et de n'importe quelle autorité ou administration.

Il est tenu, le cas échéant, de payer taxes, impôts, droits d'auteurs et autres redevances éventuelles qu'entraîneraient ses activités, en ce compris la pratique de sports.

Article 11.

Les titulaires d'autorisations d'occupation sont, pendant la durée de l'occupation, responsables de tout dommage causé, tant aux locaux eux-mêmes qu'à leurs dépendances et à l'équipement, aussi bien par les affiliés que par toute autre personne des clubs adverses.

Tout dommage causé entraînera l'indemnisation intégrale par le titulaire de l'autorisation, sans préjudice de sanctions administratives qui pourraient également être prises.

Article 12.

Les groupements sans personnalité juridique utilisant les Salles devront désigner une personne qui sera responsable vis-à-vis du Collège des Bourgmestre et Echevins de l'application du présent règlement et du respect des consignes et recommandations qui pourraient être faites par toute personne qualifiée.

Article 13.

On ne peut utiliser les aires de jeux qu'en portant des chaussures de sport à semelles plates (les cales, studs et spikes sont interdits), ces chaussures devront être dans un parfait état de propreté et auront des semelles qui ne sont pas susceptibles de laisser des traces sur le sol.

Article 14.

L'accès aux aires de jeux n'est permis qu'aux personnes dont la présence est indispensable au bon déroulement des entraînements et des compétitions.

Les accompagnants, qu'ils soient membres de clubs sportifs ou simple spectateur, doivent se tenir, soit dans les tribunes, soit dans la Cafétéria, soit dans une zone qui leur est ponctuellement réservée et qui doit être déterminée de commun accord avec le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Si des accompagnants sont ainsi exceptionnellement acceptés dans une salle, ils le sont sous l'entière responsabilité du titulaire de l'autorisation d'occupation et doivent être encadrés par celui-ci.

Article 15.

Les utilisateurs des aires de jeux ne peuvent se déshabiller ou se vêtir que dans les locaux destinés à cet effet. Une liste des vestiaires à occuper est affichée, les utilisateurs sont tenus de la respecter scrupuleusement.

En cas d'occupation simultanée d'un même vestiaire par plusieurs titulaires d'autorisations d'occupation, ils doivent faire grouper les vêtements de leurs adhérents afin de faciliter l'installation des autres sportifs.

Article 16.

Chaque titulaire de l'autorisation d'occupation est aussi responsable de la bonne utilisation des vestiaires, des douches et du respect du présent règlement par les clubs «visiteurs».

Article 17.

L'autorisation d'occuper les locaux sportifs implique l'autorisation d'utiliser, suivant le tableau d'occupation, les clefs des vestiaires et des douches nécessaires, et ce, pendant le temps strictement indispensable, à savoir, au maximum une demi-heure avant et une demi-heure après la durée de l'activité

Article 18.

Les titulaires d'autorisations d'occupation et les personnes dont ils répondent doivent veiller à ne pas perturber les activités des autres personnes autorisées à occuper les locaux. A cet effet, ils veilleront à n'utiliser que l'aire de jeux qui leur a été attribuée ; ils commenceront et termineront leurs propres activités aux heures prévues, en ce compris la pose et la remise en place du matériel.

Ils s'organiseront aussi pour libérer les vestiaires et les douches dans les délais prescrits à l'Article 17.

Article 19.

Les personnes, joueurs ou spectateurs, qui par leur comportement, nuiraient à la bonne tenue ou au bon fonctionnement de l'établissement ou qui ne respecteraient pas les prescriptions réglementaires et recommandations qui leur sont faites, pourraient être expulsées et l'accès de l'établissement pourrait leur être interdit, soit temporairement, soit définitivement.

Article 20.

Les titulaires d'autorisations d'occupation doivent procéder, suivant les directives données, à la mise en place ainsi qu'au démontage et au rangement, aux endroits prévus, du matériel qui leur est nécessaire. Ces opérations doivent se faire à l'intérieur de la plage horaire qui a été attribuée au club et sans dépasser leur heure de fin d'activité.

Le titulaire de l'autorisation d'occupation est tenu de surveiller le bon déroulement de ces opérations. Il veillera aussi à ce que le matériel ne soit ni poussé, ni traîné par terre afin d'éviter toute détérioration du revêtement.

Article 21.

Afin d'éviter des accidents et une détérioration rapide du matériel, tout titulaire d'autorisation d'occupation est prié d'informer, le plus tôt possible, le Collège des Bourgmestre et Echevins de toute défectuosité constatée au niveau des équipements.

Article 22.

Le matériel éventuellement apporté dans les locaux sportifs l'est au propre risque des titulaires d'autorisations d'occupation et moyennant autorisation préalable. Si ce matériel reste en permanence dans les locaux et est normalement accessible, il est à la

disposition de toute personne autorisée à occuper les locaux.

Article 23.

Le titulaire d'autorisation d'occupation et toute personne dont il répond qui quitte une des salles de sport alors qu'il n'y a pas d'occupation immédiatement après lui doit éteindre l'éclairage et impérativement fermer la porte avec les moyens mis à sa disposition.

Sa responsabilité est engagée en cas d'occupation illicite ou d'accident qui surviendrait suite à un défaut de fermeture de ces locaux.

Article 24.

Les manifestations revêtant un caractère exceptionnel feront l'objet d'un examen particulier, dans chaque cas, par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Pour ces manifestations, un règlement séparé définira les conditions dans lesquelles elles doivent se dérouler.

Article 25.

L'utilisation des locaux par des sportifs individuels non organisés pourra être autorisée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 26.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins décline toute responsabilité quelconque en cas de vol, de perte ou de détérioration d'objets personnels ou de matériel appartenant à des groupements ou des personnes fréquentant les installations.

Article 27.

Sauf autorisation expresse, l'affichage est interdit sur les murs, portes et vitres. Par contre, divers panneaux d'affichage sont mis à la disposition des clubs et des utilisateurs.

Il n'y a pas d'autorisation d'affichage préalable sur ces panneaux mais le Collège des Bourgmestre et Echevins se réserve cependant le droit de retirer des annonces qu'il jugerait inadéquates.

Article 28.

Les réclamations éventuelles sont à adresser au Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Auderghem.

Article 29

Obligation de respecter les normes de bruits fixés par le Gouvernement selon l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 juillet 1997 et ses arrêtés d'exécution relative à la lutte contre les nuisances sonores en milieu urbain.

L'utilisation d'instruments de musique et d'amplificateurs sonores (baffles) est interdite du lundi au vendredi de 22h à 7h, le samedi de 19h à 7h et le dimanche.

Le non-respect des normes de bruits sera puni d'une amende administrative de maximum 250€ conformément à l'article 30.

Le non-respect des normes de bruits entraînant des amendes infligées à la Commune seront répercutées sur les occupants selon le tableau d'occupation.

Article 30.

Sera puni d'une amende administrative de maximum 250 €, quiconque contrevient aux dispositions du présent règlement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Sport

Bezettingsreglement en reglement van interne orde van het Sportcentrum - Wijziging

DE RAAD,

Gelet op het artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet, artikel;

Gezien de huidige bezettingsreglement en reglement van interne orde van het

Sportcentrum;

Gezien de toevoeging van een artikel over geluidsoverlast;

BESLIST

- de hieronder bezettingsreglement en reglement van interne orde van het Sportcentrum goed te keuren :

Artikel 1

Huidig reglement is van toepassing in de lokalen en bijgebouwen van het Gemeentelijk Sportcentrum van Oudergem, gelegen in de Waversesteenweg 1690 te 1160 Oudergem.

Het is van toepassing voor alle personen die het Centrum bezoeken.

Dit reglement zal in de ingang worden opgehangen en ieder wordt verondersteld er kennis van hebben te genomen.

Artikel 2

De bezetting van de zalen is onderhevig aan de goedkeuring van het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Oudergem. De bezettingsduur moet strikt gerespecteerd worden.

De aangehaalde toestemmingen in huidig reglement worden uitgeleverd bij wijze van gunst, ze zijn persoonlijk en onoverdraagbaar en vallen niet onder de verantwoordelijkheid van de gemeente. De toestemmingen zijn tevens herroepbaar.

Ze kunnen op elk moment worden teruggetrokken wanneer het algemeen belang dit vereist.

Ze kunnen ook opgeschort of teruggetrokken worden door het College van Burgemeester en Schepenen wanneer de titularissen een inbreuk plegen op huidig reglement of op het algemeen politiereglement, conform aan de procedure voorzien in het artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet zonder dat de begunstigde aanspraak kan maken op een schadevergoeding.

De begunstigten moeten zich strikt aan de voorschriften van de toestemmingsacte houden en moeten er op toezien dat er bij de uitvoer hiervan geen schade berokkend wordt aan derden, noch dat de veiligheid, de rust, de heilzaamheid en de openbare reinheid in het gedrang komt.

De gemeente is niet verantwoordelijk voor schade, door de fout van de ondergetekende of door anderen, die zou ontstaan bij de uitvoer van de activiteit waarvoor deze toestemming werd opgemaakt.

Het document betreffende de toestemming moet op de te beschikking gestelde plaats aanwezig zijn en moet op vraag van de politie of elk ander bevoegd persoon getoond kunnen worden.

Artikel 3

De toelating tot het gebruik van de zalen kan ook onderhevig zijn aan het betalen van een belasting die is vastgelegd door een reglement betreffende de te betalen belasting voor het gebruik van gemeentelijk sportinfrastructuren.

Artikel 4

De aanvragen voor permanente bezetting betreffende de wekelijks terugkerende activiteiten of de deelname aan een officieel kampioenschap tijdens het volgende seizoen moeten steeds zo snel mogelijk worden opgemaakt en in elk geval voor de 30ste juni van het vorig seizoen.

Na deze datum en tijdens het seizoen zelf zullen de reservaties gebeuren naargelang het uurrooster van de reeds geboekte bezettingen voor kampioenschappen van verschillende disciplines en wekelijks geprogrammeerde terugkerende bezettingen.

De planning wordt op voorhand aan het lokaal van de receptie van de zalen opgehangen en reservaties voor de nog vrije uren mogen na afspraak met het secretariaat van de Sportcommissie vast worden gelegd.

Artikel 5

De sportzalen zijn geopend van 8h tot 23h. Ze zijn toegankelijk conform de naar behoren gegeven toestemming en het uurrooster goedgekeurd door het College van

Burgemeester en Schepenen.

Enkel het College van Burgemeester en Schepenen is bevoegd voor wat de wijzigingen van dit uurrooster betreft. Zij heeft het recht om dit te wijzigen naar eigen initiatief indien dit nodig blijkt voor de goede werking of het goed beheer van het schema.

Artikel 6

De titularis van de bezettingstoestemming mag enkel de zaal gebruiken waarvoor hij toestemming heeft gekregen, de zaal die hem werd toegewezen. Hij mag tevens de toegelaten tijdsduur niet op eigen initiatief wijzigen.

Artikel 7

Degene die de toelating kreeg om de zaal te gebruiken mag dit akkoord niet aan derden doorgeven zonder goedkeuring van het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 8

Alle wijzigingen aan het activiteitenrooster (reservatie, annulatie, verandering van dag of uurrooster), zowel voor de permanente als voor de éénmalige activiteiten, zullen tenminste 2 weken voordien aan het College van Burgemeester en Schepenen moeten worden voorgelegd. Indien mogelijk zal de wijziging in het reeds opgestelde uurrooster worden ingelast rekening houdend met de kalender van de andere disciplines.

De organisatie die deze veranderingen aanbelangt zal zich moeten inspannen om hun activiteiten te organiseren in functie van de wijzigingen die niet afhangen van de wil van het College van Burgemeester en Schepenen en waarvoor deze niet verantwoordelijk kan worden geacht.

Artikel 9

De titularis van de bezettingstoestemming die de sportlokalen gebruiken zullen een verzekering afsluiten voor dekking van hun aansprakelijkheid jegens derden. Dit zowel voor schade berokkend aan derden (andere gebruikers of personen van buitenuit) als aan de ter beschikking gestelde bezittingen, uitrustingen en installaties

Artikel 10

De titularis van de bezettingstoestemming van de installaties blijft steeds persoonlijk aansprakelijk jegens derden en jegens elke autoriteit. Hij wordt er aan gehouden, zo nodig, belastingen, auteursrechten en andere eventuele bijdragen die deze activiteiten met zich zouden meebrengen, te betalen.

Artikel 11

De titularis van de bezettingstoestemming is, tijdens de duur van hun activiteit, aansprakelijk voor alle opgelopen schade, zowel aan de lokalen zelf als aan de bijgebouwen en de uitrusting. Dit geldt zowel voor schade veroorzaakt door de leden van de club zelf als door alle andere personen van de tegenpartijen.

Alle schade zal integraal vergoed worden door de titularis van de toestemming, zonder afbreuk te doen aan de administratieve boetes die eveneens zouden kunnen worden opgelegd.

Artikel 12

De groepen zonder juridische persoonlijkheid die de zalen zullen gebruiken moeten een persoon aanstellen die tegenover het College van Burgemeester en Schepenen verantwoordelijk zal zijn. Hij moet er voor zorgen dat huidig reglement alsook de instructies en aanbevelingen die door een bevoegd persoon worden gegeven, gerespecteerd worden.

Artikel 13

De sportzalen mogen enkel betreden worden met vlakke sportschoenen (stutzolen, studs en spikes zijn verboden). Deze schoenen moeten perfect proper zijn en de zolen mogen geen sporen nalaten op de vloer.

Artikel 14

De toegang tot de speelterreinen is slechts toegestaan aan de personen waarvan de

aanwezigheid noodzakelijk is voor het goed verloop van de trainingen en de competities. De begeleiders, of het nu clubleden of gewone toeschouwers zijn, moeten zich ofwel in de tribunes, in de cafeteria of in een zone die precies is aangeduid mits akkoord van het College van Burgemeester en Schepenen, begeven. Indien begeleiders in uitzonderlijke gevallen worden toegestaan in een zaal zullen zij dat onder volledige verantwoordelijkheid en begeleiding van de titularis van de bezettingstoestemming staan.

Artikel 15

De gebruikers van de sportzalen mogen zich enkel omkleden in de lokalen die hiervoor voorzien zijn. Er is een lijst van te gebruiken kleedkamers aanwezig, de gebruikers worden geacht zich hier nauwgezet aan te houden. Indien een kleedkamer tegelijkertijd door meerdere titularissen van de bezettingstoestemmingen wordt gebruikt, moeten zij er voor zorgen dat de kledij van hun leden gegroepeerd wordt zodat de andere sportlui over voldoende ruimte beschikken om zich om te kleden.

Artikel 16

Elke titularis van de toestemming, is ook verantwoordelijk voor het correcte gebruik van de kleedkamers en douches. Zij moeten er ook op toezien dat de “bezoekers” huidig reglement respecteren.

Artikel 17

De toestemming tot gebruik van de sportzalen houdt ook de toestemming tot gebruik van de nodige kleedkamers en douches in, dit volgens de bezettingstabel en gedurende de strikt nodige tijd, met name, maximum een half uur vóór en een half uur na de sportactiviteit.

Artikel 18

De titularis van de bezettingstoestemming en de personen die onder zijn verantwoordelijkheid vallen moeten er op toezien dat de activiteiten van de andere personen of andere die de toestemming hebben om de zalen te gebruiken niet verstoord worden; daarom zullen zij enkel de zaal gebruiken die hen werd toegewezen, zullen zij hun eigen activiteiten starten en eindigen op het voorziene tijdstip en dit met inbegrip van het plaatsen en opbergen van het materiaal.

Zij zullen er ook op toezien dat de kleedkamers en de douches in de in het artikel 17 voorziene tijdspanne vrij zijn gemaakt.

Artikel 19

De personen, zowel spelers als toeschouwers, die door hun gedrag, de netheid en/of de goede werking van het Centrum verstoren of die de reglementaire voorschriften en de hen opgegeven aanbevelingen niet respecteren, zullen, tijdelijk of permanent, een verbod krijgen het sportcomplex te betreden.

Artikel 20

De titularis van de bezettingstoestemming van de zalen moeten volgens de opgegeven richtlijnen het materiaal dat zij gebruiken opstellen en terug opbergen op de hiervoor aangeduide plaatsen. Dit moet gebeuren tijdens de tijdspanne die hen werd toegewezen en zonder het uur van einde van de activiteit te overschrijden.

De titularis van de toestemming moet er op toezien dat dit in goede orde gebeurt, hij zal er ook op letten dat het materiaal niet geduwd noch over de grond gesleept wordt om beschadiging van de vloer te voorkomen.

Artikel 21

Teneinde ongelukken en beschadiging aan het materiaal te voorkomen verzoeken wij elke titularis van de bezettingstoestemming om zo snel mogelijk het College van Burgemeester en Schepenen te verwittigen indien er een gebrek aan de toestellen wordt vastgesteld.

Artikel 22

Indien er zelf materiaal meegebracht wordt in de zaal is dat volledig onder verantwoordelijkheid van de titularis van de bezettingstoestemming. Indien dit materiaal in de zaal zou blijven staan en toegankelijk is, zal dit door alle personen die

de toestemming kregen de zalen te gebruiken mogen gebruikt worden.

Artikel 23

De titularis van de bezettingstoestemming alsook alle personen die onder zijn verantwoordelijkheid vallen, die de zaal verlaten wanneer er na hen niemand anders de zaal bezet, moeten er op toezien dat de lichten worden gedoofd en moeten de deuren sluiten met de middelen die hen hiervoor ter beschikking werden gesteld. Hij is verantwoordelijk indien er na hem ongeoorloofd gebruik wordt gemaakt van de zaal alsook voor ongelukken die, door het niet afsluiten van deze zalen, zouden voorvallen.

Artikel 24

De evenementen met een uitzonderlijk karakter zullen, in elk geval, onderzocht worden door het College van Burgemeester en Schepenen. Voor deze gebeurtenissen zal een afzonderlijk reglement worden opgemaakt waarin de voorwaarden voor het verloop hiervan vermeld zullen staan.

Artikel 25

Niet georganiseerde individuele sportievelingen mogen ook gebruik maken van de zalen mits toestemming van het College van Burgemeester en Schepenen

Artikel 26

Het College van Burgemeester en Schepenen is niet verantwoordelijk in geval van diefstal, verlies of beschadiging van persoonlijke objecten of van materiaal dat aan een club of aan personen die de infrastructuur bezoeken, behoort.

Artikel 27

Behalve uitdrukkelijke toelating, is het verboden affiches op de muren, deuren en vensters te plakken. Hiervoor staan aanplakpanelen ter beschikking van de clubs en de zaalgebruikers. Er moet voor het aanplakken van affiches op deze panelen vooraf geen toestemming worden gevraagd aan het College van Burgemeester en Schepenen, maar zij behoudt zich wel het recht om affiches die zij ongepast vindt te verwijderen.

Artikel 28

Eventuele bezwaren moeten aan het College van Burgemeester en Schepenen van Oudergem worden gericht.

Artikel 29

Verplichting tot het naleven van de geluidsnormen die zijn vastgesteld door de Regering overeenkomstig de Ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17 juli 1997 en haar uitvoeringsbesluiten betreffende de bestrijding van geluidshinder in een stedelijke omgeving.

Het gebruik van muziekinstrumenten en geluidsversterkers (luidsprekers) is verboden van maandag tot vrijdag van 22u tot 7u, op zaterdag van 19u tot 7u, en op zondag.

Het niet naleven van de geluidsnormen zal worden bestraft met een administratieve boete van maximaal 250€, conform artikel 30.

De overtreding van de geluidsnormen die aanleiding geeft tot boetes opgelegd aan de Gemeente, zal worden doorgerekend aan de gebruikers volgens de bezettingstabel.

Artikel 30

Eenieder die zich niet aan de voorschriften van huidig reglement houdt zal een administratieve boete van maximum 250 € opgelegd krijgen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale et notamment les articles 117 et 232;

Vu que la Commune d'Auderghem est le gestionnaire de voirie de la rue des Bûcherons, située à la limite communale avec Overijse;

Vu le projet de réaménagement de l'axe E411, des ponts traversant la E411 et de la partie commerçante située en partie sur Auderghem et en partie sur Overijse (sur Jesus-Eik) ;

Vu que ce projet est mené par la Werkvennootschap, en charge de ces réaménagements du réseau routier ;

Considérant que dans le cadre de ce réaménagement, la Werkvennootschap a besoin de l'autorisation de la Commune d'Auderghem pour intervenir sur les voiries dont elle a la gestion;

Considérant que dans le cadre de ce réaménagement important, la Werkvennootschap rénovera également la rue des Bûcherons et que après la réception provisoire, les travaux de la rue des Bûcherons seront transférés à la Commune;

Considérant que le coût des travaux est supporté par la Werkvennootschap;

Décide

- de marquer son accord sur l'Accord de coopération dans le cadre du projet Jesus-Eik - Phase 1 ci-annexé;
- de charger la Bourgmestre et le Secrétaire communal de signer la Convention ci-annexée;

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Publieke Ruimte

Samenwerkingsovereenkomst in het kader van het project Jesus-Eik - Fase 1

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder op de artikelen 117 en 232; Gelet op het feit dat de gemeente Oudergem wegbeheerder is van de Houthakkersstraat, gelegen op de gemeentegrens met Overijse;

Gelet op het project voor de heraanleg van de E411, de bruggen die de E411 kruisen en het winkelgebied dat deels in Oudergem en deels in Overijse (op Jezus-Eik) ligt;

Overwegende dat dit project wordt uitgevoerd door het Werkvennootschap, dat verantwoordelijk is voor deze herinrichtingen van het wegennet;

Overwegende dat het Werkvennootschap in het kader van deze heraanleg de toelating van de gemeente Oudergem nodig heeft om in te grijpen op de wegen die het beheert;

Overwegende dat de Werkvennootschap in het kader van deze grote heraanleg ook de Bûcheronsstraat zal renoveren en dat de werken aan de Bûcheronsstraat na voorlopige oplevering aan de gemeente zullen worden overgedragen;

Overwegende dat de kosten van de werkzaamheden ten laste komen van de Werkvennootschap;

BESLIST

- in te stemmen met de bijgevoegde samenwerkingsovereenkomst voor het project Jezus-Eik - Fase 1;
- de Burgemeester en de Gemeentesecretaris op te dragen bijgaande overeenkomst te ondertekenen;

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Enseignement - Formation**ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL - Statut du personnel enseignant - Nouvelle échelle barémique 50A applicable aux membres du personnel de l'enseignement fondamental et détenteurs d'un titre jugé suffisant.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 147 et 149 de la loi communale;

Vu le décret du 6 juin 1994 relatif au statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné;

Vu la circulaire 6409 du 20 octobre 2017 remplaçant la circulaire n° 5813 du 8 juillet 2016, et relative à la réforme des titres et fonctions (version 3);

DECIDE

d'arrêter, conformément à la circulaire 6409 de la Fédération Wallonie-Bruxelles relative à la réforme des titres et fonctions, et au tableau ci-dessous, l'échelle barémique 50A applicable aux membres du personnel enseignant porteurs d'un titre suffisant correspondant au barème 501.

Barème 50A (titre jugé suffisant pour le barème 501)

MINIMUM	MAXIMUM	AUGMENTATIONS		
20.641,89 €	39.525,19 €	Nombre d'augmentations	Périodes	Montant
		1	1	691,13 €
		1	1	1.382,26 €
		1	3	1.293,07 €
		10	2	1.293,07 €
61 ans : 38.232,12 €				
62 ans : 39.525,19 €				

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des pouvoirs locaux ainsi qu'aux services communaux concernés.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Onderwijs - vorming**BASISONDERWIJS - Statuut van het onderwijzend personeel - Nieuwe schaal 50A van toepassing op leden van het basisonderwijs en houders van een voldoende geachte kwalificatie.**

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 147 en 149 van de gemeentewet;

Gelet op het decreet van 6 juni 1994 betreffende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op circulaire 6409 van 20 oktober 2017 ter vervanging van circulaire nr. 5813 van 8 juli 2016, en betreffende de hervorming van titels en functies (versie 3);

BESLIST

om overeenkomstig circulaire 6409 van de Federatie Wallonië-Brussel betreffende de hervorming van titels en functies, en onderstaande tabel, de schaal 50A aan te nemen die van toepassing is op leden van het onderwijzend personeel die houder zijn van een voldoende titel die overeenkomt met schaal 501.

Schaal 50A (titel voldoende geacht voor schaal 501)

MINIMUM	MAXIMUM	VERHOGINGEN		
		Aantal verhogingen	Perioden	Bedrag
20.641,89 €	39.525,19 €	1	1	691,13 €
		1	1	1.382,26 €
		1	3	1.293,07 €
		10	2	1.293,07 €
61 jaar : 38.232,12 €				
62 jaar : 39.525,19 €				

Deze beraadslaging zal worden overgemaakt aan de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met de lokale besturen, en aan de betrokken gemeentelijke diensten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

24.04.2025/A/0020

Secrétariat

Question orale de Madame Laure Henvard (MR-Les Engagés-VLD-CDV) : financement du sport à Auderghem

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les échevins et échevins, chers collègues,

Dans son édition des 1er et 2 mars, le journal Le Soir consacrait 9 pages au sport à Bruxelles sous le titre général « Le sport à bout de souffle », grâce au travail de douze étudiants de l'IHECS.

Entre autres choses, on y découvre un article traitant du financement des infrastructures sportives avec une analyse portant sur les sources de financement disponibles entre région, communes, COCOF et même COCOM.

Une carte de la répartition des subsides régionaux attribués aux infrastructures sportives en euro par habitant est proposée. Elle couvre la période 2019-2024. Les disparités entre communes bruxelloises interpellent : le maximum est atteint par la commune de Saint Gilles avec 213,70 euros par habitant, le minimum est l'apanage de notre commune d'Auderghem avec... 19,30 euros par habitant. Nos voisins immédiats sont apparemment mieux servis : 126,80 euros à Woluwé-Saint-Pierre et 68,3 euros à Watermael-Boitsfort. D'après le journal, les subsides régionaux sont attribués via des appels à projet. Le financement régional est de 70 à 75%, le reste est à charge des communes.

Mes questions sont les suivantes :

- Pouvez-vous confirmer et expliquer la faiblesse des subsides régionaux attribués à Auderghem ?
- Pouvez-vous nous préciser si des projets ont été déposés par la commune et quel en était l'objet ? Par ailleurs, certains de ces projets ont-ils été refusés par la région et pour quels motifs ?

- Un budget communal était-il réservé pour couvrir les 25 à 30% non subsidiés de ces projets ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

• **Réponse d'Éloïse Defosset, Échevine**

Madame la Conseillère,

Je vous remercie pour votre question qui me permet quelque peu d'aborder notre politique sportive à Auderghem.

Avant de répondre à vos questions, j'aimerais revenir sur les chiffres annoncés dans la presse concernant la répartition des subsides régionaux attribués aux infrastructures sportives durant la dernière législature. Car, Le Soir lui-même indique ne trouver nulle part de chiffres totaux exacts sur les investissements des autorités publiques dans le Sport en Région Bruxelles-Capitale.

Il n'y a en effet pas de détails dans l'article sur la manière dont est calculé le montant par habitant et ce qui est réellement pris en compte pour établir ce montant. Il est donc difficile de dégager des explications précises et objectives sans connaître notamment ce détail.

Si la presse dégage un montant de 19,30 EUR par habitant de subsides reçus pour Auderghem, d'après mes calculs, nous avons obtenu des subsides totaux d'un montant de 932.558 EUR, ce qui revient à 26,42 EUR par habitant.

A ceci, il faut encore ajouter toutes les aides accordées directement aux clubs sportifs par les différents organismes publics. Je n'ai pas de cadastre précis de tous ces montants à vous communiquer. A part bien entendu les subsides que la Commune et la Commission Consultative des Sports d'Auderghem octroient aux clubs auderghemois pour un montant total annuel de 55.000 EUR (30.000 EUR à ceux qui pratiquent au CSFS et en moyenne 25.000 EUR aux clubs qui pratiquent au sein de nos infrastructures). Depuis 2023, le montant total moyen des subsides accordés par la Commune passent de 55.000 à 63.000 EUR avec la délivrance de nos chèques piscines.

Durant la précédente législature, nous avons rentré quatre projets. Trois ont été retenus. Ces projets en partie subsidiés sont soit réalisés soit en cours :

1. Le nouveau terrain synthétique T2 au stade communal qui est désormais en fibre de Liège dernière génération.
2. Le coût total a été de 470.000 EUR. Au moment de l'appel à projets 2018-2020, nous l'avions à l'époque estimé à 400.000 EUR et nous avons pu décrocher le subside de 240.000 EUR ; soit 60% du montant du projet.
3. C'était d'ailleurs l'époque où Fadila Laanan, Secrétaire d'État en charge des Infrastructures Sportives, avait annoncé par voie de presse en 2019, dégager une enveloppe supplémentaire de plus de 10.000.000 EUR pour le remplacement des terrains synthétiques en billes SBR alors que les appels à projets étaient déjà clôturés. Je lui avais donc personnellement écrit pour lui demander de considérer dans l'octroi des subsides régionaux, notre second terrain en SBR, le T4. La réponse fut négative. C'est le seul projet qui a reçu une fin de non-recevoir. Après coup, tant mieux pour nos deniers publics puisque c'est ce terrain que nous souhaitons convertir en un mixte hockey/foot.
4. Pour le projet de rénovation de nos gradins et tribunes au stade, nous avons obtenu le prêt de 542.558 €, qui représente 100% de l'estimation des travaux. Nous venons d'ailleurs de recevoir les plans de l'architecte et devons lancer le marché dans les prochains jours.

Enfin, nous avons obtenu le subside maximum plafonné à 150.000 EUR pour notre SkatePark, ce qui représente 47% du coût total du projet qui s'élève à 320.000 EUR.

Pour réaliser ces projets partiellement subsidiés - et tous les autres projets d'ailleurs - oui bien entendu le budget communal couvre le reste de la dépense.

Inutile par ailleurs de préciser que nous serons attentifs aux prochains appels à projets pour tenter de décrocher des subventions pour la réalisation des objectifs de ces prochaines années. Encore faut-il que le Gouvernement bruxellois se forme pour dégager les enveloppes et lancer les appels à projets.

Heureusement, Auderghem a une forte capacité d'investissements sur fonds propres qui nous permet de tout de même avancer sur nos projets ; contrairement aux communes super subsidiées qui sont davantage en souffrance par cette absence de Gouvernement.

Il est aussi à souligner que lorsque l'on veut réaliser un projet, il faut - surtout en tant que service public - s'armer de patience car entre le moment où nous lançons sur les rails les prémices d'un projet et le moment de sa réalisation, plusieurs années s'écoulent. Les procédures sont longues, techniques et extrêmement cadrées : il y a la désignation des architectes, les études de faisabilité, l'introduction parfois de permis d'urbanisme, la modification ou la validation des plans, la rédaction des cahiers des charges techniques et administratifs, avant de pouvoir enfin lancer le marché, l'attribuer via la désignation pour ensuite l'exécuter ce, sans les imprévus inhérents à tout projet. J'ajoute qu'un projet subsidié sera encore plus « sous pression » au vu des délais spécifiques d'exécution qui sont imposés et qui doivent être respectés.

La politique avec le service des Sports a toujours été de déterminer les priorités/projets via un plan triennal/quinquennal pour fixer clairement la vision. Dans ce sens, solliciter les subsides en conscience ; en connaissance du terrain, de ce qui est possible, réalisable ce, afin de réellement arriver à finaliser nos projets et s'exécuter dans le respect de nos moyens financiers et humains. L'arrivée récente d'un subsidialogue au sein de l'administration communale devrait par ailleurs nous soutenir davantage dans la recherche et l'introduction de dossiers supplémentaires et soulager ainsi notre investissement propre. Cela n'est jamais de refus.

A savoir aussi qu'à Auderghem, la politique sportive a toujours été une priorité depuis des décennies. Pour rappel, nous avons 2 centres sportifs, un stade et un boulodrome ; accueillant des disciplines diverses et variées. Je lis que certaines communes sollicitent des subsides pour pouvoir créer des salles omnisports ou rénover des piscines. Nous n'en avons pas besoin, nous pouvons déjà offrir des infrastructures sportives de haute qualité qui répondent au besoin et considérant aussi, bien évidemment les espaces disponibles pour ce faire.

Je tiens à clôturer avec des chiffres concrets en rappelant que pour l'ensemble de la législature précédente, à savoir les exercices 2019-2024, la dépense totale pour le Sport (qui comprend les travaux, les divers équipements, les subsides que nous octroyons, etc.) s'élève à plus 3.397.032 EUR sur 35.300 habitants, ce qui représente plus de 96,23 EUR dépensés dans le sport par habitant à Auderghem.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van mevrouw Laure Henvard (MR-Les Engagés-VLD-CDV): financiering van sport in Oudergem

Mevrouw de Burgemeester, Dames en heren schepenen, beste collega's,
In haar editie van 1 en 2 maart wijdde de krant Le Soir 9 pagina's aan de sport in Brussel onder de algemene titel "De sport buiten adem", dankzij het werk van twaalf studenten van de IHECS. Onder andere ontdekte men een artikel over de financiering van sportinfrastructuur met een analyse van de beschikbare financieringsbronnen tussen de regio, gemeenten, COCOF en zelfs COCOM. Er werd een kaart

gepresenteerd met de verdeling van de regionale subsidies die aan sportinfrastructuren werden toegekend in euro per inwoner. Deze kaart bestrijkt de periode 2019-2024. De verschillen tussen de Brusselse gemeenten vallen op: het maximum wordt bereikt door de gemeente Sint-Gillis met 213,7 euro per inwoner, het minimum is voor onze gemeente Oudergem met... 19,3 euro per inwoner. Onze onmiddellijke burens lijken blijkbaar beter bediend te zijn: 126,8 euro in Sint-Pieters-Woluwe en 68,3 euro in Watermaal-Bosvoorde. Volgens de krant worden de regionale subsidies toegekend via projectoproepen. De regionale financiering bedraagt 70 tot 75%, de rest wordt gedragen door de gemeenten.

Mijn vragen zijn de volgende:

- Kunt u de lage regionale subsidies voor Oudergem bevestigen en toelichten?
- Kunt u ons verduidelijken of er projecten werden ingediend door de gemeente en wat het doel ervan was?
- Werden sommige van deze projecten afgewezen door de regio en zo ja, om welke redenen?
- Was er een gemeentelijk budget gereserveerd om de 25 tot 30% niet-gesubsidieerde kosten van deze projecten te dekken?

Ik dank u bij voorbaat voor uw antwoorden.

• **Antwoord van Éloïse Defosset, Schepen**

Mevrouw de Gemeenteraadslid,

Ik dank u voor uw vraag, die mij de gelegenheid biedt om enig licht te werpen op het sportbeleid in Oudergem.

Vooraleer ik op uw concrete vragen inga, wil ik graag eerst even terugkomen op de cijfers die in de pers verschenen zijn over de verdeling van de gewestelijke subsidies voor sportinfrastructuur tijdens de vorige legislatuur. Want zelfs Le Soir geeft aan nergens exacte totaalcijfers te vinden over de publieke investeringen in sport in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

In het artikel worden inderdaad geen details gegeven over hoe het bedrag per inwoner is berekend, noch over wat er precies wordt meegerekend om tot dat bedrag te komen. Het is dus moeilijk om heldere en objectieve verklaringen te geven zonder dat cruciale detail te kennen.

Als de pers een bedrag van 19,30 EUR per inwoner aan subsidies voor Oudergem naar voren schuift, dan kom ik zelf – op basis van mijn berekeningen – uit op een totaal aan ontvangen subsidies van 932.558 EUR, wat neerkomt op 26,42 EUR per inwoner.

Daarbij moet nog gerekend worden met de rechtstreekse steun die sportclubs krijgen van allerlei overheidsinstanties. Ik beschik niet over een gedetailleerd overzicht van al deze bedragen. Wat ik u wel kan medelen, zijn uiteraard de subsidies die de gemeente en de Adviesraad voor Sport van Oudergem jaarlijks toekennen aan Oudergemse sportclubs, ten belope van 55.000 EUR (waarvan 30.000 EUR voor clubs actief in het CSFS en gemiddeld 25.000 EUR voor clubs die gebruikmaken van gemeentelijke infrastructuur). Sinds 2023 is het totale jaarlijkse subsidiebedrag gestegen tot gemiddeld 63.000 EUR, dankzij de invoering van onze zwembonnen.

Tijdens de vorige legislatuur hebben we vier projecten ingediend. Drie daarvan zijn geselecteerd en zijn deels gesubsidieerd – sommige reeds gerealiseerd, andere in uitvoering:

1. Het nieuwe synthetische veld T2 op het gemeentelijk stadion, dat nu uitgerust is met de nieuwste generatie kurkvezel. De totale kostprijs bedroeg 470.000 EUR. Bij de projectoproep 2018-2020 werd de kost toen geschat op 400.000 EUR. We verkregen een subsidie van 240.000 EUR, oftewel 60% van de

projectkost.

2. In diezelfde periode kondigde Fadila Laanan, Staatssecretaris bevoegd voor Sportinfrastructuur, in de pers aan dat er een extra enveloppe van meer dan 10.000.000 EUR werd vrijgemaakt voor de vervanging van SBR-synthetische velden, terwijl de projectoproep al was afgesloten. Ik heb haar toen persoonlijk geschreven om te vragen of ook ons tweede SBR-veld, het T4, in aanmerking kon komen voor die subsidies. Het antwoord was negatief. Dit was het enige project waarvoor we een formeel negatief antwoord ontvingen. Achteraf gezien misschien maar goed voor onze gemeentekas, want dit veld willen we nu omvormen tot een gemengd hockey/voetbalveld.
3. Voor het renovatieproject van onze tribunes op het stadion hebben we een lening gekregen van 542.558 EUR, goed voor 100% van de geschatte werken. We hebben zopas de plannen van de architect ontvangen en zullen binnen enkele dagen de aanbestedingsprocedure starten.
4. Voor het SkatePark hebben we de maximumsubsidie van 150.000 EUR verkregen, wat 47% van de totale projectkost van 320.000 EUR vertegenwoordigt.

Voor de uitvoering van deze gedeeltelijk gesubsidieerde projecten – en trouwens ook voor alle andere projecten – wordt het resterende bedrag uiteraard gedekt door het gemeentebudget.

Het spreekt voor zich dat we zeer aandachtig zullen zijn bij toekomstige projectoproepen om subsidies te bemachtigen voor onze doelstellingen op middellange en lange termijn. Maar daarvoor moet het Brussels Gewest uiteraard eerst een regering vormen, de nodige budgetten vrijmaken en projectoproepen lanceren.

Gelukkig beschikt Oudergem over een sterke investeringscapaciteit met eigen middelen, wat ons toelaat om desondanks verder te gaan met onze projecten – in tegenstelling tot sommige gemeenten die bijzonder veel subsidies ontvangen maar nu stagneren wegens het ontbreken van een gewestregering.

Het is ook belangrijk te onderstrepen dat wanneer men als openbare dienst een project wil realiseren, men zich moet wapenen met geduld. Tussen het eerste idee en de effectieve realisatie verlopen vaak meerdere jaren. De procedures zijn lang, technisch en strikt gereguleerd: aanstelling van architecten, haalbaarheidsstudies, soms stedenbouwkundige vergunningen, aanpassing of goedkeuring van plannen, opmaak van technische en administratieve lastenboeken, en pas dan kunnen we overgaan tot aanbesteding, toewijzing en uitvoering – en dat nog zonder rekening te houden met onvoorziene omstandigheden die eigen zijn aan elk project.

Een gesubsidieerd project staat bovendien onder extra tijdsdruk door de specifieke deadlines die opgelegd worden en gerespecteerd moeten worden.

Onze aanpak in samenwerking met de Dienst Sport is altijd geweest om de prioriteiten en projecten te bepalen via een drie- of vijfjarenplan, met een duidelijke visie. In dat kader vragen we subsidies aan met kennis van zaken, op basis van wat realistisch en haalbaar is, zodat we onze projecten ook effectief kunnen afronden binnen de grenzen van onze financiële en menselijke middelen.

De recente aanwerving van een subsidie-expert binnen de gemeentelijke administratie zal ons in de toekomst nog beter ondersteunen in het opsporen en indienen van bijkomende subsidiedossiers, en zo ook onze eigen investeringen verlichten. Dat is altijd welkom.

Verder moet u weten dat sport in Oudergem al decennialang een prioriteit is binnen het gemeentebeleid. Ter herinnering: we beschikken over twee sportcentra, een stadion en een petanquedroom, waar tal van uiteenlopende sporten worden beoefend. Ik lees dat sommige gemeenten subsidies aanvragen om sportzalen of zwembaden te bouwen of te renoveren. Wij hebben daar geen nood aan – wij bieden nu al sportinfrastructuur van hoge kwaliteit aan die voldoet aan de behoeften, rekening

houdend met de beschikbare ruimten.

Tot slot wil ik eindigen met concrete cijfers. Over de gehele vorige legislatuur, namelijk de werkingsjaren 2019-2024, bedroegen de totale uitgaven voor sport – inclusief werken, uitrusting, subsidies enz. – meer dan 3.397.032 EUR. Voor een bevolking van 35.300 inwoners komt dit neer op meer dan 96,23 EUR aan sportuitgaven per inwoner in Oudergem.

De Raad neemt akte.

24.04.2025/A/0021

Secrétariat

**Question orale de Monsieur Jean-François Noël (Liste de la Bourgmestre) :
système d'inscription en crèche**

Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

Depuis 2020, la commune d'Auderghem a mis en place avec succès un système d'inscription centralisé en ligne permettant aux futurs parents d'inscrire facilement leurs enfants dans les différentes crèches communales. Outre l'inscription centralisée, ce logiciel novateur développé à l'initiative d'Auderghem regroupe différentes fonctions utiles à la gestion d'une crèche, telles une facturation automatisée, l'encodage des horaires du personnel, la prévision de leurs congés, les menus des enfants ou le calendrier des vaccins, par exemple.

Il y a quelques semaines, la presse faisait l'écho du lancement par l'ONE d'une nouvelle propre plateforme.

Dans son dépliant de promotion, l'ONE explique avoir mis en place un logiciel de pré demande permettant au citoyen de suivre l'évolution de sa demande de place directement dans l'application, de recevoir des notifications des milieux d'accueil ou des communications de l'ONE

L'encodage des demandes permettrait à l'ONE de mieux guider les futures ouvertures de place d'accueil en fonction des besoins locaux.

Dans ce contexte, je souhaiterais vous poser quelques questions afin de mieux comprendre les implications pour notre commune :

1. Avez-vous eu des informations particulières concernant cette annonce de l'ONE
2. Les communes et les crèches ont-elles été consultées en amont du développement de cette nouvelle plateforme de l'ONE ? Avez-vous eu des informations particulières concernant cette annonce de l'ONE ?
3. Quelles sont les principales différences entre le système actuellement utilisé par la commune d'Auderghem et celui proposé par l'ONE ?
4. Le système mis en place par l'ONE est-il destiné à devenir obligatoire à terme pour toutes les crèches relevant de son réseau ?
5. Quels sont les impacts organisationnels et/ou budgétaires potentiels pour notre commune suite à la mise en place éventuelle de cette nouvelle plateforme de l'ONE ?

Je vous remercie d'avance pour votre réponse.

• **Réponse de Madame Florence Couldrey, Échevine**

Monsieur Le Conseiller,

Je vous remercie pour votre question.

La mise en place d'un système de pré-demande d'inscription fait partie des « grandes idées » de la Réforme MILAC, mise en place lors de la législature précédente.

Si le système est actuellement facultatif, en septembre 2025, il deviendra obligatoire et est voué à être une condition préalable à la possibilité d'inscrire son enfant en crèche.

Les communes n'ont pas été consultées par l'ONE en amont du développement du projet.

Il y a un an, en avril 2024, les communes ont assisté à une présentation du système.

Parmi les inquiétudes évoquées par les communes:

- Le risque de confusion : les parents pourraient penser que ce système garantit une inscription définitive dans le milieu d'accueil sollicité alors que ce n'est pas le cas. Ainsi, un dépliant de l'ONE explique aux parents que « la pré-demande introduite auprès du logiciel de l'ONE permettra de suivre l'évolution de sa demande de place directement dans l'application, de recevoir des notifications des milieux d'accueil ou des communications de l'ONE. Quant au processus d'inscription ou encore de bénéficier de l'aide de nos équipes le cas échéant ».
- Le risque d'alourdir la charge administrative. Les milieux d'accueil vont probablement devoir faire face à une augmentation de demande de places d'accueil. Or, on le sait, la demande est bien plus importante que l'offre. Au niveau des crèches communales, chaque commune privilégie ses habitants.... ce que ne réalise pas nécessairement le citoyen lambda.
- Une complexification administrative : les parents vont devoir effectuer une double démarche. Avec ce système, ils vont devoir introduire une pré-demande, obtenir un numéro, puis enfin pouvoir contacter chaque milieu d'accueil avec un numéro. En pratique, des parents risquent de contacter chacune de nos crèches communales, alors que nous avons un système d'inscription centralisé performant et que les places sont attribuées en priorité aux auderghemois. Les parents vont poser des questions, demander de l'aide, expliquer qu'ils sont désespérés car ils n'ont pas de solution dans leur commune et nous ne pourrons pas les aider.

L'ONE justifie la mise en place de son système en expliquant que cela permettra d'identifier les besoins par localité et de guider les futures programmations.

Quand on sait qu'en Fédération Wallonie Bruxelles, en moyenne, seuls 4 enfants sur 10 ont une place en crèche, on est en droit de s'interroger sur l'intérêt réel du système.

Un doute est également permis quant à la fiabilité des données récoltées. A titre d'exemple, le système de pré-demandes de l'ONE ne tient pas compte des demandes faites par les parents aux crèches agréées par Kind et Gezin, et ce, alors qu'à Bruxelles, elles sont nombreuses.

Au niveau de la gestion de crèche et de la centralisation des inscriptions, le logiciel BE KID, imaginé par la commune d'Auderghem en 2019 est efficace.

Utilisé dans 17 des 19 communes bruxelloises et ailleurs en Wallonie, le système attribue un numéro à chaque demande d'inscription, classe automatiquement les demandes selon l'ordre chronologique et les priorités, ce qui permet de faciliter l'attribution de place et la transparence.

A notre sens, il serait préférable de se concentrer à traiter les priorités, plutôt que d'imposer un système de pré-demande d'inscription qui implique des coûts de développement et des frais de gestion. A cette fin, en février dernier, nous avons contacté la cellule Petite Enfance du Cabinet Lescrenier, pour échanger les priorités et suggérer des propositions. Parmi elles :

Le soutien aux structures d'accueil privées

Comme la FEMAPE, la Fédération des Milieux d'accueil de la Petite Enfance, nous pensons que soutenir les structures privées suppose en priorité de modifier et d'annuler certaines mesures de la Réforme MILAC qui engendrent une complexification administrative et impactent la viabilité des crèches.

Il est notamment important de :

- Permettre aux directions de crèches de continuer à exercer en personne physique avec une déduction des frais forfaitaires plutôt que de les obliger à exercer en personne morale, ce qui suppose notamment des frais de comptabilité.
- Permettre aux directions de continuer à travailler avec du personnel indépendant plutôt que de leur imposer de travailler exclusivement avec du personnel salarié, ce qui implique des charges sociales qui ne peuvent pas être reportées sur les factures des parents.
- Continuer à autoriser l'ouverture de milieu d'accueil sans imposer une capacité qui soit un multiple de 7. Avec la Réforme MILAC, toute nouvelle crèche doit offrir minimum 14 places. Ceci revient à devoir trouver un espace commercial d'environ 100M2 avec un extérieur à tarif abordable. Or, on le sait, la majorité des maisons offrent un rez-de-chaussée avec une superficie variant de 60 à 85 M2.

Il serait aussi bénéfique de créer un trait d'union entre le secteur public et le secteur privé.

Cela pourrait se faire, par exemple, au travers de la mise à disposition à tarif réduit de locaux aménagés selon les normes de l'ONE et du SIAMU. L'avantage serait direct pour les milieux d'accueil qui ont du mal à trouver un bien à tarif accessible et pour qui, il est compliqué de faire accepter à un propriétaire des installations qui ne représentent aucun intérêt pour lui.

Pour les communes, disposer des bâtiments conformes à tarif accessible permettrait d'attirer des milieux d'accueil privés.

Par ailleurs, la mise en place de chèque « accueil-enfants » déductibles fiscalement pour les entreprises faciliterait l'accessibilité aux crèches privées. Si, en crèche communale, le tarif d'une place à temps plein pour une famille aux revenus moyens revient à environ 550 euros par mois, en crèche privée, le tarif varie approximativement de 750 à 1250 euros.

L'amélioration des conditions de travail des puéricultrices est également essentielle.

« On manque de bras », voilà l'appel des puéricultrices.

Selon l'ONE, les crèches subventionnées doivent ouvrir minimum 10h30 ce qui suppose 1,5 ETP pour encadrer 7 enfants.

Autrement dit, une section de 14 enfants implique l'emploi de 3 puéricultrices à temps plein. Ça, c'est pour la théorie.

En pratique, comme les parents peuvent choisir au quotidien l'heure d'arrivée et l'heure de départ de leur enfant, il faudrait non pas 3 ETP pour une section de 14 enfants mais 4 ETP.

En effet, une puéricultrice travaille environ 7h30 par jour et trouver du personnel acceptant de travailler quotidiennement juste 3h par jour est impossible.

A cela s'ajoute la nécessité d'engager du personnel surnuméraire pour pallier à l'absentéisme du personnel.

D'un point de vue budgétaire, la Fédération Wallonie Bruxelles n'a jamais eu les moyens d'offrir des subventions conformes aux normes d'encadrement qu'elle impose. Vu le contexte budgétaire actuel, elle ne pourra vraisemblablement pas dégager un budget pour « offrir plus de bras », comme le réclame à chaque grève le personnel.

Dans ce contexte, une option pourrait être de laisser une certaine autonomie de gestion

au pouvoir organisateur, pour qu'il puisse demander aux parents de réserver un créneau de présence défini de 8h30 ou 9h. Cela permettrait aux directions d'agencer au mieux l'horaire de leur personnel.

La mise en œuvre de mesures pour contrer une pénurie puéricultrice /auxiliaire de l'enfance est également nécessaire. A cet égard, plusieurs actions pourraient être envisagées.

- La mise en place d'une cellule spécifique de valorisation des compétences pour les puéricultrices/auxiliaires de l'enfance pour le personnel qui dispose de l'expérience mais pas des titres requis ;
- Le fait d'assurer une indemnité aux personnes qui se réorientent vers une formation qualifiante en petite enfance de façon qu'elles puissent quitter un travail qui ne leur conviendrait pas pour s'orienter vers un métier « passion ».

Parmi les autres mesures prioritaires, il serait aussi pertinent de créer des passerelles entre l'ONE et Kind&Gezin.

En novembre dernier, Le Soir, révélait « En périphérie bruxelloises, la fermeture de nombreuses crèches francophones suscite l'indignation ». A Bruxelles, la situation semble identique. Pour raison linguistique, des crèches agréées par Kind&Gezin semblent être amenées à fermer. Il est vrai que trouver des puéricultrices bilingues relève du défi quand on sait que le métier est pénurie et que moins de 10% de la population remplit sa déclaration fiscale en néerlandais. Pour éviter de devoir fermer pour raison linguistique, certaines structures actuellement agréées par Kind&Gezin auraient intérêt à solliciter un agrément auprès de l'ONE. Malheureusement, les normes d'agrément étant différentes, notamment au niveau des superficies nécessaires, elles ne peuvent le faire.

Une note plus complète, étayée par des propositions concrètes, sera envoyée prochainement au Cabinet Lescrenier. Grâce à une volonté au niveau fédéral, certains pays comme l'Allemagne, ont évolué positivement en matière d'accueil de la Petite Enfance. En Belgique, aujourd'hui, pour pallier au manque de place, certaines familles se tournent vers des structures non agréées avec tous les risques que cela comporte.

Monsieur le Conseiller, j'espère avoir répondu à vos questions.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van de Heer Jean-François Noël (Liste de la Bourgmestre): inschrijvingssysteem voor kinderopvang

Mijnheer de Voorzitter, Mevrouw de Burgemeester,
Dames en Heren Schepenen,
Beste Collega's,

Sinds 2020 heeft de gemeente Auderghem met succes een centraal online inschrijvingssysteem geïmplementeerd, waarmee toekomstige ouders hun kinderen eenvoudig kunnen inschrijven in de verschillende gemeentelijke kinderopvangcentra. Naast de gecentraliseerde inschrijving biedt deze innovatieve software, ontwikkeld op initiatief van Auderghem, verschillende functies die nuttig zijn voor het beheer van een kinderopvang, zoals automatische facturering, het inplannen van de werktijden van het personeel, het plannen van hun verlof, de menu's voor de kinderen of het vaccinatieschema, bijvoorbeeld.

Enkele weken geleden werd in de pers gemeld dat de ONE een nieuw eigen platform heeft gelanceerd.

In haar promotiefolder legt de ONE uit dat ze een aanvraagsoftware heeft ontwikkeld waarmee de burger de voortgang van zijn aanvraag voor een plaats rechtstreeks in de applicatie kan volgen en meldingen van opvangcentra of communicatie van de ONE

kan ontvangen.

Het registreren van de aanvragen zou de ONE in staat stellen om toekomstige plaatsingen beter af te stemmen op de lokale behoeften.

In dit kader zou ik u enkele vragen willen stellen om de implicaties voor onze gemeente beter te begrijpen:

1. Heeft u specifieke informatie ontvangen met betrekking tot deze aankondiging van de ONE?
2. Werden de gemeenten en de kinderopvangcentra geraadpleegd voordat de ontwikkeling van dit nieuwe platform van de ONE begon? Heeft u specifieke informatie ontvangen over deze aankondiging van de ONE?
3. Wat zijn de belangrijkste verschillen tussen het systeem dat momenteel door de gemeente Auderghem wordt gebruikt en dat van de ONE?
4. Is het systeem dat door de ONE is geïmplementeerd bedoeld om op termijn verplicht te worden voor alle kinderopvangcentra die onder haar netwerk vallen?
5. Wat zijn de mogelijke organisatorische en/of budgettaire gevolgen voor onze gemeente na de mogelijke implementatie van dit nieuwe platform van de ONE?

Ik dank u bij voorbaat voor uw antwoord.

• **Antwoord van mevrouw Florence Couldrey, Schepen**

Geachte heer raadslid,

Dank u wel voor uw vraag.

De invoering van een systeem voor voorinschrijving maakt deel uit van de “grote ideeën” van de MILAC-hervorming, die tijdens de vorige legislatuur werd ingevoerd. Hoewel het systeem momenteel nog optioneel is, zal het vanaf september 2025 verplicht worden en een voorwaarde vormen om een kind te kunnen inschrijven in een kinderdagverblijf.

De gemeenten zijn door Kind en Gezin (ONE) niet geconsulteerd bij de ontwikkeling van dit project.

Een jaar geleden, in april 2024, kregen de gemeenten een presentatie van het systeem. Onder de bezorgdheden die de gemeenten hebben geuit:

- Het risico op verwarring: ouders zouden kunnen denken dat dit systeem hen een definitieve plaats in het aangevraagde opvanginitiatief garandeert, terwijl dat niet het geval is. Een folder van de ONE stelt dat “de vooraanvraag via de software van de ONE ouders in staat stelt om de evolutie van hun aanvraag te volgen via de toepassing, meldingen te ontvangen van opvanginitiatieven of communicatie van de ONE, evenals hulp te krijgen bij het inschrijvingsproces.”
- Verhoogde administratieve belasting: opvanginitiatieven zullen waarschijnlijk geconfronteerd worden met een toename in het aantal aanvragen, terwijl we weten dat de vraag het aanbod ruim overstijgt. In de gemeentelijke crèches geven we voorrang aan inwoners van de eigen gemeente... iets waar de doorsnee burger zich niet altijd van bewust is.
- Administratieve complexiteit: ouders zullen twee stappen moeten ondernemen. Eerst een vooraanvraag doen om een nummer te verkrijgen, daarna moeten ze elk opvanginitiatief afzonderlijk contacteren met dat nummer. In de praktijk riskeren ouders al onze gemeentelijke crèches te contacteren, terwijl wij beschikken over een efficiënt gecentraliseerd inschrijvingssysteem waarbij de plaatsen prioritair aan Oudergemse inwoners worden toegewezen. Ouders zullen vragen stellen, om hulp vragen, zeggen dat ze geen oplossing vinden in hun eigen gemeente — en wij zullen hen niet kunnen helpen.

De ONE rechtvaardigt haar systeem door te stellen dat het zal toelaten om de noden

per gemeente te identificeren en toekomstige programmatie te sturen.

Maar als we weten dat in de Federatie Wallonië-Brussel gemiddeld slechts 4 op 10 kinderen een plaats in de kinderopvang vindt, dan is het legitiem om te twijfelen aan de meerwaarde van het systeem.

Er bestaan bovendien twijfels over de betrouwbaarheid van de verzamelde gegevens. Zo houdt het systeem geen rekening met aanvragen bij crèches erkend door Kind en Gezin — terwijl er daarvan heel wat zijn in Brussel.

Wat het beheer van crèches en inschrijvingen betreft, is de BE KID-software, ontwikkeld door de gemeente Oudergem in 2019, bijzonder doeltreffend.

Ze wordt gebruikt in 17 van de 19 Brusselse gemeenten én elders in Wallonië.

Elke inschrijving krijgt een nummer, aanvragen worden automatisch chronologisch en volgens prioriteiten gerangschikt, wat de toewijzing transparanter en efficiënter maakt. Volgens ons zou het zinvoller zijn om in te zetten op de echte prioriteiten, in plaats van een systeem op te leggen dat kosten met zich meebrengt.

In februari hebben we daarom contact opgenomen met de cel Kinderopvang van het kabinet Lescrenier, om prioriteiten uit te wisselen en voorstellen te formuleren. Enkele daarvan zijn:

Ondersteuning van privé-opvangstructuren

Net zoals FEMAPE (Fédération des Milieux d'Accueil de la Petite Enfance), zijn wij van mening dat dit inhoudt:

- Dat de uitbaters als natuurlijke personen mogen blijven werken en forfaitaire kosten mogen aftrekken, in plaats van als rechtspersonen met verplichte boekhoudkundige lasten;
- Dat men mag samenwerken met zelfstandigen, in plaats van verplicht personeel in loondienst te moeten nemen (met bijkomende sociale lasten);
- Dat nieuwe opvanginitiatieven ook onder de 14 plaatsen mogelijk blijven, aangezien het huidige minimum leidt tot moeilijk haalbare eisen qua ruimte (100m² met tuin), terwijl de meeste huizen een gelijkvloers van slechts 60 à 85m² hebben.

Een brug slaan tussen publieke en private sector is ook wenselijk, bijvoorbeeld via:

Het aanbieden van aangepaste lokalen tegen gunstige tarieven, die voldoen aan de normen van ONE en SIAMU. Dit helpt opvangstructuren met beperkte middelen en maakt het voor gemeenten makkelijker om nieuwe initiatieven aan te trekken.

De invoering van fiscaal aftrekbare "kinderopvangcheques" voor bedrijven, om toegang tot privécrèches te vergemakkelijken. Terwijl een plaats in een gemeentelijke crèche gemiddeld 550 euro/maand kost voor een gezin met gemiddeld inkomen, varieert de prijs in de privésector van 750 tot 1250 euro.

Verbetering van de werkomstandigheden van kinderverzorgsters

We komen handen tekort — dat is de boodschap van het personeel.

Volgens ONE moeten gesubsidieerde crèches minstens 10,5 uur per dag open zijn, wat 1,5 VTE per 7 kinderen betekent. Voor 14 kinderen zijn dat 3 voltijdse verzorgsters.

Maar in de praktijk — met flexibele ophaal- en brenguren — heb je eerder 4 VTE nodig.

Daarnaast is er extra personeel nodig om afwezigheden op te vangen.

De Federatie Wallonië-Brussel heeft nooit het budget gehad om de opgelegde normen correct te subsidiëren, en het ziet er niet naar uit dat dat zal veranderen.

Een piste zou kunnen zijn om meer autonomie te geven aan de organisator, zodat ouders vaste aanwezigheidsblokken kunnen reserveren — dit maakt een betere personeelsplanning mogelijk.

Oplossingen voor het personeelstekort

Bijvoorbeeld:

- Een waarderingscel oprichten voor medewerkers met ervaring maar zonder diploma's;
- Het voorzien van een opleidingsvergoeding voor wie zich wil herscholen naar de kinderopvang.

ONE en Kind&Gezin dichterbij elkaar brengen

In november meldde Le Soir dat in de Brusselse rand veel Franstalige crèches sluiten. Ook in Brussel blijkt de situatie zorgwekkend. Door taalvereisten moeten sommige Kind&Gezin-crèches sluiten, terwijl tweetalige kinderverzorgsters schaars zijn.

Een overstap naar een ONE-erkenning zou een oplossing zijn, maar de normen (bv. oppervlakte) verschillen, waardoor dit vaak niet haalbaar is.

Een meer uitgebreide nota met concrete voorstellen zal binnenkort aan het kabinet Lescrenier worden bezorgd.

Andere landen, zoals Duitsland, hebben dankzij politieke wil vooruitgang geboekt op vlak van kinderopvang. In België wendden gezinnen zich soms noodgedwongen tot niet-erkende opvang, met alle risico's van dien.

Geachte heer raadslid, ik hoop uw vragen hiermee voldoende te hebben beantwoord.

De Raad neemt akte.

24.04.2025/A/0022

Secrétariat

Question orale de Monsieur Jean-François Noël (Liste de la Bourgmestre) : gestion de certains cas de divorce par l'Officier de l'État Civil

M. le Président,

Mme la Bourgmestre, mesdames et messieurs les échevins,
cher public, cher collègue

Plusieurs journaux ont rapporté la volonté de la Ministre de la Justice d'autoriser légalement les officiers de l'état civil à acter les divorces par consentement mutuel si aucun enfant mineur n'est concerné. Cette mesure viserait à désengorger les tribunaux, sujet pour lequel l'État Belge a été de nombreuses fois condamné au niveau européen. S'il est louable de vouloir décharger des tribunaux encombrés, de permettre aux juges de se concentrer sur les cas les plus complexes, et réduire le délai d'attente (qui est d'environ 8 mois pour un divorce), ceci ne peut se faire sans transfert de moyens ni sans être attentif à ce que les fonctionnaires concernés ait toute la compétence pour effectuer ces tâches.

J'aimerais dès lors vous poser les questions suivantes :

- Avez-vous une idée du calendrier de la mise en place de cette mesure ?
- Quelles seront les modalités pratiques de tels divorces ?
- Des protections juridiques sont-elles prévues pour s'assurer que toutes les parties ont bien été informées de leurs droits (par exemple de pension alimentaire), par exemple via la consultation de juristes?
- Pouvez-vous estimer le surcroît de charge de travail que cela représentera pour la commune ?
- Cette mesure nécessitera-t-elle l'aménagement d'un espace spécifique au sein de l'administration communale ?
- Quelle formation sera dispensée aux agents communaux pour assumer cette nouvelle mission ?
- Une quelconque compensation est-elle prévue de la part du Fédéral pour aider les communes à faire face à ce report de charge ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

• **Réponse de Madame Éloïse Defosset, Échevine**

Monsieur le conseiller,

Je vous remercie pour votre question qui aurait pu me permettre de faire le point sur la question de savoir si le divorce sans juge sera bientôt autorisé en Belgique mais, je n'ai hélas pas plus d'informations que celles reprises dans la presse.

Ni moi ni l'administration n'avons reçu de notification officielle (ni même officieuse) à ce sujet.

Je n'en sais donc pas beaucoup plus à ce stade, si ce n'est que la ministre de la Justice a confirmé dans sa note d'orientation politique présentée à la Chambre ce 18 mars 2025, son intention d'autoriser légalement le divorce extrajudiciaire.

Ce texte indique que : je cite « Le droit et la Justice doivent aussi s'adapter à l'évolution sociétale de l'augmentation du nombre de divorces. Dans un souci également de désengorger les tribunaux, nous autoriserons légalement les Officiers de l'État Civil à acter légalement un divorce par consentement mutuel sur la base d'un accord réciproque préalablement rédigé par un avocat ou un notaire, à la condition qu'il n'y ait pas d'enfant mineur dont la situation doit pouvoir être appréciée par un juge. »

Je suppose donc que l'Officier de l'État Civil actera les divorces sur base de ces accords de divorces rédigés par un avocat ou un notaire qui aura préalablement informé leurs clients de leurs droits.

L'idée n'est pas neuve.

Pour ne citer qu'un exemple européen, le divorce sans juge est admis en France depuis le 1er janvier 2017.

En Belgique, cette idée remonte jusqu'à 2018. Elle fut portée par les présidents honoraires de la Fédérale Royale des Notaires dans leurs recommandations sur l'avenir du notariat qui avaient été présentés au ministre de la Justice de l'époque, Koen Geens.

En 2022, une proposition de loi instaurant la possibilité de faire constater le divorce pour cause de désunion irrémédiable par l'Officier de l'État Civil, avait été déposée à la Chambre. Cependant, le GAPEC en particulier, le Groupement des Agents des services Population et État Civil de Wallonie, avait épinglé de nombreux problèmes techniques.

Le Conseil d'État avait également refusé d'émettre un avis approfondi tant que le texte n'était pas mieux formulé. Si cela vous intéresse, je peux vous envoyer le rapport d'audition des experts qui avaient été entendus à ce sujet en commission de la justice de la Chambre le 8 mars 2022.

Cette proposition de loi n'a donc finalement pas abouti sous la précédente législature.

Reste à voir maintenant comment la nouvelle proposition sera formulée par le Gouvernement fédéral qui a pourtant reçu ces recommandations depuis le 30 juin 2018.

Personnellement, je n'ai pas de souci à traiter ces matières qui relèvent de l'État Civil.

Pour la plupart des futurs ex-époux dans ce cas-là, cela n'est qu'une démarche administrative qui ne demande pas l'intervention d'un juge.

La société évolue, le citoyen évolue, le droit change.

Oui, nos guichets sont aménagés pour pouvoir accueillir aussi ce type de demandes.

Même si la matière se complexifie de plus en plus, je suis certaine que nos agents sont capables d'établir les actes de divorce et de les intégrer, comme n'importe quel autre acte d'État Civil, dans la BAEC. Je ne pense pas qu'une formation spécifique soit nécessaire si un passage chez l'avocat ou le notaire se fait en amont.

Toutefois, je vous rejoins, il est indispensable alors que l'on nous mette à disposition les moyens nécessaires pour ce faire. J'entends par là, la subvention d'au moins un temps plein supplémentaire.

Même s'il est difficile d'estimer le nombre de divorces concernés, le Fédéral vient déjà, depuis mai 2023, de nous transférer la compétence d'octroi (ou pas) des nationalités belges. Le Parquet ne vérifie plus que la bonne vie et mœurs des individus mais la gestion et l'analyse de ces dossiers, qui doivent respecter une série de conditions, relèvent bien désormais de la responsabilité des Officiers de l'État Civil. Cela représente déjà une charge de travail supplémentaire pour mes services. Nous transférer en plus, la compétence en matière de divorces, ne ferait que nous surcharger davantage et finalement, cette masse de travail que subissent les juges du Tribunal de la Famille ne serait que déplacée sur les communes. J'attends donc un effectif subsidié supplémentaire.

Pour le reste, je ne peux hélas pas répondre plus précisément à vos autres questions. C'est une affaire à suivre...

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van de Heer Jean-François Noël (Liste de la Bourgmestre): beheer van bepaalde echtscheidingszaken door de ambtenaar van de burgerlijke stand

Mijnheer de Voorzitter, Mevrouw de Burgemeester, Dames en heren Schepenen, Geachte publiek, beste collega,

Verschillende kranten hebben bericht over de wens van de Minister van Justitie om de burgerlijke standambtenaren legaal toe te staan om echtscheidingen op basis van wederzijds akkoord vast te leggen, mits er geen minderjarig kind bij betrokken is. Deze maatregel zou erop gericht zijn de rechtbanken te ontlasten, een onderwerp waarvoor de Belgische Staat herhaaldelijk door Europa is veroordeeld.

Hoewel het prijzenswaardig is om de rechtbanken te ontlasten, rechters in staat te stellen zich te concentreren op de complexere zaken en de wachttijd (die ongeveer 8 maanden bedraagt voor een echtscheiding) te verkorten, kan dit niet gebeuren zonder een overdracht van middelen en zonder ervoor te zorgen dat de betrokken ambtenaren de nodige deskundigheid hebben om deze taken uit te voeren.

Ik zou u dan ook de volgende vragen willen stellen:

- Heeft u een idee van de tijdslijn voor de implementatie van deze maatregel?
- Wat zullen de praktische modaliteiten zijn voor dergelijke echtscheidingen?
- Zijn er juridische bescherming voorzien om ervoor te zorgen dat alle partijen goed geïnformeerd zijn over hun rechten (bijvoorbeeld alimentatie), bijvoorbeeld via raadpleging van juristen?
- Kunt u de bijkomende werkbelasting voor de gemeente inschatten?
- Zal er een specifieke ruimte binnen de gemeentelijke administratie moeten worden ingericht voor deze maatregel?
- Welke opleiding wordt er voorzien voor de gemeentelijke ambtenaren om deze nieuwe taak op zich te nemen?
- Is er enige compensatie voorzien van de federale overheid om de gemeenten te helpen met deze lastenverzwaring?

Ik dank u bij voorbaat voor uw antwoorden.

- **Antwoord van mevrouw Éloïse Defosset, Schepen**

Geachte Raadslid,

Ik dank u voor uw vraag, die mij in staat had kunnen stellen om een stand van zaken op te maken over de vraag of echtscheiding zonder tussenkomst van een rechter binnenkort in België mogelijk zal zijn. Helaas beschik ik niet over meer informatie

dan wat reeds in de pers is verschenen.

Noch ik, noch de administratie hebben enige officiële (of zelfs officieuze) kennisgeving over dit onderwerp ontvangen.

Ik weet dus op dit moment niet veel meer, behalve dat de minister van Justitie in haar beleidsnota, die ze op 18 maart 2025 in de Kamer heeft voorgesteld, haar intentie heeft bevestigd om buitengerechtelijke echtscheiding wettelijk mogelijk te maken.

In die nota staat, en ik citeer: “Het recht en Justitie moeten zich aanpassen aan de maatschappelijke evolutie van het toenemende aantal echtscheidingen. Om ook de werklast van de rechtbanken te verlichten, zullen we ambtenaren van de burgerlijke stand wettelijk machtigen om een echtscheiding door onderlinge toestemming te registreren, op basis van een voorafgaandelijk door een advocaat of notaris opgesteld akkoord, op voorwaarde dat er geen minderjarige kinderen zijn van wie de situatie door een rechter moet worden beoordeeld.”

Ik ga er dus van uit dat de ambtenaar van de burgerlijke stand echtscheidingen zal registreren op basis van zulke door een advocaat of notaris opgestelde overeenkomsten, waarbij deze laatste hun cliënten vooraf hebben geïnformeerd over hun rechten.

Het idee is trouwens niet nieuw.

Om slechts één Europees voorbeeld te noemen: in Frankrijk is echtscheiding zonder rechter sinds 1 januari 2017 toegestaan.

In België gaat het idee terug tot 2018. Het werd toen naar voren gebracht door de erevoorzitters van de Federale Koninklijke Federatie van Notarissen in hun aanbevelingen over de toekomst van het notariaat, die zij aan de toenmalige minister van Justitie, Koen Geens, hadden overgemaakt.

In 2022 werd een wetsvoorstel ingediend in de Kamer om de mogelijkheid te creëren dat echtscheiding wegens onherstelbare ontwrichting door de ambtenaar van de burgerlijke stand kon worden vastgesteld. Het GAPEC, de Groepering van Ambtenaren van de Bevolkings- en Burgerlijke Standdiensten van Wallonië, had toen echter op talrijke technische problemen gewezen.

Ook de Raad van State weigerde een grondig advies uit te brengen zolang de tekst niet duidelijker werd geformuleerd. Indien u dat wenst, kan ik u het verslag van de hoorzitting van de deskundigen bezorgen die hierover op 8 maart 2022 in de commissie Justitie van de Kamer zijn gehoord.

Dat wetsvoorstel heeft dus uiteindelijk de vorige legislatuur niet overleefd.

We zullen nu moeten afwachten hoe de nieuwe tekst door de federale regering geformuleerd zal worden, die nochtans al sinds 30 juni 2018 over deze aanbevelingen beschikt.

Persoonlijk heb ik geen bezwaar tegen het behandelen van dit soort dossiers, die onder de bevoegdheid van de burgerlijke stand vallen.

Voor de meeste toekomstige ex-echtgenoten gaat het in zo'n geval om een administratieve handeling die geen tussenkomst van een rechter vereist.

De maatschappij verandert, de burger verandert, het recht evolueert mee.

Ja, onze loketten zijn aangepast om ook dit soort aanvragen te kunnen ontvangen.

Ook al wordt de materie steeds complexer, ik ben ervan overtuigd dat onze medewerkers bekwaam zijn om echtscheidingsakten op te stellen en deze net als elk ander akte van de burgerlijke stand in het BAEC te integreren. Ik denk niet dat er specifieke opleiding nodig is, zolang er vooraf een tussenkomst is van een advocaat of notaris.

Ik ben het wel met u eens dat het essentieel is dat we over de nodige middelen beschikken om dit te kunnen doen. Daarmee bedoel ik minstens de subsidiëring van een extra voltijdse medewerker.

Het is namelijk moeilijk om het aantal echtscheidingen in te schatten dat onder deze nieuwe regeling zou vallen. Sinds mei 2023 heeft de federale overheid ons reeds de bevoegdheid overgedragen voor het toekennen (of weigeren) van de Belgische

nationaliteit. Het parket controleert enkel nog de goed zeden, terwijl de analyse en het beheer van de dossiers – die aan een reeks voorwaarden moeten voldoen – nu volledig tot de verantwoordelijkheid van de ambtenaren van de burgerlijke stand behoren. Dat vormt nu al een extra werklast voor mijn diensten.

Als daar ook nog de bevoegdheid inzake echtscheiding bijkomt, zou dit enkel leiden tot overbelasting. De werklast die momenteel op de rechters van de familierechtbank weegt, zou dan gewoon worden doorgeschoven naar de gemeenten. Ik verwacht dan ook een gesubsidieerde personeelsuitbreiding.

Voor het overige kan ik helaas niet preciezer antwoorden op uw andere vragen.

Wordt vervolgd...

De Raad neemt akte.

24.04.2025/A/0023

Secrétariat

Question orale de Madame Emmanuelle Poznanski (PS) : collectes hebdomadaires des déchets ménagers

Madame La Bourgmestre,
Monsieur Le Président,
Mesdames et Messieurs les échevins,
Chers collègues,

Depuis plusieurs mois, les habitants et habitantes de certains quartiers d'Auderghem, principalement les quartiers où se concentrent les grands immeubles de logements se plaignent de la présence massive, regroupés en tas de sacs poubelles sur les trottoirs avant les collectes hebdomadaires.

Cette situation soulève plusieurs problèmes préoccupants :

1. Un problème de qualité de vie : Malgré les horaires de dépôt réglementaires, beaucoup d'habitantes et habitants préfèrent sortir leurs poubelles en quittant leur domicile le matin. Une pratique qui peut sembler compréhensible lorsque l'on jongle avec des horaires chargés liés au travail et avec ses enfants, mais qui engendre, en conséquence, l'accumulation de véritables "montagnes" de sacs au pied des grands immeubles, notamment sur l'avenue Lebon. Ces amoncellements dégradent l'espace public pendant plus de 24 heures et nuisent au cadre de vie des riveraines et riverains.
2. Une augmentation de la population des renards en ville : Le centre de soins pour la faune sauvage observe une augmentation spectaculaire des renards à Bruxelles : 21 recueillis en 2015 contre 102 en 2024. Cette prolifération est directement liée à la disponibilité de nourriture en milieu urbain, dont les sacs-poubelles sont une source abondante. Pour protéger cette espèce et éviter qu'elle ne soit requalifiée en "nuisible" avec des mesures de destruction à la clé (et c'est le centre de soin qui le dit), il est essentiel d'agir sur l'une des causes principales : l'accès facile aux déchets et restes alimentaires.
3. Un enjeu de santé publique : Ces mêmes renards peuvent être porteurs de maladies transmissibles (telles que la gale), posant ainsi un risque sanitaire pour la population.

Nous sommes bien conscients que le ramassage des déchets ménagers est de la compétence du Bruxelles-Propreté, soit la Région. Il n'empêche que la commune peut faire des propositions et mettre en place des solutions adaptées. De plus la propreté dans les rues d'Auderghem relève directement de compétences communales.

Dès lors, quelles actions concrètes envisagez-vous pour répondre à ces problématiques ?

Quelles mesures comptez-vous appliquer pour faire respecter les horaires de dépôts des sacs poubelles en espace public ?

Je vous remercie pour vos réponses et pour l'attention que vous porterez à cette question essentielle pour le bien-être quotidien dans nos quartiers.

Emmanuelle Poznanski

Cheffe de groupe PS – Auderghem

• **Réponse de Matthieu Pillois, Échevin**

Madame la conseillère,

Votre question met en lumière une problématique bien identifiée par nos services, à laquelle nous accordons une attention constante : celle de la gestion des déchets et de la propreté publique, notamment aux abords des grands ensembles de logements.

Vous le soulignez à juste titre : ces situations engendrent des désagréments pour les riverains, tant sur le plan du cadre de vie que sur les plans sanitaire et environnemental. Je tiens à vous rassurer : nous avons pleinement conscience de ces enjeux et agissons quotidiennement, dans le cadre de nos compétences, pour y répondre de manière structurée.

Concernant les grands immeubles, ils sont aujourd'hui très majoritairement dépourvus de conciergerie. Le rôle de sortie des poubelles est donc souvent assumé par des sociétés privées d'entretien, qui interviennent durant leurs horaires de travail, et donc généralement en dehors des plages de dépôt réglementaires. À cela s'ajoute une contrainte d'infrastructure : de nombreux immeubles ne disposent pas de locaux adaptés au stockage de conteneurs, ce qui rend difficile le respect strict des consignes et la protection efficace des déchets. La collecte hebdomadaire unique, décidée par la Région bruxelloise, a pour effet de concentrer un volume important de sacs à un moment donné, ce qui accentue visuellement leur présence sur la voie publique. Par ailleurs, certaines tournées sont devenues nocturnes – c'est le cas par exemple sur la chaussée de Wavre – avec un horaire de sortie des sacs très restreint et qui ne convient pas à de nombreuses situations des habitants. Nous avons d'ailleurs, comme l'ensemble de la Conférence des Bourgmestres, interpellé à de nombreuses reprises le Ministre bruxellois de la Propreté sur les risques que comportait sa réforme de la collecte des déchets. Malheureusement, nous n'avons pas été entendus et devons désormais gérer les conséquences d'une réforme décidée trop rapidement.

Face à cette réalité, la commune d'Auderghem agit de manière constante. Nous avons fait de la propreté une priorité. Nos voiries sont nettoyées 7 jours sur 7 par nos équipes de balayeurs, appuyées par des « Gloutons » (aspirateurs de voirie mobiles). Nous disposons aussi d'une équipe d'intervention rapide, active quotidiennement. Une permanence est également assurée le week-end afin de vider les poubelles publiques qui débordent et d'évacuer les éventuels dépôts clandestins. Nous remplaçons aussi nos poubelles publiques par de nouveaux modèles équipés de cendriers.

Conscients que la prévention est essentielle, nous avons distribué gratuitement plus de 2.000 poubelles rigides, pour éviter que les sacs soient éventrés par des animaux, notamment les renards, dont la population est effectivement en hausse. Nous avons également mis en place un point de distribution de conteneurs orange – destinés aux déchets alimentaires – au sein de la Voirie communale, pour les habitants ne disposant pas de moyen de transport pour se rendre au Recypark. Ces conteneurs permettent de stocker les déchets organiques dans de meilleures conditions et de réduire l'attractivité des sacs pour la faune. La commune a aussi distribué ces différentes poubelles rigides lors de plusieurs événements communaux.

Chaque jour de collecte, nos services interviennent dans la même journée pour inspecter l'état de propreté des voiries. Lorsqu'un problème de salubrité ou un dépôt

persistant est constaté, il est signalé à l'agent de proximité de Bruxelles-Propreté. Lorsque cela s'avère nécessaire, et pour éviter une dégradation prolongée de la situation – ce qui est très souvent le cas –, la commune intervient directement, même si la compétence première en matière de ramassage des déchets ménagers relève de la Région. Nous avons d'ailleurs investi dans du nouveau matériel pour pallier les manquements quotidiens de Bruxelles-Propreté.

En parallèle, nous poursuivons un travail de sensibilisation auprès de la population : marquages au sol devant les immeubles, distribution de cendriers portables, campagnes ciblées dans les quartiers et présence régulière des Gardiens de la Paix, qui dialoguent avec les riverains et, le cas échéant, rappellent la réglementation et/ou in fine verbalisent. Des caméras de surveillance mobiles sont également utilisées pour lutter contre les dépôts clandestins dans certains points sensibles.

Il est important de rappeler que la collecte des déchets, ses horaires, la fréquence des tournées, ou encore les types de sacs ou de conteneurs autorisés relèvent intégralement de la compétence de Bruxelles-Propreté. Cela limite l'autonomie d'action de la commune, même si nous restons vigilants et réactifs. Contrairement à ce que vous avancez, le nettoyage des voiries n'est pas uniquement à charge de la commune, mais relève de la responsabilité du gestionnaire de voirie : la commune pour les voiries communales, la Région pour les voiries régionales. Auderghem défend depuis de nombreuses années le principe d'un transfert de cette compétence vers les communes, accompagné des moyens humains et financiers nécessaires. La commune, de par sa proximité avec le terrain, est en effet plus à même d'agir rapidement et efficacement, en lien direct avec les habitants et les réalités locales. Cela permettrait aussi une plus grande clarté sur les responsabilités de chaque intervenant en matière de propreté.

Par ailleurs, avec ma casquette d'Échevin de l'Urbanisme, je tiens à souligner que nous intégrons cette problématique dans les projets de rénovation ou de construction d'immeubles à appartements. Nous veillons systématiquement à ce que ceux-ci soient désormais équipés de locaux à poubelles fonctionnels, permettant l'usage de conteneurs rigides adaptés, afin d'éviter que de nouveaux immeubles ne se retrouvent sans solution appropriée de gestion des déchets.

Enfin, au-delà de ce qui est déjà mis en place et que nous poursuivons, nous préparons également de nouvelles actions pour renforcer la propreté publique à Auderghem. Nous souhaitons notamment :

- Intensifier la lutte contre les dépôts clandestins par l'extension du réseau de caméras de surveillance et en exigeant l'enfouissement progressif des bulles à verre restantes, pour plus d'esthétique et moins de nuisances ;
- Mettre en place des collectes d'encombrants par quartier, en partenariat avec Bruxelles-Propreté, afin d'éviter que ces objets ne soient abandonnés dans l'espace public.

J'espère avoir pu répondre à vos différentes questions.

Matthieu Pillois

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van mevrouw Emmanuelle Poznanski (PS): wekelijkse huisvuilophaling

Mevrouw de Burgemeester,
Mijnheer de Voorzitter,
Geachte Schepenen,
Beste collega's,

Sinds meerdere maanden klagen de bewoners van bepaalde wijken in Oudergem – vooral de wijken met grote appartementsgebouwen – over de massale aanwezigheid van in hopen verzamelde vuilniszakken op de trottoirs vóór de wekelijkse ophalingen. Deze situatie roept meerdere verontrustende problemen op:

1. Een probleem van levenskwaliteit: Ondanks de reglementaire uren voor het buitenzetten van vuilnis, kiezen veel bewoners hun vuilniszakken 's ochtends buiten te zetten wanneer ze hun woning verlaten. Dit gedrag is begrijpelijk gezien de drukke werk- en gezinsverplichtingen, maar leidt tot ware “bergen” vuilniszakken aan de voet van grote gebouwen, met name op de Lehonlaan. Deze ophopingen ontsieren de openbare ruimte gedurende meer dan 24 uur en schaden de leefomgeving van de buurtbewoners.
2. Een toename van de vossenpopulatie in de stad: Het opvangcentrum voor wilde dieren meldt een spectaculaire stijging van het aantal vossen in Brussel: 21 opgevangen in 2015 tegenover 102 in 2024. Deze toename houdt rechtstreeks verband met de beschikbaarheid van voedsel in stedelijke gebieden, waarbij vuilniszakken een overvloedige voedselbron vormen. Om deze soort te beschermen en te vermijden dat ze als “schadelijk” wordt bestempeld met mogelijke vernietigingsmaatregelen tot gevolg (zoals het opvangcentrum zelf aangeeft), is het essentieel om een van de belangrijkste oorzaken aan te pakken: de gemakkelijke toegang tot afval en voedselresten.
3. Een kwestie van volksgezondheid: Deze vossen kunnen drager zijn van overdraagbare ziektes (zoals schurft), wat een gezondheidsrisico vormt voor de bevolking.

We zijn ons ervan bewust dat de ophaling van huisvuil onder de bevoegdheid valt van Net Brussel, dus van het Gewest. Toch kan de gemeente voorstellen doen en passende oplossingen invoeren. Bovendien valt de netheid van de straten in Oudergem wel degelijk onder de gemeentelijke bevoegdheden.

Daarom:

Welke concrete acties overweegt u om deze problemen aan te pakken?

Welke maatregelen zult u toepassen om ervoor te zorgen dat de reglementaire uren voor het buitenzetten van vuilniszakken in de openbare ruimte worden nageleefd?

Ik dank u voor uw antwoorden en voor de aandacht die u zult besteden aan deze essentiële kwestie voor het dagelijks welzijn in onze wijken.

Emmanuelle Poznanski

Fractie leider PS – Oudergem

• **Antwoord van Matthieu Pillois, Schepen**

Mevrouw de gemeenteraadslid,

Uw vraag werpt terecht licht op een problematiek die door onze diensten goed gekend is en onze voortdurende aandacht krijgt: het beheer van afval en de openbare netheid, in het bijzonder in de omgeving van grote wooncomplexen.

U wijst er terecht op dat deze situaties hinder veroorzaken voor de buurtbewoners, zowel wat betreft de leefomgeving als op het vlak van volksgezondheid en milieu. Ik wil u geruststellen: we zijn ons ten volle bewust van deze uitdagingen en handelen dagelijks, binnen onze bevoegdheden, om hier op een gestructureerde manier op in te spelen.

Wat betreft de grote appartementsgebouwen: deze beschikken vandaag in de meeste gevallen niet meer over een conciërge. De taak om het afval buiten te zetten wordt dan vaak uitgevoerd door privé-onderhoudsbedrijven, die dit tijdens hun werkuren doen, doorgaans buiten de reglementaire afzeturen. Daarbovenop komt een infrastructuurprobleem: veel gebouwen beschikken niet over geschikte lokalen om containers te stockeren, wat het naleven van de richtlijnen en een efficiënte

bescherming van het afval bemoeilijkt. De beslissing van het Brussels Gewest om slechts één wekelijkse ophaling te voorzien, zorgt ervoor dat er op een bepaald moment een grote hoeveelheid zakken op straat verschijnt, wat hun aanwezigheid in het straatbeeld visueel versterkt. Bovendien zijn sommige ophaalrondes nu 's nachts – zoals op de Waversesteenweg – met zeer beperkte tijdsloten voor het buitenzetten van het afval, die vaak niet haalbaar zijn voor de bewoners. Samen met de Conferentie van Burgemeesters hebben we herhaaldelijk de Brusselse Minister van Netheid gewezen op de risico's van zijn hervorming van de afvalophaling. Helaas zijn we niet gehoord en moeten we nu omgaan met de gevolgen van een te snel doorgevoerde hervorming. Ondanks deze situatie blijft de gemeente Oudergem niet bij de pakken zitten. Netheid is voor ons een prioriteit. Onze straten worden 7 dagen op 7 schoongemaakt door onze ploeg van straatvegers, bijgestaan door mobiele stofzuigers ("Gloutons"). We beschikken ook over een snelinterventieteam dat dagelijks actief is. In het weekend is er een permanentiedienst om overvolle openbare vuilnisbakken te legen en sluikstort op te ruimen. We vervangen bovendien onze vuilnisbakken door nieuwe modellen met geïntegreerde asbakken.

We zijn ons bewust van het belang van preventie. Daarom hebben we meer dan 2.000 stevige vuilnisbakken gratis verdeeld, om te voorkomen dat zakken door dieren – vooral vossen, die in aantal toenemen – worden opengescheurd. We hebben ook een verdeelpunt voor oranje containers – bedoeld voor voedselafval – opgezet in onze gemeentelijke dienst Wegen, voor bewoners zonder vervoermiddel naar het Recypark. Deze containers zorgen voor een betere opslag van organisch afval en verminderen de aantrekkelijkheid van zakken voor dieren. We hebben deze stevige vuilnisbakken ook uitgedeeld op verschillende gemeentelijke evenementen.

Op elke ophaaldag inspecteren onze diensten nog dezelfde dag de netheid van de straten. Wanneer een probleem van hygiëne of een hardnekkig afvalpunt wordt vastgesteld, wordt dit gemeld aan de buurtagent van Net Brussel. Indien nodig – wat vaak het geval is – grijpt de gemeente zelf in om een langdurige verslechtering van de situatie te vermijden, ook al is de ophaling van huishoudelijk afval een gewestelijke bevoegdheid. We hebben dan ook geïnvesteerd in nieuw materiaal om de dagelijkse tekortkomingen van Net Brussel op te vangen.

Tegelijk blijven we sensibiliseren: grondmarkeringen voor gebouwen, het uitdelen van draagbare asbakken, gerichte campagnes in wijken, en de regelmatige aanwezigheid van de Vredeswachten die met bewoners in dialoog gaan en, indien nodig, hen wijzen op de regelgeving of beboeten. Mobiele bewakingscamera's worden ook ingezet om sluikstort tegen te gaan op gevoelige plaatsen.

Het is belangrijk om te benadrukken dat de afvalophaling – inclusief de uurroosters, frequentie van de rondes en de toegestane zakken of containers – volledig onder de bevoegdheid van Net Brussel valt. Dit beperkt de actieruimte van de gemeente, hoewel we waakzaam en reactief blijven. In tegenstelling tot wat u beweert, is het reinigen van de straten niet enkel de verantwoordelijkheid van de gemeente, maar van de wegbeheerder: de gemeente voor gemeentelijke wegen en het Gewest voor gewestwegen. Oudergem pleit al jaren voor een overdracht van deze bevoegdheid naar de gemeenten, samen met de nodige personele en financiële middelen. De gemeente, die dicht bij het terrein staat, is immers beter geplaatst om snel en doeltreffend op te treden, in direct contact met de bewoners en lokale realiteit. Dit zou ook meer duidelijkheid scheppen over de verantwoordelijkheden van elke betrokken partij op het vlak van netheid.

Verder, met mijn pet van Schepen van Stedenbouw, wil ik benadrukken dat we deze problematiek integreren in renovatie- of nieuwbouwprojecten van appartementsgebouwen. We zien er systematisch op toe dat deze voortaan uitgerust zijn met functionele afvalruimtes die het gebruik van aangepaste, stevige containers mogelijk maken, zodat nieuwe gebouwen niet zonder gepaste afvaloplossing komen te zitten.

Tot slot, naast alles wat reeds is ingevoerd en wat we blijven voortzetten, bereiden we ook nieuwe acties voor om de openbare netheid in Oudergem verder te versterken. We willen met name:

- De strijd tegen sluikstort opvoeren door het netwerk van bewakingscamera's uit te breiden en geleidelijk het ondergronds maken van glascontainers te eisen, voor meer esthetiek en minder overlast;
- In samenwerking met Net Brussel per wijk een ophaling van grofvuil organiseren, om te voorkomen dat deze objecten op het openbaar domein worden achtergelaten.

Ik hoop hiermee voldoende antwoord te hebben gegeven op uw verschillende vragen.
Matthieu Pillois

De Raad neemt akte.

24.04.2025/A/0024

Secrétariat

**Question orale de Monsieur Martin Willemart (MR-Les Engagés-VLD-CDV) :
initiatives ClassContact et Bednet**

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins et Echevins,
Chers collègues,

Plusieurs écoles en Région bruxelloise, et certainement dans notre commune, accueillent des élèves qui, en raison d'une maladie de longue durée, se retrouvent dans l'incapacité de suivre une scolarité en présentiel.

S'il existe bien un enseignement spécialisé de forme 4 pour les enfants hospitalisés et/ou porteurs de handicaps physiques lourds, il n'existe actuellement aucun service pour les enfants atteints d'une maladie ou souffrant d'un traumatisme grave et qui ne peuvent pas suivre les cours dans l'enseignement ordinaire où ils sont inscrits pendant plusieurs semaines, voire plusieurs mois.

Une initiative comme celle de l'ASBL ClassContact (pour les écoles francophones) ou celle de Bednet (pour les écoles néerlandophones) permet au jeune de rester en contact avec sa classe, ses camarades et les professeurs, favorisant ainsi la poursuite des apprentissages et entretenant le lien social indispensable à l'épanouissement du jeune. Sa réintégration scolaire est ainsi grandement facilitée.

Pour exemple, L'ASBL Class Contact met un ordinateur portable à la disposition du jeune et en installe un autre avec des caméras dans la classe. Le jeune peut ainsi assister aux cours en direct et poser des questions aux enseignants. Il profite gratuitement des services de l'ASBL durant toute la période d'absence de l'école. A l'initiative des Engagé-e-s, un montant de 200.000 euros a été inscrit dans le budget de l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles pour soutenir cette ASBL.

En complément des services précieux offerts par l'EsPAS (Espace Prévention et actions scolaires) d'Auderghem, un recours à des initiatives comme celles de Class Contact peut véritablement aider à la réussite scolaire d'un jeune momentanément éloigné de l'école. Ces initiatives sont cependant peu connues et méritent d'être diffusées dans nos écoles et à un public plus large.

Mes questions sont les suivantes :

1. Le Collège communal est-il prêt à affirmer ou renouveler son engagement en faveur d'une éducation inclusive permettant aux élèves éloignés de l'école pour raison médicale de bénéficier d'un enseignement adapté à distance, en

interaction avec leurs enseignants et camarades ?

2. Le Collège communal est-il disposé à mettre en place un dispositif pilote d'accompagnement numérique pour les élèves malades de longue durée dans les écoles communales d'Auderghem, en complément des services offerts par l'EsPAS d'Auderghem et en s'appuyant sur différents partenaires afin que ces écoles puissent systématiquement recourir à ces solutions lorsqu'un élève en a besoin ?
3. Le collège communal est-il prêt à envoyer une communication aux écoles auderghemoises non-communales afin de les inviter à faire appel à des ASBL qui veillent à renforcer le lien entre les enfants malades et l'école ?
4. Le collège communal est-il prêt à encourager les directions d'écoles à sensibiliser les familles sur les dispositifs existants et à favoriser leur mise en place lorsqu'un élève est concerné ?
5. Le collège communal est-il prêt à assurer un suivi de cette initiative et à évaluer l'impact, afin de proposer à terme une intégration structurelle de l'enseignement à distance pour les élèves concernés ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

• **Réponse de Madame Stéphanie Paulissen, Échevine**

Monsieur le Conseiller

Je vous remercie pour votre question qui me permet de réaffirmer que l'inclusion dans nos écoles est une de nos priorités, en ce compris les enfants éloignés de l'école pour raisons médicales.

Maintenir un lien pédagogique, social et affectif avec sa classe et ses enseignants est fondamental pour permettre à chaque l'enfant éloigné de continuer à apprendre, mais aussi à se sentir entouré, soutenu et reconnu. En outre, nous avons une responsabilité éducative pendant l'absence d'un élève, et nos équipes font leur maximum pour que cette période se passe au mieux, tant sur le plan scolaire que sur le plan humain.

A ce jour, tous les cas d'absences de « longue durée » rencontrés ont été traités en ligne directe par nos équipes pédagogiques. Il s'agit davantage d'une organisation humaine pleine de bon sens et surtout de bonne volonté pour faire face aux difficultés vécues par ces enfants et leurs familles plutôt qu'une réponse structurelle et administrative.

Bien entendu, mettre en place un dispositif pilote est envisageable pour autant qu'il puisse faciliter la vie des familles et de l'enfant concerné et dans le respect des dispositions légales, notamment en matière de protection de la vie privée.

N'oublions pas que l'intérêt de l'enfant et son bien-être doit primer sur les démarches administratives. Nous nous devons de donner une réponse souple et adaptée aux besoins de l'enfant plutôt que de mettre en place un cadre certes de bonne intention mais trop strict et éventuellement contre-productif.

Il n'existe pas de solution unique : chaque enfant malade vit une situation singulière, qui demande une réponse sur mesure.

Plusieurs dispositifs complémentaires existent aujourd'hui pour accompagner la scolarité des enfants malades :

- Les écoles de type 5 (par ex. l'école Escale à Saint-Luc ou l'école Robert Dubois à l'hôpital Saint-Pierre) offrent un enseignement spécialisé au sein des hôpitaux ou durant la convalescence, sur décision médicale. L'élève y est inscrit en parallèle de son école d'origine, qui reste compétente pour le suivi de sa scolarité ;
- L'École à l'Hôpital et à Domicile (francophone) et School & Ziekzijn (néerlandophone) proposent un accompagnement personnalisé à domicile, souvent à un rythme plus souple, assuré par des enseignants bénévoles ;

Comme vous le mentionnez, ClassContact (francophone) et Bednet (néerlandophone) offrent un accompagnement synchrone à distance, en interaction directe avec la classe. Ces dispositifs sont très efficaces quand l'état de santé le permet, mais peuvent s'avérer inadaptés en cas de grande fatigue ou de traitement lourd ;

Ces différents acteurs, bien que distincts, travaillent en complémentarité et poursuivent le même objectif : préserver le lien scolaire et social de l'élève malade.

Je ne vois pas d'obstacle à communiquer vers l'ensemble des écoles sur le territoire d'Auderghem afin de les sensibiliser à l'ensemble des dispositifs qui existent pour les accompagner dans de telles situations.

Nos directions connaissent déjà ces dispositifs. Nous veillerons bien entendu à ce que les directions disposent d'informations actualisées pour orienter rapidement les familles vers les bons relais. Nous encouragerons déjà activement les directions à informer les familles dès que celle-ci est confrontée à une absence de longue durée pour raison médicale. Une bonne connaissance des dispositifs existants est la première condition pour que les familles puissent bénéficier de l'accompagnement le plus adéquat.

Nous ne manquerons d'avoir un suivi attentif pour évaluer la pertinence et l'impact des dispositifs mis en œuvre le cas échéant. Nos équipes seront particulièrement attentives aux bonnes pratiques, aux freins éventuels rencontrés et aux pistes d'amélioration.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van Mijnheer Martin Willemart (MR-Les Engagés-VLD-CDV): acties ClassContact en Bednet

Mevrouw de Burgemeester, dames en heren Schepenen,

Beste collega's,

Verscheidene scholen in het Brusselse Gewest, en zeker ook in onze gemeente, verwelkomen leerlingen die door een langdurige ziekte niet in staat zijn om fysiek naar school te gaan.

Hoewel er een type 4 buitengewoon onderwijs bestaat voor kinderen die in het ziekenhuis verblijven en/of met zware fysieke beperkingen kampen, is er momenteel geen dienst voor kinderen met een ziekte of ernstig trauma die gedurende meerdere weken of zelfs maanden geen lessen kunnen volgen in het reguliere onderwijs waarin ze zijn ingeschreven.

Een initiatief zoals dat van de vzw ClassContact (voor Franstalige scholen) of Bednet (voor Nederlandstalige scholen) laat jongeren toe om in contact te blijven met hun klas, hun medeleerlingen en hun leerkrachten, waardoor het leerproces voortgezet kan worden en de sociale band – essentieel voor de ontplooiing van de jongere – behouden blijft. De terugkeer naar school wordt hierdoor sterk vergemakkelijkt.

Zo stelt de vzw ClassContact een laptop ter beschikking van de jongere en installeert een ander toestel met camera's in de klas. De jongere kan zo de lessen live volgen en vragen stellen aan de leerkrachten. De diensten van de vzw zijn volledig gratis gedurende de hele afwezigheidsperiode. Op initiatief van Les Engagé-e-s werd een bedrag van 200.000 euro ingeschreven in de onderwijsbegroting van de Federatie Wallonië-Brussel om deze vzw te ondersteunen.

Als aanvulling op de waardevolle diensten die het EsPAS (Espace Prévention et Actions Scolaires) van Oudergem aanbiedt, kan een beroep op initiatieven zoals ClassContact de schoolcarrière van een tijdelijk afwezige jongere aanzienlijk ondersteunen. Deze initiatieven zijn echter weinig bekend en verdienen het om ruimer bekendgemaakt te worden in onze scholen en bij een breder publiek.

Mijn vragen zijn als volgt:

1. Is het College bereid om zijn engagement ten gunste van inclusief onderwijs te bevestigen of te hernieuwen, zodat leerlingen die om medische redenen afwezig zijn toch aangepast afstandsonderwijs kunnen volgen, in interactie met hun leerkrachten en klasgenoten?
2. Is het College bereid om een pilootproject op te zetten voor digitale begeleiding van langdurig zieke leerlingen in de gemeentelijke scholen van Oudergem, als aanvulling op de diensten van het EsPAS, en in samenwerking met verschillende partners zodat deze scholen systematisch op deze oplossingen kunnen terugvallen wanneer een leerling ze nodig heeft?
3. Is het College bereid om een communicatie te versturen naar de niet-gemeentelijke scholen van Oudergem om hen aan te moedigen een beroep te doen op vzw's die het contact tussen zieke kinderen en de school versterken?
4. Is het College bereid om de schooldirecties aan te moedigen om gezinnen te sensibiliseren over de bestaande voorzieningen en hun implementatie te bevorderen wanneer een leerling hiermee geconfronteerd wordt?
5. Is het College bereid om deze initiatieven op te volgen en hun impact te evalueren, met het oog op een structurele integratie van afstandsonderwijs voor de betrokken leerlingen?

Alvast bedankt voor uw antwoorden.

• **Antwoord van mevrouw Stéphanie Paulissen, Schepen**

Geachte Raadslid,

Dank u voor uw vraag die mij de gelegenheid biedt om te herhalen dat inclusie in onze scholen een prioriteit is, ook voor kinderen die om medische redenen van school afwezig zijn.

Het behouden van een pedagogische, sociale en emotionele band met de klas en de leerkrachten is essentieel om elk afwezig kind te laten blijven leren, maar ook om zich omringd, ondersteund en erkend te voelen.

Bovendien hebben we een educatieve verantwoordelijkheid tijdens de afwezigheid van een leerling, en onze teams doen hun uiterste best om deze periode zo goed mogelijk te laten verlopen, zowel op schoolvlak als op menselijk vlak.

Tot nu toe zijn alle gevallen van 'langdurige afwezigheid' rechtstreeks behandeld door onze pedagogische teams. Het ging daarbij eerder om een menselijke organisatie vol gezond verstand en vooral goede wil om de moeilijkheden van deze kinderen en hun gezinnen het hoofd te bieden dan om een structureel of administratief antwoord.

Natuurlijk is het mogelijk om een pilootproject op te zetten, voor zover dit het leven van de betrokken kinderen en gezinnen vergemakkelijkt en met inachtneming van de wettelijke bepalingen, met name inzake privacybescherming.

We mogen niet vergeten dat het belang van het kind en zijn welzijn primeert boven administratieve procedures. We moeten een flexibele en aangepaste oplossing bieden aan de noden van het kind, eerder dan een goedbedoeld maar te strikt en mogelijk contraproductief kader in te voeren.

Er bestaat geen unieke oplossing: elk ziek kind zit in een unieke situatie, die vraagt om een gepersonaliseerd antwoord.

Er bestaan vandaag meerdere aanvullende voorzieningen om de schoolloopbaan van zieke kinderen te ondersteunen:

- Scholen van type 5 (bijvoorbeeld Escalé in Saint-Luc of de Robert Dubois-school in het Sint-Pietersziekenhuis) bieden buitengewoon onderwijs aan in ziekenhuizen of tijdens de revalidatie, op medische beslissing. De leerling is daar ingeschreven naast zijn oorspronkelijke school, die verantwoordelijk blijft voor de verdere schoolopvolging;
- L'École à l'Hôpital et à Domicile (Franstalig) en School & Ziekhuis

(Nederlandstalig) bieden thuisonderwijs aan, vaak in een flexibel tempo en verzorgd door vrijwillige leerkrachten;

Zoals u vermeldt, bieden ClassContact (Franstalig) en Bednet (Nederlandstalig) synchroon afstandsonderwijs aan, met directe interactie met de klas. Deze oplossingen zijn zeer doeltreffend wanneer de gezondheidstoestand het toelaat, maar kunnen ongeschikt zijn bij zware vermoeidheid of intensieve behandelingen;

Deze verschillende actoren werken, hoewel verschillend, complementair en met hetzelfde doel: het behouden van de schoolse en sociale band van het zieke kind.

Ik zie geen bezwaar om alle scholen op het grondgebied van Oudergem aan te schrijven om hen bewust te maken van de bestaande voorzieningen ter ondersteuning in dergelijke situaties.

Onze directies kennen deze voorzieningen al. We zullen er natuurlijk over waken dat zij over actuele informatie beschikken om gezinnen snel te kunnen doorverwijzen naar de juiste hulp.

We moedigen de directies nu al actief aan om gezinnen te informeren zodra er sprake is van langdurige afwezigheid om medische redenen.

Een goede kennis van de bestaande systemen is de eerste voorwaarde om gezinnen de best passende begeleiding te bieden.

We zullen de initiatieven nauwgezet opvolgen om hun relevantie en impact te evalueren. Onze teams zullen bijzonder alert zijn op goede praktijken, eventuele obstakels en verbeterpunten.

De Raad neemt akte.

24.04.2025/A/0025

Secrétariat

Question orale de Monsieur Alan Lenget et de Madame Zora Molenberg

Clerbaux (ECOLO-GROEN) : prévention des dynamiques de deal à Auderghem

Monsieur le Président

Madame la Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Chers collègues,

Auderghem fait face à des préoccupations récurrentes liées à la présence de points de deal dans plusieurs quartiers, notamment autour du Centre Culturel, du Shopping, de la chaussée de Wavre et de la Promenade verte. Suite à une question de la majorité au dernier conseil de police, le Chef de Corps a récemment évoqué une “vigilance accrue” sans qualifier ces zones de “hot spots”.

Les aspects répressifs sont nécessaires mais ils ne peuvent seul répondre à la situation. Le nouveau procureur du Roi, qui avait fait de la répression son argument principal, crie déjà à l’escroquerie devant les fausses promesses de la coalition Arizona.

La prévention a donc un rôle encore plus essentiel face à ces dynamiques de deal qui s’installent dans les quartiers.

Les éducateurs de rue, acteurs et actrices de première ligne dans l’espace public, jouent un rôle stratégique dans la prévention des trafics, en désamorçant des dynamiques de rue et en développant l’accompagnement des jeunes vulnérables. Leur présence ciblée dans les zones sensibles a permis, dans d’autres communes bruxelloises, de réduire les tensions, d’occuper l’espace public positivement et de réorienter les jeunes vers des trajectoires constructives. In fine, réduire à portion congrue les zones de deal.

À Auderghem, la maison de la prévention nous semble disposer de travailleurs et travailleuses sociaux de rue. Cependant, nous nous interrogeons sur l'adéquation de leur action face aux enjeux concrets liés aux dynamiques de deal identifiées sur notre territoire et par extension aux assuétudes.

Nos questions sont les suivantes :

1. La prévention des dynamiques de deal est-elle clairement intégrée au mandat et aux priorités des éducateurs et éducatrices de rue ? Sont-ils spécifiquement mobilisés dans les zones sensibles identifiées ?
2. Quels sont les mécanismes de coordination entre les éducateurs de rue, les services de police, les gardiens de la paix et les autres acteurs et actrices sociales pour assurer une action préventive cohérente et ciblée dans ces quartiers ?
3. Le Collège envisage-t-il un renforcement de ce dispositif, que ce soit en termes de formation, de présence dans l'espace public ou de redéfinition de missions, comme cela se fait dans d'autres communes ?

Nous vous remercions d'avance pour vos réponses.

Pour le groupe Ecolo-Groen,

Alan Lenglet

Zora Molenberg Clerbaux

• **Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre**

Oui effectivement une équipe de travailleurs sociaux de rue est active au quotidien sur le terrain.

Mais comme le nom du service l'indique, nous faisons de la prévention donc notre stratégie en matière de prévention consiste à intervenir le plus en amont possible en proposant des alternatives légales attractives, telles que des jobs étudiants ou des projets construits autour des perspectives et des intérêts réels des jeunes car malheureusement lorsque les jeunes sont déjà impliqués fortement dans un processus de deal les gains financiers sont tels qu'il est extrêmement difficiles de les en sortir avec des éducateurs de rue.

Une autre stratégie -cela dépend du type de jeune à qui on a affaire, on travaille au cas par cas- réalisée par les agents sanctionneurs de prévention (donc pas les éducateurs cette fois) consiste à verbaliser le moindre comportement déviant (ex crachat, abandon de déchets...) pour faire entrer les jeunes dans un parcours de médiation qui permet d'éviter l'amende (sanction administrative communale) en étant conscientisé par un Travail d'intérêt général (TIG) par ex, d'entrer en contact avec la famille, de connaître le contexte familial etc... pour remettre le jeune sur les rails.

Par rapport à vos questions :

- La prévention des dynamiques de deal est-elle clairement intégrée au mandat et aux priorités des éducateurs et éducatrices de rue ? Sont-ils spécifiquement mobilisés dans les zones sensibles identifiées ?

Oui, trois fois oui : ce sont des priorités des éducateurs mais aussi des Gardiens de la paix, ils sont tous mobilisés dans les zones sensibles. Ils sont en contact avec les différents protagonistes et sensibilisent sur les risques liés aux consommations et au deal. Ils sont également présents pour les citoyens se sentant en insécurité. Les travailleurs sociaux de rue ainsi que les Gardiens de la paix se relaient pour agir chacun dans leurs rôles respectifs dans les zones sensibles.

- Quels sont les mécanismes de coordination entre les éducateurs de rue, les services de police, les gardiens de la paix et les autres acteurs et actrices sociales pour assurer une action préventive cohérente et ciblée dans ces

quartiers ?

Il existe un comité de pilotage organisé par moi-même, réunissant la Police, le service Prévention (éducateurs de rue, Gardiens de la paix, SEMJA), la voirie (propreté publique) afin de coordonner les différentes interventions. Plus certains invités spécifiques en fonction des cas à traiter. (par exemple Bruxelles Environnement pour la Promenade du Chemin de Fer)

À cela s'ajoutent des réunions de terrain régulières entre les Gardiens de la paix et les Travailleurs Sociaux de Rue, ainsi que des contacts directs entre la Police et le service Prévention.

Un groupe WhatsApp spécifique au travail social de rue a également été mis en place. Il permet une coordination entre les acteurs de terrain (voirie, Croix-Rouge, Police, stewards, éducateurs, Travailleurs Sociaux de Rue, Gardiens de la paix, Bourgmestre) et une rapidité d'action tout en respectant la déontologie et le secret professionnel des éducateurs de rue.

Enfin, des rencontres entre la Police (agents de quartier, bikers, team school...), les stewards (service mobilité), les agents de la voirie et tous les représentants du service Prévention ont été organisées à 2 reprises en ce début d'année pour renforcer la collaboration et la connaissance des missions des autres afin d'améliorer la coordination des actions de terrain et maximiser les complémentarités.

- Le Collège envisage-t-il un renforcement de ce dispositif, que ce soit en termes de formation, de présence dans l'espace public ou de redéfinition de missions, comme cela se fait dans d'autres communes ?

L'adaptation des missions des éducateurs aux nouvelles nuisances est continue, de même que la formation des travailleurs sociaux de rue sur les assuétudes, notamment via l'ASBL Transit, comme sur les mécanismes liés au deal. À titre d'exemple, la dernière formation suivie par l'équipe a eu lieu le 27/03 : « Deal de rue et consommations : échanger, comprendre et agir ensemble ».

Par ailleurs, nous disposons d'un référent assuétudes qui se forme de manière continue et participe aux plateformes assuétudes organisées par safe.brussels.

La présence sur le terrain (comme pour la police) est également renforcée dans les lieux sensibles. Pas plus tard que mardi, une réunion de suivi des actions coordonnées entre tous les acteurs pré-cités a été organisée à destination des commerçants de la chaussée de wavre (entre la promenade verte et le carrefour wavre/souverain) et le Prevention truck sera placé pour tout le quartier (commerces, riverains...) au mois de mai.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van de Heer Alan Lenglet en Mevrouw Zora Molenberg Clerbaux (ECOLO-GROEN): preventie van drugshandel in Oudergem.

Mijnheer de Voorzitter,
Mevrouw de Burgemeester,
Geachte leden van het College,
Beste collega's,

Oudergem wordt herhaaldelijk geconfronteerd met bezorgdheden over de aanwezigheid van dealpunten in verschillende wijken, met name rond het Cultureel Centrum, het winkelcentrum, de Waversesteenweg en de Groene Wandeling. Tijdens de laatste politieraad verwees de korpschef, naar aanleiding van een vraag van de meerderheid, naar een "verhoogde waakzaamheid", zonder deze zones te bestempelen als echte "hotspots".

Repressieve maatregelen zijn noodzakelijk, maar volstaan op zich niet om deze situatie het hoofd te bieden.

De nieuwe procureur des Konings, die net op repressie zijn voornaamste speerpunt maakte, klaagt nu al over de valse beloften van de Arizona-coalitie.

Preventie speelt dan ook een des te crucialere rol bij het aanpakken van deze dealdynamieken die zich in de wijken nestelen.

Straathoekwerkers, als eerstelijnsactoren in de publieke ruimte, vervullen een strategische rol in de preventie van drugshandel. Zij kunnen spanningen op straat helpen ontminnen en kwetsbare jongeren begeleiden. In andere Brusselse gemeenten heeft hun gerichte aanwezigheid in gevoelige zones geleid tot een vermindering van spanningen, een positieve herovering van de openbare ruimte en een heroriëntering van jongeren naar constructieve trajecten. Uiteindelijk heeft dit bijgedragen aan het terugdringen van dealzones.

In Oudergem lijkt het Preventiehuis te beschikken over straathoekwerkers. Toch stellen wij ons vragen over de afstemming van hun werk op de concrete uitdagingen die te maken hebben met de dealdynamieken op ons grondgebied — en bij uitbreiding met verslavingsproblematieken.

Onze vragen zijn als volgt:

1. Is de preventie van dealdynamieken expliciet opgenomen in het mandaat en de prioriteiten van de straathoekwerkers? Worden zij specifiek ingezet in de als gevoelig geïdentificeerde zones?
2. Welke coördinatiemechanismen bestaan er tussen straathoekwerkers, politiediensten, gemeenschapswachten en andere sociale actoren, om een coherente en gerichte preventieve aanpak in deze wijken te verzekeren?
3. Overweegt het College een versterking van dit preventieve apparaat, hetzij via extra vorming, verhoogde aanwezigheid in de publieke ruimte, of een herdefiniëring van de opdrachten – zoals ook in andere gemeenten gebeurt?

Wij danken u alvast voor uw antwoorden.

Namens de fractie Ecolo-Groen,

Alan Lenglet

Zora Molenberg Clerbaux

• **Antwoord van Mevrouw Sophie de Vos, Burgemeester**

Ja, inderdaad is er dagelijks een team van straathoekwerkers actief op het terrein. Maar zoals de naam van de dienst aangeeft, doen wij aan preventie. Onze preventiestrategie bestaat erin zo vroeg mogelijk tussen te komen door aantrekkelijke, legale alternatieven aan te bieden, zoals studentenjobs of projecten die opgebouwd zijn rond de echte perspectieven en interesses van jongeren. Want helaas, wanneer jongeren al diep verweekeld zijn in een dealproces, zijn de financiële opbrengsten vaak zo hoog dat het uiterst moeilijk is hen daaruit te halen met enkel straathoekwerkers.

Een andere strategie – afhankelijk van het type jongere waar we mee te maken hebben, want we werken geval per geval – wordt uitgevoerd door de sanctionerende preventieambtenaren (dus niet de straathoekwerkers deze keer). Zij kiezen ervoor om het kleinste afwijkende gedrag (zoals spuwen, zwerfvuil achterlaten...) te verbaliseren, om zo jongeren in een bemiddelingstraject te krijgen. Op die manier kunnen ze een gemeentelijke administratieve sanctie vermijden en bewustwording krijgen via bijvoorbeeld een taakstraf (gemeenschapsdienst), contact met de familie, inzicht in de familiale context enzovoort – met als doel de jongere weer op het juiste pad te brengen.

Wat betreft uw vragen:

- Is de preventie van dealdynamieken duidelijk geïntegreerd in het mandaat en de

prioriteiten van de straathoekwerkers? Worden zij specifiek ingezet in de geïdentificeerde gevoelige zones?

Ja, drie keer ja: het is een prioriteit voor de straathoekwerkers, maar ook voor de Vredeswachten. Ze worden allemaal ingezet in de gevoelige zones. Ze zijn in contact met verschillende betrokkenen en sensibiliseren over de risico's verbonden aan consumptie en dealen. Ze zijn er ook voor burgers die zich onveilig voelen. De straathoekwerkers en de Vredeswachten lossen elkaar af en voeren elk hun rol uit in de gevoelige zones.

- Welke coördinatiemechanismen bestaan er tussen de straathoekwerkers, de politiediensten, de vredeswachten en andere sociale actoren om een samenhangend en gericht preventiebeleid in deze wijken te verzekeren?

Er bestaat een stuurgroep, georganiseerd door mezelf, waarin de politie, de preventiedienst (straathoekwerkers, vredeswachten, SEMJA), de dienst openbare reinheid samenkomen om de verschillende interventies te coördineren. Bijkomend kunnen specifieke genodigden worden uitgenodigd, afhankelijk van het geval (bijvoorbeeld Leefmilieu Brussel voor de Spoorwegbedding).

Daarnaast zijn er regelmatige terreinvergaderingen tussen de Vredeswachten en de Straathoekwerkers, evenals rechtstreekse contacten tussen de politie en de preventiedienst. Er is ook een specifieke WhatsApp-groep voor het straathoekwerk opgezet. Deze laat toe om te coördineren tussen terreinactoren (reiniging, Rode Kruis, politie, stewards, opvoeders, straathoekwerkers, vredeswachten, burgemeester) en om snel te reageren, met inachtneming van de deontologie en het beroepsgeheim van de straathoekwerkers.

Ten slotte zijn er begin dit jaar tweemaal ontmoetingen georganiseerd tussen de politie (wijkagenten, bikers, schoolteam...), de stewards (mobiliteitsdienst), de reinigingsdienst en alle vertegenwoordigers van de preventiedienst. Het doel daarvan is om de samenwerking en kennis van elkaars opdrachten te versterken, zodat de coördinatie van de acties op het terrein verbetert en de complementariteit wordt gemaximaliseerd.

- Overweegt het College een versterking van dit systeem, hetzij op het vlak van opleiding, aanwezigheid in de openbare ruimte of herdefiniëring van de opdrachten, zoals in andere gemeenten gebeurt?

De aanpassing van de opdrachten van de opvoeders aan nieuwe vormen van overlast is een doorlopend proces, net als de opleiding van straathoekwerkers over verslavingen, onder meer via de vzw Transit, evenals over mechanismen gelinkt aan het dealen. Als voorbeeld: de meest recente opleiding van het team vond plaats op 27/03: "Straatdeals en gebruik: uitwisselen, begrijpen en samen handelen".

Bovendien hebben wij een referentiepersoon voor verslavingsproblematieken die voortdurend wordt bijgeschoold en deelneemt aan de platformen georganiseerd door safe.brussels. De aanwezigheid op het terrein (zoals bij de politie) wordt ook versterkt in gevoelige zones. Nog maar dinsdag vond er een opvolgvergadering plaats over de gecoördineerde acties, gericht aan de handelaars van de Waversesteenweg (tussen de Groene Wandeling en het kruispunt Waver/Vorstlaan), en in mei zal de Preventietruck worden ingezet voor de hele buurt (handelaars, bewoners...).

De Raad neemt akte.

Question orale de Monsieur François Lebovy et de Madame Élise Willame (ECOLO-GROEN) : la sécurité pour les cyclistes

Monsieur le Président,

Madame la Bourgmestre,

Mesdames les Échevines et Messieurs les Échevins,

Chers collègues, Du 9 au 11 mai, aura lieu un festival culinaire au Boulevard du Souverain en face du Centre Culturel d'Auderghem. Ce festival est l'occasion de se délecter de nombreuses cuisines différentes. C'est un moment de convivialité qui fédère différents services de la Commune et qui rassemble les auderghemoises et auderghemois. Ce festival sera suivi d'autres festivités cet été.

Lors des dernières éditions, la piste cyclable qui passe par la berme centrale était touchée par les installations du festival. Des détours étaient alors proposés faisant passer les cyclistes par des rues moins sécurisées que les pistes cyclables. Rappelons que cet endroit d'Auderghem voit passer non seulement des cyclistes qui traversent la commune (en moyenne 1500 passages quotidiens) mais également beaucoup d'enfants et adolescents car il y a de nombreuses écoles dans les rues avoisinantes. À ces déviations pas toujours simples s'ajoute aussi la difficulté pour les cyclistes d'atteindre le festival et de pouvoir y laisser son vélo en sécurité. Il y avait été question lors de la précédente législature de pouvoir transformer une bande de circulation automobile en piste cyclable pour l'occasion. Une solution proposée dans un plan de Bruxelles Mobilité. Des associations de piétons et de cyclistes avaient été consultées à ce propos. Cette idée n'avait pas été retenue. Il nous semble que cela avait reçu un avis négatif de la zone de Police.

Nos questions sont les suivantes :

- Pour cette édition, quelles seront les solutions proposées pour préserver au mieux la piste cyclable lors de l'événement, de son installation et de la remise en place après celui-ci ?
- Quelles sont les aménagements pour permettre l'accessibilité de toutes et tous au festival ?
- Avez-vous eu l'occasion de réfléchir avec les piétons et cyclistes aux différentes solutions possibles ?
- Est-ce que le groupe de travail appelé « Commission Vélo » pourrait redevenir un groupe pour échanger à propos des aménagements susceptibles de toucher les piétons et cyclistes ?

Pour le groupe Ecolo-Groen,

François Lebovy

Elise Willame

- **Réponse de Madame Martine Maelschalck, Échevine**

Madame et Monsieur les Conseillers,

Je vous remercie de me permettre de faire le point sur cette question qui a déjà fait l'objet de nombreuses discussions.

La berme centrale du boulevard du Souverain devant la maison communale et le centre culturel est utilisée pour l'organisation d'un certain nombre d'événements destinés aux Auderghemoises et aux Auderghemois. Vous citez le Food Festival, j'évoquerai aussi les kermesses et l'apéro des habitants. En attendant une nouvelle place communale, l'endroit se prête particulièrement bien à l'installation de manèges et d'échoppes et à la circulation des badauds. A cette occasion, pour des raisons

pratiques et/ou de sécurité, des solutions doivent évidemment être trouvées pour les occupants habituels de la berme centrale, qu'il s'agisse des usagers du parking ou des cyclistes.

Si les automobilistes sont invités à trouver un autre endroit pour se garer, un itinéraire « bis » balisé est prévu pour les cyclistes, par la rue Bassem et la rue Idiers. La déviation mise en place est un itinéraire cyclable régional (ICR4) et la rue Bassem est une rue cyclable permanente. Cette rue doit également être réasphaltée cette année, ce qui améliorera le confort des usagers.

La cellule mobilité de la commune et la zone de Police, qui ont mené une réflexion sur cette problématique, n'ont pas trouvé d'autre solution, sécurisée et raisonnable pour tous, que la mise en place de la déviation. Les déviations mises en place ont été approuvées par le Collège lorsque votre formation politique y siégeait.

Comme il s'y était engagé, le service Mobilité de la commune s'est assuré que le fléchage soit suffisamment clair tant en venant du rond-point du Souverain que du carrefour Herrmann-Debroux et il le fera avant chaque manifestation.

Pour les festivals et autres événements de courte durée, la fermeture de la piste cyclable de la berme centrale est malheureusement inéluctable car des échoppes sont installées sur tout le périmètre de la berme centrale. En ce qui concerne les kermesses, je vous rejoins sur le fait que lorsque la foire n'est pas en activité (la nuit et le matin), il n'y a aucune raison que la piste cyclable soit fermée. La solution, déjà mise en place les années précédentes, consiste à faire appel à l'aide des forains, et nous allons une nouvelle fois les sensibiliser cette année. Nous réfléchissons actuellement – nous avons eu une réunion à ce sujet pas plus tard que ce mardi – à un arrangement qui fonctionne et donne satisfaction à tous.

Nous réfléchissons également à une possibilité de proposer, pendant la durée des événements, des emplacements de parking vélos supplémentaires afin de permettre à chacun de se rendre aux festivités avec son moyen de transport.

Enfin, vous évoquez la fermeture d'une des bandes de circulation du boulevard du Souverain. Ce n'est pas d'actualité. Non seulement la Région n'a pas, à ce stade, procédé à un test des conséquences d'une telle fermeture, mais lors de ma première rencontre avec les représentants du Gracq, ces derniers m'ont clairement dit que ce n'était pas ce qu'ils demandaient. Sous la précédente mandature, lorsque votre formation siégeait dans la majorité, le Collège a d'ailleurs décidé de refuser la réduction du nombre de bandes de circulation sur le boulevard du Souverain pour y placer une piste cyclable temporaire.

Vous évoquez également la Commission « Mobilité ». Sachez qu'une réunion de cette Commission aura bien lieu avant les grandes vacances avec toutes les parties concernées : la commune, les usagers, la prévention, la sécurité routière, la police, ainsi que des représentants des différents partis représentés au Conseil communal. Vous aurez évidemment une confirmation officielle en temps utile, mais j'en profite déjà pour vous lancer l'invitation.

Madame et Monsieur les Conseillers, j'espère avoir répondu à vos questions.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van de Heer François Lebovy en mevrouw Élise Willame (ECOLO-GROEN): veiligheid voor fietsers

Mijnheer de Voorzitter,

Mevrouw de Burgemeester,

Geachte Schepenen,

Beste collega's,

Van 9 tot 11 mei vindt er een culinair festival plaats op de Vorstlaan, tegenover het

Cultureel Centrum van Oudergem. Dit festival is een gelegenheid om te genieten van diverse wereldkeukens. Het is een gezellig moment dat verschillende gemeentelijke diensten samenbrengt en de inwoners van Oudergem verenigt. In de zomer volgen nog andere festiviteiten.

Tijdens de vorige edities werd het fietspad op de middenberm van de laan ingenomen door installaties van het festival. Er werden omleidingen voorgesteld, maar deze leidden fietsers langs minder veilige straten dan de gebruikelijke fietspaden. Ter herinnering: dit deel van Oudergem telt gemiddeld 1.500 fietsers per dag, waaronder veel kinderen en jongeren, gezien het grote aantal scholen in de buurt.

Bovendien bemoeilijken deze omleidingen ook de bereikbaarheid van het festival per fiets, en is het niet evident om er een fiets veilig te kunnen stallen.

Tijdens de vorige legislatuur werd er gesproken over de mogelijkheid om een rijstrook voor auto's tijdelijk om te vormen tot een fietspad. Dit voorstel maakte deel uit van een plan van Brussel Mobiliteit. Fiets- en voetgangersverenigingen werden hierover geraadpleegd. Uiteindelijk werd het idee niet weerhouden — naar verluidt op basis van een negatief advies van de politiezone.

Onze vragen zijn als volgt:

- Welke oplossingen worden er dit jaar voorzien om het fietspad zoveel mogelijk te vrijwaren tijdens het festival, zowel bij de opbouw, tijdens het evenement als bij het afbreken?
- Welke voorzieningen worden getroffen om de toegankelijkheid van het festival voor iedereen te garanderen, inclusief voetgangers, fietsers en mensen met beperkte mobiliteit?
- Werd er overleg gepleegd met voetgangers- en fietsersverenigingen over de mogelijke oplossingen?
- Kan de werkgroep “Fietscommissie” opnieuw worden geactiveerd als forum om te overleggen over geplande inrichtingen die voetgangers en fietsers kunnen beïnvloeden?

Namens de Ecolo-Groen-fractie,
François Lebovy
Élise Willame

• **Antwoord van mevrouw Martine Maelschalck, Schepen**

Geachte mevrouw en meneer de raadsleden,

Hartelijk dank dat u mij de gelegenheid geeft om de stand van zaken toe te lichten over een kwestie die reeds aanleiding heeft gegeven tot talrijke discussies.

De middenberm van de Vorstlaan, ter hoogte van het gemeentehuis en het cultureel centrum, wordt gebruikt voor de organisatie van verschillende evenementen voor de inwoners van Oudergem. U verwijst naar het Food Festival; ik vermeld ook de kermissen en het buurtaperitief. In afwachting van een nieuw gemeenteplein leent deze locatie zich uitstekend voor het plaatsen van kermisattracties en kraampjes, evenals voor het rondwandelen van bezoekers.

Bij deze gelegenheden moeten er uiteraard om praktische en/of veiligheidsredenen oplossingen worden gevonden voor de gebruikelijke gebruikers van de middenberm, hetzij parkeerders, hetzij fietsers.

Terwijl automobilisten worden verzocht elders te parkeren, wordt er een omleidingsroute voor fietsers voorzien via de Bassemstraat en de Idiersstraat. Deze omleiding maakt deel uit van het gewestelijk fietsnetwerk (ICR4) en de Bassemstraat is een permanente fietsstraat. Deze straat zal dit jaar bovendien opnieuw geasfalteerd worden, wat het comfort van de gebruikers ten goede zal komen.

De mobiliteitscel van de gemeente en de politiezone, die zich over dit probleem hebben gebogen, hebben geen andere veilige en redelijke oplossing gevonden dan de

omleiding. Deze omleidingen zijn goedgekeurd door het College op het moment dat uw politieke formatie daar deel van uitmaakte.

Zoals beloofd heeft de dienst Mobiliteit van de gemeente ervoor gezorgd dat de signalisatie voldoende duidelijk is, zowel komende van de rotonde van de Vorstlaan als van het kruispunt Herrmann-Debroux, en dit zal vóór elk evenement opnieuw gecontroleerd worden.

Bij festivals en andere kortlopende evenementen is het helaas onvermijdelijk dat het fietspad op de middenberm wordt afgesloten, aangezien er kraampjes over het hele terrein geplaatst worden.

Wat betreft de kermissen ben ik het met u eens dat, wanneer de kermis niet actief is ('s nachts en 's ochtends), er geen reden is om het fietspad afgesloten te houden. De oplossing die de afgelopen jaren al werd toegepast, bestaat erin een beroep te doen op de medewerking van de foorkramers, en we zullen hen ook dit jaar opnieuw sensibiliseren. We denken momenteel na – we hebben hierover nog afgelopen dinsdag vergaderd – over een regeling die voor iedereen werkbaar en bevredigend is.

We overwegen ook om tijdens de evenementen extra fietsenstallingen aan te bieden, zodat iedereen met zijn eigen vervoermiddel naar de festiviteiten kan komen.

Tot slot vermeldt u de mogelijke afsluiting van een van de rijstroken op de Vorstlaan. Dit is momenteel niet aan de orde. Niet alleen heeft het Gewest nog geen test uitgevoerd om de gevolgen van een dergelijke afsluiting te analyseren, maar bij mijn eerste ontmoeting met vertegenwoordigers van Gracq gaven zij duidelijk aan dat dit niet is wat zij vragen. Onder de vorige legislatuur, toen uw politieke formatie deel uitmaakte van de meerderheid, besliste het College overigens om de vermindering van het aantal rijstroken op de Vorstlaan met het oog op een tijdelijke fietspadconstructie te weigeren.

U verwijst ook naar de Commissie “Mobiliteit”. Ik kan u bevestigen dat er voor de zomervakantie een vergadering van deze Commissie zal plaatsvinden, met alle betrokken partijen: de gemeente, de gebruikers, de dienst preventie, verkeersveiligheid, de politie, evenals vertegenwoordigers van de verschillende partijen die in de gemeenteraad zetelen. U zult uiteraard tijdig een officiële bevestiging ontvangen, maar bij deze nodig ik u alvast uit.

Geachte raadsleden, ik hoop dat ik uw vragen voldoende heb beantwoord.

De Raad neemt akte.

24.04.2025/A/0027

Secrétariat

Question orale de Mesdames Zora Molenberg Clerboux et Noémie Dekoninck (ECOLO-GROEN) : les contributions alimentaires non payées

Madame la Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les membres du Collège et du Conseil,

Cher public,

Les violences économiques constituent une réalité encore trop méconnue, mais qui touche de nombreuses femmes, notamment après une séparation. Le non-paiement des contributions alimentaires plonge des milliers de familles monoparentales, majoritairement des mères, dans une situation de précarité.

Malgré l'existence de dispositifs comme Le Service des Créances Alimentaires (SECAL) qui assure le versement de contributions en cas d'impayés, près de la moitié des parents concernés ne perçoivent pas régulièrement ou jamais les contributions alimentaires qui leur sont dues et éprouvent des difficultés à enclencher des

procédures pour les récupérer. Cette situation résulte d'un cumul de facteurs : complexité administrative, méconnaissance des droits et manque d'accès à des services adaptés. Ces lacunes institutionnelles renforcent les inégalités et maintiennent les victimes dans une dépendance économique, en majorité les femmes.

Face à ces obstacles, la ligue des familles conseille la mise en place d'un bureau communal dédié à la lutte contre les contributions alimentaires impayées. C'est une initiative pragmatique pour répondre aux besoins immédiats des citoyennes et citoyens. Ce bureau pourra jouer un rôle pivot en informant les citoyennes et citoyens sur leurs droits, en les guidant dans les démarches administratives, et en facilitant l'accès à des mécanismes comme le SECAL, la saisie par huissier ou la délégation de sommes.

Cette initiative contribuera à renforcer la protection des victimes et à prévenir la précarité liée au non-paiement des créances alimentaires. Ce bureau sera une ressource essentielle pour assurer une justice accessible et lutter contre les violences économiques de manière proactive.

Une large campagne d'information sur la création de ce service communal pourra également sensibiliser la population et instaurer une culture de responsabilisation autour des obligations financières liées à la séparation.

Pour le groupe Ecolo-Groen, même si ces dispositifs ne relèvent pas du niveau communal, il est essentiel de les relayer et de contribuer activement à la promotion de l'aide et à la sensibilisation aux droits.

Dans ce contexte, le groupe Ecolo-Groen souhaite poser les questions suivantes :

- Existe-t-il un service communal ou une collaboration avec des associations pour accompagner les parents dans leurs démarches auprès du SECAL ? Si pas, est-ce que la majorité pourrait l'envisager ?
- La commune envisage-t-elle des actions pour sensibiliser et informer les citoyennes et citoyens sur leurs droits en matière de contributions alimentaires et sur les dispositifs d'aide existants ?

Nous vous remercions pour vos réponses.

Pour le groupe Ecolo-Groen,
Zora Molenberg Clerbaux
Noémie Dekoninck

• **Réponse de Madame Stéphanie Paulissen, Échevine :**

Madame la conseillère,

Je vous remercie pour votre question.

Le service « Coordination sociale » situé à la Maison de la prévention et des Solidarités est un service justement dédié aux citoyens qui ont besoin d'aide dans leurs démarches administratives, qui octroie certains avantages sociaux pour les citoyens dans le besoin au travers d'aides naissance, chèques taxi, énergie pour les familles nombreuses, etc

Le service est donc doté d'une assistante sociale en charge sociale d'accompagner ou d'orienter les citoyens pour tout type de demande. Il s'agit d'un service de première ligne « généraliste » qui travaille en collaboration avec d'autres structures plus spécialisées si nécessaire.

Pour revenir à votre question relative aux contributions alimentaires, je vous confirme que notre assistante sociale a, entre autres, pour mission d'accompagner les parents dans toutes les démarches auprès du SECAL et d'en assurer le suivi.

Enfin, la majorité s'est prononcée clairement sur la nécessité d'apporter une aide particulière aux familles qui ne sont pas soutenues par le CPAS avec la création notamment d'un Guichet d'aide aux familles avec des ateliers dédiés particulièrement aux familles monoparentales. La sensibilisation de nos citoyens de leurs droits

fondamentaux fait partie intégrante de nos priorités en matière d'action sociale (certainement ceux fragilisés par leur situation familiale).

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van mevrouwen Zora Molenberg Clerbaux en Noémie Dekoninck (ECOLO-GROEN): onbetaalde onderhoudsbijdragen

Mevrouw de Burgemeester,

Geachte leden van het College en de Gemeenteraad,

Beste aanwezigen,

Economisch geweld is een realiteit die nog te weinig bekend is, maar die veel vrouwen treft, vooral na een scheiding. Het niet betalen van onderhoudsbijdragen brengt duizenden eenoudergezinnen – voornamelijk moeders – in een situatie van armoede.

Ondanks het bestaan van diensten zoals de Dienst voor Alimentatievorderingen (DAVO), die instaat voor de betaling van bijdragen in geval van wanbetaling, ontvangt bijna de helft van de betrokken ouders hun onderhoudsbijdragen niet regelmatig of zelfs nooit. Bovendien ondervinden ze moeilijkheden om procedures op te starten om die bedragen terug te vorderen. Deze situatie is het gevolg van een combinatie van factoren: administratieve complexiteit, onvoldoende kennis van rechten en gebrek aan toegang tot aangepaste diensten. Deze institutionele tekortkomingen versterken de ongelijkheid en houden slachtoffers, meestal vrouwen, in economische afhankelijkheid.

Om deze obstakels het hoofd te bieden, stelt de Gezinsbond voor om een gemeentelijk loket op te richten dat zich toelegt op de strijd tegen onbetaalde onderhoudsbijdragen. Dit is een pragmatisch initiatief dat inspeelt op de onmiddellijke behoeften van burgers. Dit loket zou een centrale rol kunnen spelen in het informeren van burgers over hun rechten, het begeleiden in administratieve procedures, en het vergemakkelijken van de toegang tot mechanismen zoals DAVO, loonbeslag of de delegatie van gelden.

Dit initiatief zou bijdragen aan een betere bescherming van slachtoffers en armoede als gevolg van onbetaalde onderhoudsbijdragen helpen voorkomen. Dit loket zou een essentiële hulpbron vormen om toegankelijke rechtvaardigheid te garanderen en economisch geweld proactief te bestrijden.

Een brede informatiecampagne over de oprichting van deze gemeentelijke dienst zou de bevolking kunnen sensibiliseren en bijdragen aan een cultuur van verantwoordelijkheid rond financiële verplichtingen na een scheiding.

Voor de Ecolo-Groen-fractie, ook al vallen deze instrumenten niet onder de bevoegdheid van de gemeente, is het belangrijk ze te ondersteunen en actief bij te dragen aan het bevorderen van hulp en het bewustmaken van rechten.

In dit kader stelt de Ecolo-Groen-fractie volgende vragen:

- Bestaat er een gemeentelijke dienst of een samenwerking met verenigingen om ouders te begeleiden in hun stappen richting DAVO? Indien niet, zou de meerderheid dit willen overwegen?
- Overweegt de gemeente acties om burgers te informeren en bewust te maken van hun rechten inzake onderhoudsbijdragen en van de bestaande hulpmechanismen?

Wij danken u voor uw antwoorden.

Namens de Ecolo-Groen-fractie,

Zora Molenberg Clerbaux

• **Antwoord van mevrouw Stéphanie Paulissen, Schepen:**

Geachte mevrouw de gemeenteraadslid, Hartelijk dank voor uw vraag.

De dienst "Sociale Coördinatie", gevestigd in het Huis van Preventie en Solidariteit, is specifiek bedoeld voor burgers die hulp nodig hebben bij administratieve procedures. Deze dienst kent bepaalde sociale voordelen toe aan burgers in nood, zoals geboortetoeelagen, taxicheques, energiehulp voor grote gezinnen, enzovoort.

De dienst beschikt over een maatschappelijk werkster die de taak heeft om burgers te begeleiden of door te verwijzen bij allerlei soorten aanvragen. Het gaat om een eerstelijnsdienst met een algemene werking, die indien nodig samenwerkt met meer gespecialiseerde structuren.

Om terug te komen op uw vraag met betrekking tot alimentatiebijdragen, kan ik u bevestigen dat onze maatschappelijk werkster onder andere als opdracht heeft om ouders te begeleiden bij alle stappen richting de SECAL en ook instaat voor de opvolging ervan.

Tot slot heeft de meerderheid zich duidelijk uitgesproken over de noodzaak om specifieke hulp te bieden aan gezinnen die geen steun ontvangen van het OCMW, onder andere via de oprichting van een loket voor gezinsondersteuning, met ateliers die in het bijzonder gericht zijn op eenoudergezinnen. Het bewustmaken van onze burgers van hun fundamentele rechten maakt integraal deel uit van onze prioriteiten op het vlak van sociaal beleid (zeker voor diegenen die door hun familiale situatie verzwakt zijn).

De Raad neemt akte.

Levée de la séance à 21:20

Opheffing van de zitting om 21:20

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président,
De Voorzitter,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin